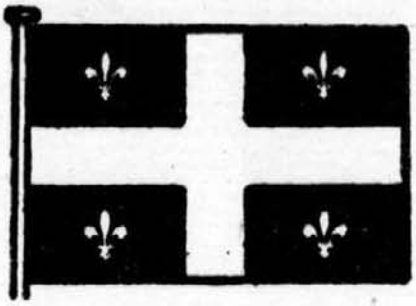

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 juillet 1960

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 23rd, 1960

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volantes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week his not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1 per dozen.
Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 11972-60)

Ace Chemicals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Eric Helfield, avocat, de Côte St-Luc, Jacob M. Helfield, avocat, et Dennis Sullivan, commis, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, fabriquer et faire le commerce de bran de scie et toutes sortes de produits du bois, sous le nom de « Ace Chemicals Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 11972-60)

Ace Chemicals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Eric Helfield, advocate, of Côte St-Luc, Jacob M. Helfield, advocate, and Dennis Sullivan, clerk, both of Montreal, for the following purposes:

Buying, selling, manufacturing and dealing in sawdust and all kinds of wood products, under the name of "Ace Chemicals Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11205-60)

Acme Flooring Contract Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1960, constituant en corporation: Maurice Guimont, commerçant, Lucien Lefebvre, comptable, et Pauline Girard Guimont, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Guimont, tous de Verdun, pour les objets suivants:

Commerce de couvre-parquets et de tous autres matériaux de construction intérieure, sous le nom de « Acme Flooring Contract Sales Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12223-60)

Albert Berger & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1960, constituant en corporation: Albert Berger, marchand, Lilianne Gamache, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Albert Berger, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Jean-Denis Berger et Gilles Berger, commis, tous d'Iberville, pour les objets suivants:

Commerce de lubrifiants et de combustibles, sous le nom de « Albert Berger & Fils Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11903-60)

Alimentation des Passes, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Marc-Aurèle Dallaire, gérant général, J.-Dollard Gagnon, comptable, et Alfred Martel, publiciste, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers-bouchers, sous le nom de « Alimentation des Passes, Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chute des Passes, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12387-60)

Areno Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11205-60)

Acme Flooring Contract Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1960, incorporating: Maurice Guimont, trader, Lucien Lefebvre, accountant, and Pauline Girard Guimont, housewife, wife common as to property of the said Maurice Guimont, all of Verdun, for the following purposes:

To deal in floor-coverings and all other interior construction materials, under the name of "Acme Flooring Contract Sales Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12223-60)

Albert Berger & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1960, incorporating: Albert Berger, merchant, Lilianne Gamache, housewife, wife contractually separate as to property of the said Albert Berger, and duly authorized by him for these presents, Jean-Denis Berger and Gilles Berger, clerk, all of Iberville, for the following purposes:

To deal in lubricants and fuels, under the name of "Albert Berger & Fils Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11903-60)

Alimentation des Passes, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Marc-Aurèle Dallaire, general manager, J.-Dollard Gagnon, and Alfred Martel, publicist, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business as grocers-butchers, under the name of "Alimentation des Passes, Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chute des Passes, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12387-60)

Areno Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1960, constituant en corporation: Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, Clifford George Meek, de Montréal, tous deux teneurs de livres, et John Lawrence McCrory, commis en loi, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme négociants et vendeurs d'équipements de marine, accessoires et articles de commodité, marchandises de sport et appareils de toutes sortes, sous le nom de « Areno Enterprises Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12215-60)

Association des Marchands du Centre d'Achats St-Henri
St-Henri Shopping Center Merchants' Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Max Feldman, Yvon Lamarre, Joseph-A. Cousineau, marchands, et Gaston Shanks, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les commerçants du Quartier St-Henri, à Montréal; améliorer les relations entre ces commerçants, et soutenir leur intérêt en vue du bien général, sous le nom de « Association des Marchands du Centre d'Achats St-Henri — St-Henri Shopping Center Merchants' Association ».

Le montant auquel seront limités les revenus annuels que la corporation peut posséder et recevoir, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12124-60)

Association Québécoise pour l'Étude Comparative du Droit

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: André Villeneuve, Robert Pigeon, avocats, et Mlle Lise Caumartin, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager le développement de la science juridique par l'étude du droit privé et du droit public québécois, ainsi que par l'étude des droits étrangers, suivant la méthode comparative; et formuler la doctrine québécoise de droit privé et de droit public et d'encourager à cet effet la collobation entre juristes canadiens, sous le nom de « Association Québécoise pour l'Étude Comparative du Droit ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1960, incorporating: Guy Ambrose Miller, of St-Bruno, Clifford George Meek, of Montreal, both bookkeepers, and John Lawrence McCrory, law clerk, of Montreal, for the following purposes:

To act as traders and dealers in and with marine equipment, supplies and facilities and sporting goods and equipment of all kinds, under the name of "Areno Enterprises Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12215-60)

Association des Marchands du Centre d'Achats St-Henri
St-Henri Shopping Center Merchants' Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Max Feldman, Yvon Lamarre, Joseph-A. Cousineau, merchants, and Gaston Shanks, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To group together the dealers of the St-Henri Ward, at Montreal; to improve relations between these dealers, and to uphold their interest in view of the general welfare under the name of "Association des Marchands du Centre d'Achats St-Henri — St-Henri Shopping Center Merchants' Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12124-60)

Association Québécoise pour l'Étude Comparative du Droit

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: André Villeneuve, Robert Pigeon, lawyers, and Miss Lise Caumartin, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To encourage the development of judicial science through the stury of private law and of public Quebec law, as well as through the study of foreign laws, according to the comparative method; and to formulate the Quebec doctrine of private law and public law and to encourage, for this purpose, collaboration among Canadian jurists, under the name of "Association Québécoise pour l'Étude Comparative du Droit".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12248-60)

Astoria Handbags Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1960, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de sacs à main, valises, nouveautés, linge, vêtements, articles de cuir, produits de cuir et textiles, sous le nom de « Astoria Handbags Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12227-60)

Auberge des Monts (1960) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1960, constituant en corporation: Joseph-H. Bureau, homme d'affaires, Gaston Des-Rosiers, hôtelier, et Thérèse Bureau Des-Rosiers, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Des-Rosiers, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Auberge des Monts (1960) Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12109-60)

Bantey Hotte & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1960, constituant en corporation: René Hotte, de Ville d'Anjou, Edward Bantey, de Montréal, tous deux courtiers en immeubles, et Jack B. Bobrove, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de « Bantey Hotte & Co. Ltd. », avec un capital-actions de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12248-60)

Astoria Handbags Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1960, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in, handbags, luggage, novelties, clothing, wearing apparel, leather goods, leather products and textiles, under the name of "Astoria Handbags Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12227-60)

Auberge des Monts (1960) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnie Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1960, incorporating: Joseph-H. Bureau, business man, Gaston Des-Rosiers, hotel keeper, and Thérèse Bureau Des-Rosiers, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gaston Des-Rosiers, housewife, and duly authorized by him for these present purposes, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers under the name of "Auberge des Monts (1960) Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12109-60)

Bantey Hotte & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1960, incorporating: René Hotte, of Ville d'Anjou, Edward Bantey, of Montreal, both real estate brokers, and Jack B. Bobrove, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Bantey Hotte & Co. Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 7,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 11949-60)

Baribeau Automobiles Ltée
Baribeau Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1960, constituant en corporation: Paul Baribeau, de L'Abord-à-Plouffe, Marcel Desmarais, de St-Michel, tous deux garagistes, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles et exploitation de garages, sous le nom de « Baribeau Automobiles Ltée — Baribeau Motor Sales Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions, privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11892-60)

Basil Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, comptable agréé, Mortimer Dolman, Maurice Jonathan Garmaise, notaires, et Shirley Marilyn O'Connor, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières et négocier à des fins d'achat, vente, échange ou location d'immeubles et propriétés immobilières, sous le nom de « Basil Holding Corp. », avec un capital total de $3,200, divisé en 320 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 410 rue St-Nicholas, chambre 12, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 11772-60)

Beloeil Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1960, constituant en corporation: Jean-Paul Gagné, de Mont-Royal, Fernand Guertin, d'Outremont, et Jean Tellier, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Beloeil Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11949-60)

Baribeau Automobiles Ltée
Baribeau Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1960, incorporating: Paul Baribeau, of l'Abord-à-Plouffe, Marcel Desmarais, of St-Michel, both garage-keepers, and Jacqueline Laliberté, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to operate garages, under the name of "Baribeau Automibiles Ltée — Baribeau Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11892-60)

Basil Holding Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Avram Harold Garmaise, chartered accountant, Mortimer Dolma, Maurice Jonathan Garmaise, notaries, and Shirley Marilyn O'Connor, clerk, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, under the name of "Basil Holding Corp.", with a total capital stock of $3,200, divided into 320 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 410 St. Nicholas Street, Room 12, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11772-60)

Beloeil Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1960, incorporating: Jean-Paul Gagné, of Mount Royal, Fernand Guertin, of Outremont, and Jean Tellier, of Westmount, all lawyers, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and construction, under the name of "Beloeil Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Val-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12296-60)

Black Hawk Mining Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1960, constituant en corporation: Jacques Beauchemin, avocat, d'Outremont, Thérèse Garzia, veuve, Madeleine Riel, Colette Vadeboncoeur, secrétaires, filles majeures, et André Valiquette, avocat, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie minière, sous le nom de « Black Hawk Mining Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 60 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12391-60)

Blue Prints & Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1960, constituant en corporation: Harold E. Forrest, de Montréal-Ouest, Harold Gordon Duke, de St-Sauveur-des-Monts, tous deux gérants administrateurs, et John Maria Cerini, avocat et conseils en loi de la Reine, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des copies bleues de toute nature et sorte et faire des impressions par procédé de photo-copie, et faire de la photographie et autre travail de reproduction et gravure en général d'art et de travail commercial, sous le nom de « Blue Prints & Supplies Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 640 ouest, rue Lagauchetière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12428-60)

Boulevard GMC Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1960, constituant en corporation: Eddy Giguère, Jean-Paul Drolet et Pierre Trahan, avocats, de Québec, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Val-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12296-60)

Black Hawk Mining Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1960, incorporating: J.-Jacques Beauchemin, lawyer, of Outremont, Thérèse Garzia, widow, Madeleine Riel, Colette Vadeboncoeur, secretaries, spinsters, and André Valiquette, lawyer, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Black Hawk Mining Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000, shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 60 Saint James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12391-60)

Blue Prints & Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1960, incorporating: Harold E. Forrest, of Montreal West, Harold Gordon Duke, of St-Sauveur-des-Monts, both executive managers, and John Maria Cerini, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, for the following purposes:

To make blue prints of every nature and kind and to make photostat process prints and to do photography and other reproduction work and engraving in art and commercial work genrerally, under the name of "Blue Prints & Supplies Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 640 Lagauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12428-60)

Boulevard GMC Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1960, incorporating: Eddy Giguère, Jean-Paul Drolet and Pierre Trahan, advocates, of Quegec, for the following purposes:

Commerce d'automobiles, camions et autres véhicules et exploitation de garages, sous le nom de « Boulevard GMC Ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 1,300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2125, boulevard Charest, ouest, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

To carry on a business dealing in automobiles, trucks and other vehicles and the operation of garages, under the name of "Boulevard GMC Ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 1,300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2125 Charest Boulevard West, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11973-60)

Brimont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Rolland Blais, avocat, Jean-Luc Lussier, courtier, Luc Le François, assurances, Jean Morissette, importateur, tous quatre de Montréal, Jacques Poitevin, huissier, Dr Jacques Cantin, médecin, tous deux de St-Laurent, Pierre Des Marais II, maître imprimeur, d'Outremont, Claude Brien, industriel, de St-Martin, Philippe Guay, avocat, d'Ottawa, Ontario, Benoît Daigneault, vendeur, de Pierrefonds, Yves Sauvé, maître imprimeur, de St-Lambert, et Rémi Lussier, notaire, de Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Brimont Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 15,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 11973-60)

Brimont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Rolland Blais, advocate, Jean-Luc Lussier, broker, Luc Le François, insurance, Jean Morissette, importer, all four of Montreal, Jacques Poitevin, bailiff, Dr. Jacques Cantin, physician, both of St-Laurent, Pierre Des Marais II, master printer, of Outremount, Claude Brien, industrialist, of St-Martin, Philippe Guay, advocate, of Ottawa, Ontario, Benoît Daigneault, salesman, of Pierrefonds, Yves Sauvé, master printer, of St-Lambert, and Rémi Lussier, notary, of Duvernay, for the following purposes:

To carry on a business dealing in investments under the name of "Brimont Inc." with a total capital stock of $20,000, divided into 15,000 common shares of a par value of $1 each and into 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12289-60)

Building Materials Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1960, constituant en corporation: François Auclair, de St-Vincent-de-Paul, André Brunet, de Montréal, tous deux avocats, et Cécile Dubuc, secrétaire, fille majeure, de Belœil, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Building Materials Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 259, rue Jean Talon, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 12289-60)

Building Materials Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1960, incorporating: François Auclair, of St-Vincent-de-Paul, André Brunet, of Montreal, both advocates, and Cécile Dubuc, secretary, spinster, of Belœil, for the following purposes:

To carry on a business dealing in building material under the name of "Building Materials Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 259 Jean Talon Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12137-60)

Burger Plywood Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12137-60)

Burger Plywood Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation: Alfred Zimmerman avocat, Harold Greenspon, comptable, tous deux de Montréal, et Nathan Bacal, comptable, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce des produits du bois, sous le nom de « Burger Plywood Ltd. », avec un capital-actions de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, incorporating: Alfred Zimmerman, advocate, Harold Greenspon, accountant, both of Montreal, and Nathan Bacal, accountant, of Côte St-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood products, under the name of "Burger Plywood Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11907-60)

Certo Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Erwin Popper, agent de voyage, Hella Buchholz Popper, ménagère, épouse séparée de biens dudit Erwin Popper, et Guy Anagnan, agent de voyage, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'agence de billets et de voyage dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Certo Ltd. », avec un capital-actions de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 369 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(A.G. 11907-60)

Certo Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Erwin Popper, travel agent, Hella Buchholz Popper, housewife, wife separate as to property of the said Erwin Popper, and Guy Anagnan, travel agent, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Certo Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 369 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12136-60)

Champlain Auto Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation: Robert Benson, avocat, de Westmount, Neil Phillips, avocat, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires d'automobiles, sous le nom de « Champlain Auto Supply Inc. », avec un capital-actions de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12136-60)

Champlain Auto Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, incorporating: Robert Benson, advocate, of Westmount, Neil Phillips, advocate, and Yvonne Bélanger, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobile supplies, under the name of "Champlain Auto Supply Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11959-60)

Charette Super Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 11959-60)

Charette Super Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day

du deux mai 1960, constituant en corporation: Roger Charette, marchand, de St-Bruno, Raphaël Esposito, André Lafrenière et Mario Beaulieu, notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Charette Super Market Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7, rue Rabastalière, Saint-Bruno, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12318-60)

Châteauguay Land Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant en corporation: Harold Gossack, avocat, Jacques Verville, commis, Philip Borrow, notaire, Issie Gossack, fourreur, tous quatre de Montréal, et Michael Drazner, avocat, d'Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de « Châteauguay Land Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 266 ouest, rue Notre-Dame suite, 44, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12394-60)

C. L. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1960, constituant en corporation: Jean-Claude Hamel, notaire, Guy Guénette, comptable, et Solange Pesant, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général en construction, sous le nom de « C. L. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12399-60)

Club de Courses Laurentides Inc.
Laurentide Racing Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

of May, 1960 incorporating: Roger Charette, merchant, of St-Bruno, Raphaël Esposito, André Lafrenière, and Mario Beaulieu, notaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Charette Super Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7 Rabastalière street, Saint-Bruno, county of Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney-General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12318-60)

Châteauguay Land Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, incorporating: Harold Gossack, advocate, Jacques Verville, clerk, Philip Borrow, notary, Issie Gossack, furrier, all four of Montreal, and Michael Drazner, advocate, of Hampstead, for the following purposes:

To cary on the business of a land, development and construction company, under the name of "Châteauguay Land Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 266 Notre Dame Street West, Suite 44, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12394-60)

C. L. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1960, incorporating: Jean-Claude Hamel, notary, Guy Guénette, accountant, and Solange Pesant, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as general building contractor under the name of "C. L. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12399-60)

Club de Courses Laurentides Inc.
Laurentide Racing Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth

du trente mai 1960, constituant en corporation: Maurice Gagné, Julien Chouinard et Maurice Jacques, avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Établir, aménager et exploiter des terrains et pistes intérieures ou extérieures; promouvoir et organiser la tenue de compétitions et activités sportives et artistiques de toutes sortes et, plus particulièrement, la tenue de courses de chevaux montés ou sous harnais, avec ou sans enjeux dans les limites et sous les restrictions imposées par la loi, sous le nom de « Club de Courses Laurentides Inc.— Laurentide Racing Club Inc. », avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions communes de $10 chacune et en 270 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 10831-60)

Club de Tir Ste-Agathe des Monts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Jacques Ranger, chef de police, Elliott Lozoll, marchand, et Paul Marier, commerçant, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Former et diriger un club de tir, sous le nom de « Club de Tir Ste-Agathe des Monts Inc. ».

Les biens immobiliers de la corporation seront limités au montant de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11974-60)

Conférence de Football Intermédiaire de l'Est Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Léon Robert, commis, Bertrand Ménard et Jean-Marc Fontaine, contremaîtres, tous de Granby, pour les objets suivants:

La direction et l'administration d'une ligue de football, ainsi que la surveillance des clubs qui en feront partie, sous le nom de « Conférence de Football Intermédiaire de l'Est Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur géeéral, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

---

day of May, 1960, incorporating: Maurice Gagné, Julien Chouinard and Maurice Jacques, advocates, of Quebec, for the following purposes:

To establish, supply and operate grounds and outside and inside tracks; to promote and organize the holding of competitions and sporting and artistic activities of all kinds and, most especially, the holding of horseback or harness racing with or without betting stakes within the limits and under the restrictions imposed by the law, under the name of "Club de Courses Laurentides Inc.— Laurentide Racing Club Inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 common shares of $10 each and into 270 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 10831-60)

Club de Tir Ste-Agathe des Monts Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Jacques Ranger, chief of police, Elliott Lozoll, merchant, and Paul Marier, dealer, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To form and direct a shooting club under the name of "Club de Tir Ste-Agathe des Monts Inc.".

The immoveable property of the corporation shall be limited to an amount of $25,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11974-60)

Conférence de Football Intermédiaire de l'Est Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Léon Robert, clerk, Bertrand Ménard and Jean-Marc Fontaine, foremen, all of Granby, for the following purposes:

The direction and management of a football league, as well as the supervision of the clubs which will take part therein, under the name of "Conférence de Football Intermédiaire de l'Est Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12210-60)

Dahne Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, Nahum Gelber, de Montréal, et Harry Aronovitch, de Côte St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de « Dahne Investment Corp. », avec un capital-actions divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $22,500.

Le siège social de la compagnie sera suite 201, 8425 Mountain Sights, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12220-60)

Danis Smallware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1960, constituant en corporation: Judith Paris, sténographe, célibataire, Maurice Bériault, avocat, tous deux de Montréal, et Jean-Marie Bériault, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricant et distributeur de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits et autres articles semblables, sous le nom de « Danis Smallware Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12105-60)

David Nadler Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de manteaux, costumes, vêtements, artiles vestimentaires, textiles, tissus, plastiques, produits du cuit, accessoires, ou tous autres articles, matériel ou choses se rapportant au commerce sus-mentionné, sous le nom de « David Nadler Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 70,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12210-60)

Dahne Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have ben issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, incorporating: Samuel Chait, Nahum Gelber, both of Montreal, and Harry Aronovitch, of Côte St-Luc, all advocates, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Dahne Investment Corp.", with a capital stock divided into 3,000 common shares of no par value and 750 preferred shares of a par value of $100 each, and the amount with which the company shall commence its operations will be $22,500.

The head office of the company will be at Suite 201, 8425 Mountain Sights, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12220-60)

Danis Smallware Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1960, incorporating: Judith Paris, stenographer, spinster, Maurice Bériault, lawyer, both of Montreal, and Jean-Marie Bériault, lawyer, of Dorval, for the following purposes:

To carry on business as makers and distributors of engravings, pictures, paintings, drawings, greeting cards and other similar articles, under the name of "Danis Smallware Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $100 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12105-60)

David Nadler Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in coats, suits, clothing, wearing apparel, textiles, fabrics, plastics, leather products, accessories or any other articles, materials or things incidental to the aforesaid business, under the name of "David Nadler Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 70,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12282-60)

Davidson (Bonavista) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1960, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger, Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, et Melvin Rothman, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire et développer des propriétés immobilières et immeubles à des fins de placements, et agir comme bailleurs et administrateurs en ce qui se rapporte à iceux, sous le nom de « Davidson (Bonavista) Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12282-60)

Davidson (Bonavista) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1960, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger, Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all three of Montreal, and Melvin Rothman, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and hold, own, build on and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Davidson (Bonavista) Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12400-60)

De Luxe Leather Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1960, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, avocat, Abraham H. Crestohl, gérant, tous deux de Montréal, et Harvey Crestohl, avocat, de Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tanneur, marchand de cuir, manufacturiers de vêtement de cuir, teinturiers, négociants de peaux tannées et peaux vertes, sous le nom de « De Luxe Leather Corp. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12400-60)

De Luxe Leather Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1960, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, advocate, Abraham H. Crestohl, manager, both of Montreal, and Harvey Crestohl, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of tanner, leather merchant, leather dress manufacturers, dyers, dealers in hides and skins, under the name of "De Luxe Leather Corp.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11911-60)

Doyon & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1960, constituant en corporation: Léonard Doyon, marchand, Mme Jeanne J. Doyon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léonard Doyon, et Clorinthe M. Doyon, veuve, ménagère, tous de Beauport, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Doyon & Fils Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15, rue Doyon, Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 11911-60)

Doyon & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1960, incorporating: Léonard Doyon, merchant, Mrs. Jeanne L. Doyon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léonard Doyon, and Clorinthe M. Doyon, widow, housewife, all of Beauport, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in wood, under the name of "Doyon & Fils Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 15 Doyon street, Beauport, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12247-60)

Electro-Chrome Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation: Camille Soucy, commerçant, de Giffard, Antonio Lopez, industriel, et Lucien Racine, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de galvanoplastie et de placage, sous le nom de « Electro-Chrome Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 12247-60)

Electro-Chrome Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, incorporating: Camille Soucy, dealer, of Giffard, Antonio Lopez, industrialist, and Lucien Racine, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in electroplating and metal-plating, under the name of "Electro-Chrome Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12103-60)

Ellenwood Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation: David Litner, avocat, Shirley Macklin et Georgia M. Smith, secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Ellenwood Investments Ltd.", avec un capital-actions de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai, 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12103-60)

Ellenwood Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, incorporating: David Litner, advocate, Shirley Macklin and Georgia M. Smith, secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Ellenwood Investments Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12251-60)

Everlasting Aluminum Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation: Michael Awada, George Bey et Dov Kravetz, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles fabriqués de métal ou bois, sous le nom de « Everlasting Aluminum Products Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12251-60)

Everlasting Aluminum Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, incorporating: Michael Awada, George Bey, and Dov Kravetz, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles manufactured from metal or wood, under the name of "Everlasting Aluminum Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12290-60)

Evmar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 12290-60)

Evmar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-quatre mai 1960, constituant en corporation: Nicholas Stastny, homme d'affaires, Eva Moldovan Stastny, femme d'affaires, épouse dudit Nicholas Stastny, et dûment autorisée par ce dernier, et Margaret Skycak Kusy, femme d'affaires, épouse divorcée de Gustave Kusy, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise, faits entièrement ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueures douces, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de terre, mer et forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, agir comme courtiers ou agents de douanes, entreposeurs et voituriers publics, sous le nom de « Evmar Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4007 rue Hampton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12334-60)

E. S. Gould Sales Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1960, constituant en corporation: Eric S. Gould, marchand, Lynda Faige Gould, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Eric S. Gould, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Montréal, et Georges Whelan, avocat, de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de dispositifs outillage, appareils, marchandises et effets électroniques et mécaniques, sous le nom de « E. S. Gould Sales Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires et 30,000 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12246-60)

G. Charlebois Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1960, constituant en corporation: Guy Godard, Jacques Duquette, avocats, et Denise Charette, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Commerce d'huile à chauffage, graisses, pétrole et de gaz naturel; construire, entretenir et exploiter des stations d'essence et d'huile, sous le nom de « G. Charlebois Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

fourth day of May, 1960, incorporating: Nicholas Stastny, businessman, Eva Moldovan Stastny, businesswoman, wife of the said Nicholas Stastny, and duly authorized by him, and Margaret Skycak Kusy, businesswoman, divorced wife of Gustave Kusy, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, made in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, to act as custom brokers or agents, warehousemen and common carriers, under the name of "Evmar Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of the par value of $100 each and 500 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 4007 Hampton Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12334-60)

E. S. Gould Sales Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1960, incorporating: Eric S. Gould, merchant, Lynda Faige Gould, secretary, wife separate as to property of the said Eric S. Gould, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Montreal, and George Whelan, advocate, of Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in all types of electronic and mechanical devices, equipment, appliances, goods and wares, under the name of "E. S. Gould Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares and 30,000 preferred shares, all of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12246-60)

G. Charlebois Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1960, incorporating: Guy Godard, Jacques Duquette, advocates, and Denise Charette, secretary, spinster in use of her rights, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fuel oil, greases, petroleum and natural gas; to construct, maintain and operate gasoline and oil stations, under the name of "G. Charlebois Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-François-de-Sales, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12213-60)

Gérard Dufresne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1960, constituant en corporation: F.-Gérard Dufresne, courtier d'assurances agréé, Madeleine Cyr, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit F.-Gérard Dufresne, tous deux de Shawinigan, et Dr Albert Dufresne, médecin, de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de « Gérard Dufresne Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions communes de $10 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12345-60)

Glaspools (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1960, constituant en corporation: Jean F. Laureys, avocat, Marcel Provost, commis, tous deux de Montréal, et David Roffey, vendeur, de St-Eustache, pour les objets suivants:

Fabriquer et négocier et autrement faire le commerce et le négoce de marchandises de sport et toutes sortes d'équipements de sport, sous le nom de « Glaspools (Quebec) Limited », avec un capita total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 1112, édifice « Shell Tower », 1255 rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12365-60)

Glo-Call Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, Cyril E. Schwisberg, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire en général le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits de cuir, caoutchouc, bois, métal, papier, nylon, plastique,

The head office of the company will be at Saint-François-de-Sales, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12213-60)

Gérard Dufresne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1960, incorporating: F.-Gérard Dufresne, chartered insurance broker, Madeleine Cyr, housewife, wife contractually separate as to property of the said F.-Gérard Dufresne, both of Shawinigan, and Dr. Albert Dufresne, medical doctor, of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Gérard Dufresne Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12345-60)

Glaspools (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1960, incorporating: Jean F. Laureys, advocate, Marcel Provost, clerk, both of Montreal, and David Roffey, salesan, of St-Eustache, for the following purposes:

To manufacture and trade and otherwise deal in and with sporting goods and sporting equipment of all kinds, under the name of "Glaspools (Quebec) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Suite 1112, Shell Tower Building, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12365-60)

Glo-Call Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, Cyril E. Schwisberg, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in all kinds of products, articles and merchandise made of leather, rubber, wood, metal, paper, nylon, plastic, fur, textiles,

fourrure, textiles, tissus synthétiques, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Glo-Call Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12376-60)

Green Gas Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1960, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, de Bekœil, Jean-Paul Fortin, avocat, et Marcelle Roy, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de gaz propane et autres combustibles, sous le nom de « Green Gas Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 236-1ère rue, Richelieu, comté de Rouville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12423-60)

Hamco Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Lewis Cannon, avocat, de Sillery, Micheline Larose, de Ste-Foy, et Louise Dandurand, de Québec, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Hamco Investment Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 2,700 actions communes de $10 chacune et en 3,300 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12131-60)

Harry's Servicenter Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation: Maxwell Shenker, Alfred Segall et Max M. Teitelbaum, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer des postes de service, constructions et garages pour l'emmagasinage, la réparation, l'entretien et la garde de toutes sortes de véhicules pour les y louer, sous le nom de « Harry's Servicenter Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

synthetic fabrics, glass and by-products of same, under the name of "Glo-Call Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12376-60)

Green Gas Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent hav been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtye first day of May, 1960, incorporating: Pau-Lemieux, advocate, of Belœil, Jean-Paul Fortin advocate, and Marcelle Roy, secretary, spinster,, both of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in propane gas and in other fuels, under the name of "Green Gas Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 1,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 236-1st Street, Richelieu, county of Rouville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12423-60)

Hamco Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Lewis Cannon, advocate, of Sillery, Micheline Larose, of Ste-Foy, and Louise Dandurand, of Quebec, both secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Hamco Investment Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 2,700 common shares of $10 each and into 3,300 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12131-60)

Harry's Servicenter Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, incorporating: Maxwell Shenker, Alfred Segall and Max M. Teitelbaum, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate service stations and building and garages for the storage, repairing, caring for and keeping for hire therein of vehicles of every kind, under the name of "Harry's Servicenter Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each and 1,500 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12217-60)

Harts Children's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1960, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, avocat, Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Mark Edmund Gordon, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons pour enfants, sous le nom de « Harts Children's Wear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3831 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 11971-60)

Harts Department Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Boris-J. Berbrier, de Montréal, Mark Edmund Gordon, de Westmount, tous deux avocats, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de marchands de marchandise sèche, manufacturiers de marchandise sèche, fourreurs, confectionneurs, bonnetiers, manufacturiers, exportateurs et importateurs et négociants au gros et au détail de toutes sortes de tissus, cuirs, robes, bottes, souliers, articles de modes, vêtements d'enfants, vêtements de base, bijoux, lainages, sous-vêtements, drap et soies, habits, manteaux, articles de cuir, rideaux, draperies, tapis, porcelaine, menus articles, objets de fantaisie, articles de toilettes de toutes sortes, sous le nom de « Harts Department Stores Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 235 boulevard Labelle, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12185-60)

Helen's Corsetry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1960, constituant en corporation:

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12217-60)

Harts Children's Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1960, incorporating: Boris J. Berbrier, advocate, Madeline Ferguson, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Mark Edmund Gordon, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a Childrens Department Store, under the name of "Harts Children's Wear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3831 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11971-60)

Harts Department Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Boris-J. Berbrier, of Montreal, Mark Edmund Gordon, of Westmount, both advocates, and Madeline Ferguson, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of dry goods merchants, dry goods manufacturers, furriers, clothiers, hosiers, manufacturers, exporters and importers of an wholesale and retail dealers in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boots, shoes, millinery, children's wear, foundation garments, jewellery, wollen wear, underwear, cloth and silks, suits, coats, leather goods, curtains, drapes, carpets, chinaware, notions, fancy goods, toilet articles of all kinds, under the name of "Harts Department Stores Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 235 Labelle Boulevard, Rosemere, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12185-60)

Helen's Corsetry Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1960, incorporating: Isidore Buller,

Isidore Buller, avocat, Lorraine Lalonde, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Joseph-P. Miller, avocat, de LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et accessoires pour dames, sous le nom de «Helen's Corsetry Ltd.», avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12261-60)

Hi-Quality Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, Nahum Gelber, tous deux de Montréal, et Harry Aronovitch, de Côte St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Hi-Quality Construction Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4745 rue Bouchette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12277-60)

H. L. C. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1960, constituant en corporation: Stanislaw Hojda, constructeur, Jerry Convoy et Jack Lober, courtier en immeubles tous de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « H. L. C. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 60 actions ordinaires de $100 chacune et 340 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12249-60)

Hôtel Prévert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation: Eric Helfield, avocat, de Côte St-Luc, Dennis Sullivan, commis, et Jacob Heldfield, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

advocate, Lorraine Lalonde, secretary, spinster of full age of majority, both of Montreal, and Joseph-P. Miller, advocate, of LaSalle, for the following purposes:

To deal in women's apparel and accessories, under the name of "Helen's Corsetry Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12261-60)

Hi-Quality Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1960, incorporating: Samuel Chait, Nahum Gelber, both of Montreal, and Harry Aronovitch, of Côte St-Luc, all advodates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Hi-Quality Construction Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of the par value of $10 each and 2,700 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 4745 Bouchette Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12277-60)

H. L. C. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1960, incorporating: Stanislaw Hojda, builder, Jerry Convoy and Jack Lorber, realtors, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "H. L. C. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 60 common shares of $100 each and 340 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12249-60)

Hôtel Prévert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, incorporating: Eric Helfield, advocate, of Côte St-Luc, Dennis Sullivan, clerk, and Jacob Helfield, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

Exploiter un hôtel, motel, restaurant, pour la pension, le logement, la nourriture et les boissons, sous le nom de « Hôtel Prévert Inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly Bassin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

To operate a hotel, motel, restaurant, for board, lodging, food, and beverages, under the name of "Hôtel Prévert Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chambly Bassin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12104-60)

I. Hoch Fur Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation: Izak Hoch, fourreur, Laura Frishling, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, et Hyman Laddie Schnaiberg, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de fourrures, sous le nom de « I. Hoch Fur Company », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12104-60)

I. Hoch Fur Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, incorporating: Izak Hoch, furrier, Laura Frishling, secretary, fille majeure et usant de ses droits, and Hyman Laddie Schnaiberg, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fur dealers, under the name of "I. Hoch Fur Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12373-60)

Impact Mailing & Merchandising Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1960, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, d'Outremont, Lucille Roy et Louise Bourdon, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire du commerce dans le dessin commercial, l'art graphique, la photographie commerciale, exemplaire de publicité et tous autres articles et choses qui sont nécessaires ou incidents audit commerce, sous le nom de « Impact Mailing & Merchandising Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 417 rue St-Pierre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12373-60)

Impact Mailing & Merchandising Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1960, incorporating: Maurice Martel, lawyer, of Outremont, Lucille Roy and Louise Bourdon, secretaries, spinsters of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell and deal in commercial art, graphic art, commercial photographs, advertising copy, and such other articles and things as are necessary or incidental to the said business, under the name of "Impact Mailing & Merchandising Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 417 St. Peter Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12051-60)

Italia Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1960, constituant en corporation: Roland Robillard, de Rosemère, Richard Dorais, de Montréal, tous deux avocats, et Mlle Louise McGregor, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 12051-60)

Italia Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1960, incorporating: Roland Robillard, of Rosemère, Richard Dorais, of Montreal, both advocates, and Miss Louise McGregor, secretary, of Montreal, for the following purposes:

Commerce de meubles et d'accessoires électriques, sous le nom de « Italia Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

To carry on a business dealing in furniture and electrical accessories under the name of "Italia Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each and into 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11960-60)

J. Jacques Ayotte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1960, constituant en corporation: J.-Jacques Ayotte, maître-électricien, Réal Ayotte, opérateur, et Laurier Quessy, commis, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de constructeurs et d'électriciens, sous le nom de « J. Jacques Ayotte Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3160, boulevard des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 11960-60)

J. Jacques Ayotte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1960, incorporating: J.-Jacques Ayotte, master-electrician, Réal Ayotte, operator, and Laurier Quessy, clerk, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as builders and electricians, under the name of "J. Jacques Ayotte Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3160 des Forges boulevard, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12299-60)

Laboratoire d'Essais de Matériaux Inc.
Material Testing Laboratory Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation: Charles Leblanc, Jean-Guy Fréchette, avocats, et Pierre Comtois, comptable, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploitation et commerce de machinerie, matériel de laboratoire et de matériaux de construction, sous le nom de « Laboratoire d'Essais de Matériaux Inc.— Material Testing Laboratory Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,980 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et en 20 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 12299-60)

Laboratoire d'Essais de Matériaux Inc.
Material Testing Laboratory Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, incorporating: Charles Leblanc, Jean-Guy Fréchette, advocates, and Pierre Comtois, accountant, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on and operate a business dealing in machinery, laboratory and building material, under the name of "Laboratoire d'Essais de Matériaux Inc.— Material Testing Laboratory Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,980 preferred shares of a par value of $10 each and into 20 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11939-60)

La Cie de Placements Balmoral Ltée
Balmoral Investments Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1960, constituant en corporation: Jacques Bertrand, Guy Guérard, avocats, et Jean-Paul Gravel, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 11939-60)

La Cie de Placements Balmoral Ltée
Balmoral Investments Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1960, incorporating: Jacques Bertrand, Guy Guérard, lawyers, and Jean-Paul Gravel, notary, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « La Cie de Placements Balmoral Ltée — Balmoral Investments Co. Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11991-60)

La Cie de Placements Polara Ltée
Polara Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1960, constituant en corporation: Jean-Marc Mayrand, courtier en immeubles, Dr Clément Richer, médecin, et René Turcotte, entrepreneurs, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « La Cie de Placements Polara Ltée — Polara Investment Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5940, rue Viau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12273-60)

La Commission des Sports et Loisirs de Chénéville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid David, gérant de la Caisse Populaire, Joseph Lyrette, marchand, P.-Urbain Chéné, employé civil, Dr Ernest Lenoir, médecin, et M. l'abbé Henri Bélanger, prêtre, curé, tous de Chénéville, pour les objets suivants:

Créer, promouvoir et développer les sports et les loisirs de toute la population, et travailler au bien-être physique, intellectuel et moral des membres, sous le nom de « La Commission des Sports et Loisirs de Chénéville ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $150,000.

Le siège social de la corporation sera à Chénéville, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12297-60)

Laviolette Mining & Metallurgical Corp.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de

To carry on business as an investment company, under the name of "La Cie de Placements Balmoral Ltée — Balmoral Investments Co. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each, and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11991-60)

La Cie de Placements Polara Ltée
Polara Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1960, incorporating: Jean-Marc Mayrand, real estate broker, Dr. Clément Richer, physician, and René Turcotte, contractor, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a company dealing in investments under the name of "La Cie de Placements Polara Ltée — Polara Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 1,600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 5940 Viau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12273-60)

La Commission des Sports et Loisirs de Chénéville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid David, manager of the Credit Union, Joseph Lyrette, merchant, P.-Urbain Chéné, civil employee, Dr. Ernest Lenoir, physician, and Rev. Father Henri Bélanger, priest, pastor, all of Chénéville, for the following purposes:

To create, promote and develop sports and recreations for all the population, and to work for the physical, intellectual and moral welfare of its members, under the name of "La Commission des Sports et Loisirs de Chénéville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation will be at Chénéville, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12297-60)

Laviolette Mining & Metallurgical Corp.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Go-

Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1960, constituant en corporation: J.-Jacques Beauchemin, d'Outremont, André Valiquette, de Montréal, tous deux avocats, Thérèse Carzia, veuve, secrétaire, Madeleine Riel, Colette Vadeboncœur, Isabelle Lemay et Gisèle Bélisle, secrétaires, filles majeures, ces cinq dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie minière, sous le nom de « Laviolette Mining & Metallurgical Corp. » (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 5083, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12108-60)

Le Club de Golf Boule Rock, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation: Benoît Gaboury, député et maire, Jean-Louis Pinault, homme d'affaires, Henri Lévesque, pharmacien, Joseph Boulanger, éditeur de journal, et Georges-Henri Dubé, notaire, tous de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Acheter, promouvoir, organiser, conduire et administrer n club de golf et club sportif occupant un site agreste (country club), et promouvoir le bien-être des membres, sous le nom de « Le Club de Golf Boule Rock, Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 75 actions de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Metis Beach (Métis-sur-Mer), district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11759-60)

Le Prêt d'Honneur de St-Raymond

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Cloutier, gérant de manufacture, Robert Giguère, gérant de Caisse Populaire, Arthur-X. Moisan, marchand d'automobiles, et Gilles-A. Moisan, courtier d'assurances, tous de St-Raymond, pour les objets suivants:

Agir dans l'intérêt et pour le bénéfice des étudiants du district de Saint-Raymond, afin de les intéresser à poursuivre des études universitaires ou des études spécialisées, sous le nom de « Le Prêt d'Honneur de St-Raymond ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

vernor of the Province of Quebec bearing date the twentieth day of May, 1960, incorporating: J.-Jacques Beauchemin, of Outremont, André Valiquette, of Montreal, both lawyers, Thérèse Garzia, widow, secretary, Madeleine Riel, Colette Vadeboncœur, Isabelle Lemay and Gisèle Bélisle, secretaries, spinsters of the full age of majority, these last five of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Laviolette Mining & Metallurgical Corp." (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 5083 St. Denis street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12108-60)

Le Club de Golf Boule Rock, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bering date the tenth day of May, 1960, incorporating: Benoît Gaboury, deputy and mayor, Jean-Louis Pinault, businessman, Henri Lévesque, pharmacist, Joseph Boulanger, newspaper editor, and Georges-Henri Dubé, notary, all of Mont-Joli, for the following purposes:

To buy, promote, organize, conduct and manage a golf and sports country club, and to promote the welfare of its members, under the name "Le Club de Golf Boule Rock, Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 75 shares of $1,000 each.

The head office of the company will be at Metis Beach (Métis-sur-Mer), judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth dy of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11759-60)

Le Prêt d'Honneur de St-Raymond

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Cloutier, factory manager, Robert Giguère, Credit Union manager, Arthur-X. Moisan, automobile merchant, and Gilles-A. Moisan, insurance broker, all of St-Raymond, for the following purposes:

To act in the interest and for the benefit of students in the district of Saint-Raymond, in order to interest them in following university courses or specialized studies under the name of "Le Prêt d'Honneur de St-Raymond".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Raymond, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11783-60)

Les Éditions de l'Avenir Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1960, constituant en corporation: Gérard Vaillancourt, publiciste, Jeannette Cyr Vaillancourt, ménagère, épouse commune en biens dudit Gérard Vaillancourt, et Jean-Paul Beaudry, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs et d'imprimeurs, sous le nom de « Les Éditions de l'Avenir Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 300 actions communes de $10 chacune et en 700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7, rue Laurendeau, Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12006-60)

Les Entreprises Jacques-Cartier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant en corporation: Dr J.-Maurice Boyer, médecin, Jean-Guy Philie, notaire, et Raphaël Barrette, avocat, tous de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de porte-feuille, sous le nom de « Les Entreprises Jacques-Cartier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12333-60)

Les Investissements Gertrude Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, avocats, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, et Harry Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Investissements Gertrude Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney Genera'.*

(A.G. 11783-60)

Les Éditions de l'Avenir Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1960, incorporating: Gérard Vaillancourt, publicist, Jeannette Cyr Vaillancourt, housewife, wife common as to property of the said Gérard Vaillancourt, and Jean-Paul Beaudry, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, under the name of "Les Éditions de l'Avenir Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 300 common shares of $10 each and 700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7 Laurendeau street, Montreal-East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12006-60)

Les Entreprises Jacques-Cartier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, incorporating: Dr. J.-Maurice Boyer, medical doctor, Jean-Guy Philie, notary, and Raphaël Barrette, lawyer, all of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Les Entreprises Jacques-Cartier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12333-60)

Les Investissements Gertrude Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry Aronovitch, advocate, of Côte St-Luc, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and building under the name of "Les Investissements Gertrude Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12332-60)

Les Investissements Gloria Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accodé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, avocats, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, et Harry Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Investissements Gloria Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

(A.G. 12332-60)

Les Investissements Gloria Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, lawyers, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry Aronovitch, lawyer, of Côte St-Luc, for the following purposes:

To deal of in real estate and construction, under the name of "Les Investissements Gloria Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12331-60)

Les Investissements Juliette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Harry Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Les Investissements Juliette Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 12331-60)

Les Investissements Juliette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Harry Aronovitch, lawyer, of Côte St-Luc, Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, lawyers, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate, under the name of "Les Investissements Juliette Inc.", with a total capital stock of $20,000, diviced into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12330-60)

Les Investissements Rita Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, de Montréal, Harry Aronovitch, of Côte St-Luc, tous trois avocats, et John Hamilton, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Investissements Rita Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 12330-60)

Les Investissements Rita Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, of Montreal, Harry Aronovitch, of Côte St-Luc, all three advocates, and John Hamilton, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and building under the name of "Les Investissements Rita Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12300-60)

Loisirs Populaires Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12300-60)

Loisirs Populaires Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1960, constituant en corporation: Maria Gilbert Laforest, veuve, ménagère, Lionel Gaudreault, commerçant, et Jeanne d'Arc Laforest Gaudreault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lionel Gaudreault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Magog, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Loisirs Populaires Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 600, rue Sherbrooke, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the first day of June, 1960, incorporating: Maria Gilbert Laforest, widow, housewife, Lionel Gaudreault, trader, and Jeanne d'Arc Laforest Gaudreault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Lionel Gaudreault, and duly authorized by him for these presents, all of Magog, for the following purposes:

To carry on the business which deals in furnishing the public with amusement, under the name of "Loisirs Populaires Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 600 Sherbrooke street, Magog, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12329-60)

Luc Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1960, constituant en corporation: Lucien Dagenais, marchand, Henri Fleurant et Julien Fleurant, entrepreneurs, tous de Fabreville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Luc Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 260, Petite Côte, Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 12329-60)

Luc Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1960, incorporating: Lucien Dagenais, merchant, Henri Fleurant and Julien Fleurant, contractors, all of Fabreville, for the following purposes:

To carry on a business as general contractors in construction, under the name of "Luc Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 260 Petite Côte, Fabreville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12393-60)

Manoir Brome Lake Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1960, constituant en corporation: André Boissy, courtier en immeubles, Huguette Gagnon Boissy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Boissy, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de St-Vincent-de-Paul, et Georges Lefebvre, hôtelier, de Foster, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Manoir Brome Lake Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Foster, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 12393-60)

Manoir Brome Lake Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1960, incorporating: André Boissy, real estate broker, Huguette Gagnon Boissy, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Boissy, and duly authorized by him for these presents, both of St-Vincent-de-Paul, and Georges Lefebvre, hotelkeeper, of Foster, for the following purposes:

To carry on a business as hotel-keepers under the name of "Manoir Brome Lake Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Foster, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12110-60)

Marquette Scrap Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12110-60)

Marquette Scrap Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1960, constituant en corporation: Arnold Ancsel, marchand, de Côte St-Luc, Edward Black, marchand, Philip Shrague Garonce, avocat, et Hyman Laddie Schnaiberg, avocat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de ferraille, sous le nom de « Marquette Scrap Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12162-60)

Maurice Pelletier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1960, constituant en corporation: Maurice Pelletier, commerçant, de St-Pascal, Gérard-F. Lapointe et Berchmans Chénard, comptables agréés, de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, ainsi que le commerce de combustibles, sous le nom de « Maurice Pelletier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pascal, comté de Kamouraska, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12160-60)

Maurice Tremblay Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant en corporation: Maurice Tremblay, entrepreneur, de Chicoutimi-Nord, Pierre Bergeron, avocat, et Huguette Gaudreault, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général en en construction, sous le nom de « Maurice Tremblay Construction Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 440, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11902-60)

Mayfair Advertising Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1960, incorporating: Arnold Ancsel, merchant, of Côte St-Luc, Edward Black, merchant, Philip Shrague Garence, advocate, and Hyman Laddie Schnaiberg, advocate, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of scrap dealers, under the name of "Marquette Scrap Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12162-60)

Maurice Pelletier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1960, incorporating: Maurice Pelletier, dealer, of St-Pascal, Gérard F. Lapointe, and Berchmans Chénard, chartered accountants, of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, as well as to deal in fuel under the name of "Maurice Pelletier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pascal, county of Kamouraska, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12160-60)

Maurice Tremblay Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, incorporating: Maurice Tremblay, contractor, of Chicoutimi-North, Pierre Bergeron, lawyer, and Huguette Gaudreault, secretary, spinster of the full age of majority, both of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Maurice Tremblay Construction Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 440 Racine street, east, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11902-60)

Mayfair Advertising Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Harold William Ashenmil, Jon-Kosorwich, avocats, et Florence Altman, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un commerce général de réclame et de publicité, sous le nom de « Mayfair Advertising Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 743 rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 11970-60)

Montour Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: J.-Bernard Bulteau, avocat, de St-Eustache-sur-le-Lac, J.-Pierre Blain, comptable, de Ste-Rose-de-Laval, et Mlle Mariette Brunelle, secrétaire, de St-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Montour Construction Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12288-60)

Mr. Doughnuts Coffee Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur RE la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, avocat, Audrey Sutherland, veuve, secrétaire, et Charlotte Lackstein, secrétaire, épouse séparée de biens de William Lackstein, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant, sous le nom de « Mr. Doughnuts Coffee Shops Inc. », avec un capital total de $6,000, divisé en 300 actions ordinaires et 300 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12283-60)

Myriad Detergents Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant en corpo-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Harold William Ashenmil, Jon Kosorwich, advocates, and Florence Altman, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general advertising and publicity business, under the name of "Mayfair Advertising Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 743 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11970-60)

Montour Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: J.-Bernard Bulteau, lawyer, of St-Eustache-sur-le-Lac, J.-Pierre Blain, accountant, of Ste-Rose-de-Laval, and Miss Mariette Brunelle, secretary, of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Montour Construction Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12288-60)

Mr. Doughnuts Coffee Shops Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, incorporating: Sol Sidney Fels, advocate, Audrey Sutherland, widow, secretary, and Charlotte Lackstein, secretary, wife separate as to property of William Lackstein, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Mr. Doughnuts Coffee Shops Inc.", with a total capital stock of $6,000, divided into 300 common shares and 300 preferred shares, all of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12283-60)

Myriad Detergents Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, incorporating: Eudore

ration: Eudore Bourbeau, industriel, Monique Bédard Bourbeau, secrétaire, épouse dudit Eudore Bourbeau, tous deux de Sillery, et Henri Bourbeau, gérant de production, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de savon, détergents, cires à plancher, parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Myriad Detergents Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 44, rue Dorchester, Québec district, judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12398-60)

Nettoyeur Causapscal Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1960, constituant en corporation: Jean-Marie Guérette, Charles Viel, marchands, et Conrad Brazeau, dentiste, tous de Causapscal, pour les objets suivants:

Faire les commerce et service de teinturerie, buanderie, nettoyage et pressage, et toute autre opération semblable, sous le nom de «Nettoyeur Causapscal Ltée», avec un capital total de $10,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Causapscal, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12140-60)

Nettoyeurs Laval Inc.
Laval Cleaner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1960, constituant en corporation: Léo Lemay, industriel, de Sillery, Yvan Bouchard, agent, de Québec, et Mlle Yolande Corriveau, sténographe, de Saint-Vallier, comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

Exercer une industrie de nettoyage, buanderie, teinturerie, pressage, blanchissage, entreposage de fourrures et autres vêtements, sous le nom de « Nettoyeurs Laval Inc.— Laval Cleaner Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,500 actions communes de $10 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11711-60)

Northern Amusement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Bourbeau, industrialist, Monique Bédard Bourbeau, secretary, wife of the said Eudore Bourbeau, both of Sillery, and Henri Bourbeau, production manager, of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in soap, detergents, floor wax, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Myriad Detergents Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 44, Dorchester Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12398-60)

Nettoyeur Causapscal Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1960, incorporating: Jean-Marie Guérette, Charles Viel, merchants, and Conrad Brazeau, dentist, all of Causapscal, for the following purposes:

To carry on a business and service in dyeing, laundry, cleaning and pressing, and all other similar operations under the name of "Nettoyeur Causapscal Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Causapscal, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12140-60)

Nettoyeurs Laval Inc.
Laval Cleaner Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1960, incorporating: Léo Lemay, industrialist, of Sillery, Yvan Bouchard, agent, of Quebec, and Miss Yolande Corriveau, stenographer, of Saint-Vallier, county of Bellechasse, for the following purposes:

To carry on the industry of cleaning, laundering, dyeing, pressing, bleaching, storage of furs and other garments, under the name "Nettoyeurs Laval Inc.— Laval Cleaner Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11711-60)

Northern Amusement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant encorporation: Yvon Ouellette, Nil Turcotte, techniciens, Roland Ouellette, arpenteur, et Jean Turcotte, commis, tous de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Northern Amusement Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11320, rue St-Vital, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12056-60)

Northern Canada Evangelical Mission of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Raymond Bradford, Rév. Arthur Tarry, tous deux de Meadow Lake, Saskatchewan, et Rév. John A. Penner, Montreal Lake, Saskatchewan, tous membres du clergé, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et desservir une église et y entreprendre la prédication de l'évangile, sous le nom de « Northern Canada Evangelical Mission of Quebec ».

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 11985-60)

Opera Restaurant & Coffee Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation: Hyman Solomon, avocat, de Mont-Royal, Louis Feigenbaum, avocat, et Morris Shuter, gérant de bureau, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Opera Restaurant & Coffee Shop Ltd.», avec un capital-actions de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12085-60)

Parcair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, incorporating: Yvon Ouellette, Nil Turcotte, technicians, Roland Ouellette, surveyor, and Jean Turcotte, clerk, all of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business which deals in furnishing amusement to the public, under the name of "Northern Amusement Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 11320 St-Vital street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12056-60)

Northern Canada Evangelical Mission of Quebec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Raymond Bradford, Rev. Arthur Tarry, both of Meadow Lake, Saskatchewan, and Rev. John A. Penner, of Montreal Lake, Saskatchewan, all clergymen, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a church and to carry on the teaching of the Gospel, under the name of "Northern Canada Evangelical Mission of Quebec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11985-60)

Opera Restaurant & Coffee Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, incorporating: Hyman Solomon, advocate, of Mount Royal, Louis Feigenbaum, advocate, and Morris Shuter, Office Manager, both of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Opera Restaurant & Coffee Shop Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12085-60)

Parcair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1960, constituant en corporation: Jean-H. Richer, ingénieur professionnel, de Westmount, Arthur T. Latter, surintendant-adjoint, de Mont-Royal, et Anita Hennessy, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Construction, aménagement et exploitation de lieux de stationnement, sous le nom de « Parcair Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12425-60)

Parking Corporation of Canada (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1960, constituant en corporation: Camil Noël, conseiller de la Reine, Claude Rioux, tous deux de Québec, et Jacques-R. Alleyn, de Ste-Foy, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; exploiter et gérer des garages, et agir comme conseils en ce qui concerne les besoins et les exigences du stationnement et/ou les problèmes de circulation de toutes sortes, sous le nom de « Parking Corporation of Canada (Quebec) Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12426-60)

Permanent Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1960, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement domestique, accessoires domestiques, outils, équipement et machinerie en général, sous le nom de « Permanent Service Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12323-60)

Pik'n Pek Food Markets Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1960, incorporating: Jean-H. Richer, professional engineer, of Westmount, Arthur T. Latter, joint-superintendent, of Mount Royal, and Anita Hennessy, secretary, of Montreal, for the following purposes:

The construction, planning and direction of parking lots, under the name of "Parcair Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12425-60)

Parking Corporation of Canada (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1960, incorporating: Camil Noël, Queen's Counsel, Claude Rioux, both of Quebec, and Jacques-R. Alleyn, of Ste-Foy, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of real estate; to operate and manage garages, and to act as consultants with regard to parking needs and requirements and/or traffic problems of any and every type, under the name of "Parking Corporation of Canada (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12426-60)

Permanent Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1960, incorporating: Samuel H. Shriar, of St-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To deal in household equipment, household utilities, tools, equipment and machinery generally, under the name of "Permanent Service Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12323-60)

Pik'n Pek Food Markets Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1960, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, de marchands de grains et de provisions dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Pik'n Pek Food Markets Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12250-60)

Plate Glass Insurance Brokers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation: Lou Tannenbaum, Sidney Cutler, avocats, et Miriam Bernard, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers d'assurances pour verre à glaces et verre à fenêtres, sous le nom de « Place Glass Insurance Brokers Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6999 chemin Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12043-60)

Prestige Men's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation: Maurice Steinberg, Maxwell Ellison, avocats, et Frances Morrison, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Prestige Men's Wear Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 11938-60)

Quincaillerie Nadeau Hardware Ltée — Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant en corporation: Lionel Rousseau, marchand, Gilles Rousseau, comptable, Guy Rousseau, gérant, et Rose Dupont, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lionel Rousseau, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1960, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St-Bruno, for the following purposes:

To carry on the business of grocers, grain and provision merchants in all its branches, under the name of "Pik'n Pek Food Markets Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12250-60)

Plate Glass Insurance Brokers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, incorporating: Lou Tannenbaum, Sidney Cutler, advocates, and Miriam Bernard, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of plate glass and widow glass insurance brokers, under the name of "Plate Glass Insurance Brokers Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6999 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12043-60)

Prestige Men's Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, incorporating: Maurice Steinberg, Maxwell Ellison, advocates, and Frances Morrison, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Prestige Men's Wear Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11938-60)

Quincaillerie Nadeau Hardware Ltée — Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, incorporating: Lionel Rousseau, merchant, Gilles Rousseau, accountant, Guy Rousseau, manager, and Rose Dupont, housewife, wife contractually separate as to property of the said Lionel Rousseau, all of Montreal, for the following purposes:

Commerce d'articles de quincaillerie, de ferronnerie, et de matériaux de construction, sous le nom de « Quincaillerie Nadeau Hardware Ltée— Ltd. », avec un capital total de $15,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $20 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une vlaeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 567, rue Jarry, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

To deal in articles of hardware, iron, and construction materials, under the name of "Quincaillerie Nadeau Hardware Ltée — Ltd.", with a total capital stock of $15,000, divided into 250 common shares of a par value of $20 each, 500 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and 500 preferred class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 567 Jarry street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12363-60)

Racan Corporation (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Max Bernfeld, Edward H. Bernfeld et Jack B. Bobrove, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier comme commettants, agents, consignataires ou autrement, soit seul ou conjointement avec d'autres, et agir comme courtiers de douanes ou agents, entreposeurs et voituriers publics, au gros et au détail, de toutes sortes de produits, articles et marchandise faits, entièrement ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastic, fourrure, textiles, verre, et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueures douces, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, la mer et de la forêt, et faire un commerce général de marchands à commission, courtiers, agents de vente et commettants dans les objets, articles et marchandise négociés par la compagnie, sous le nom de « Racan Corporation (Quebec) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(A.G. 12363-60)

Racan Corporation (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Max Bernfeld, Edward H. Bernfeld and Jack B. Bobrove, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal as principals, agents, factors, or otherwise, either alone or in conjunction with others, and to act as customs brokers or agents, warehousemen and common carriers, wholesale and retail, in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, and to do a general commission-merchants', brokers', selling agents' and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the company, under the name of "Racan Corporation (Quebec) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12325-60)

Radomer Mutual Aid Society, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Lazar Weskzeig, fabricant, d'Outremont, Henry Fuerstenberg, charpentier, Henry Popper, tailleur de cuir, Hersch Birenbaum, marchand, Joe Lindzen, vendeur, Godel Seidman, contremaître en construction, tous les cinq de Montréal, et Jacob Gutman, contremaître charpentier, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Réunir les anciens résidents de Radom, Pologne; pour perpétuer les amitiés formés entre lesdits résidents, et rendre des services philanthropiques ou assistances, sous le nom de « Radomer Mutual Aid Society, Inc. ».

(A.G. 12325-60)

Radomer Mutual Aid Society, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Lazar Werkzeig, manufacturer, of Outremont, Henry Fuerstenberg, carpenter, Henry Popper, leather cutter, Hersch Birenbaum, merchant, Joe Lindzen, salesman, Godel Seidman, construction foreman, all five of Montreal, and Jacob Gutman, carpentry foreman, of St-Laurent, for the following purposes:

To unite former residents of Radom, Poland; to perpetuate the friendships formed among such residents, and to render philanthropic aid or assistance, under the name of "Radomer Mutual Aid Society, Inc.".

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 2801 avenue Maplewood, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12322-60)

Reliable Embroidery & Conrad Stitching Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1960, constituant en corporation: Sam Sitcoff, Henry Jacobson, tous deux de Montréal, et Conrad Tepper, de St-Laurent, tous manufacturiers, pour les objets suivants:

Faire le commerce de broderies, dentelles, lingeries, garnitures, produits textiles, étoffes et tissus de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Reliable Embroidery & Conrad Stitching Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12448-60)

Rendez-vous Marin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1960, constituant en corporation: Jean-C. LaRue, hôtelier, Marie Hamel, ménagère, épouse séparée de bins dudit Jean-C. LaRue, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Gilles Hamel, hôtelier, tous de Venise-en-Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Rendez-vous Marin Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Venise-en-Québec, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12257-60)

Rep. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1960, constituant en corporation: André Laurence, avocat, J.-Bernard Billard, notaire, et Jeanne Clément, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers et agents de relations extérieures, et s'occuper d'administration en général, sous le nom de « Rep. Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $10 chacune.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 2801 Maplewood Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth date of June, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12322-60)

Reliable Embroidery & Conrad Stitching Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1960, incorporating: Sam Sitcoff, Henry Jacobson, both of Montreal, and Conrad Tepper, of St-Laurent, all manufacturers, for the following purposes:

To deal in embroiders, laces, linens, trimmings, and textile goods, materials and fabrics of all kinds and description, under the name of "Reliable Embroidery & Conrad Stitching Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12448-60)

Rendez-vous Marin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1960, incorporating: Jean-C. LaRue, hotel-keeper, Marie Hamel, housewife, wife separate as to property of the said Jean-C. LaRue and duly authorized by him for these presents, and Gilles Hamel, hotel-keeper, all of Venise-en-Québec, for the following purposes:

To operate hotels, tavers, inns and restaurants under the name of "Rendez-vous Marin Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Venise-en-Québec, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12257-60)

Rep. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1960, incorporating: André Laurence, lawyer, J.-Bernard Billard, notary, and Jeanne Clément, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To act as advisors and agents of exterior relations, and to deal with administration in general, under the name of "Rep. Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 3270, rue Fendall, appartement 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12167-60)

Rod. Charlebois Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1960, constituant en corporation: Rodrigue Charlebois, Jean Charlebois, plombiers, et Irène Pion Charlebois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rodrigue Charlebois, tous de St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Rod. Charlebois Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11702-60)

Rotobloc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Claude Harbeck, Bernard-M. Deschênes, tous deux de Montréal, et Philippe Gélinas, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, louer de la machinerie employée en construction, sous le nom de « Rotobloc Inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12200-60)

Roxboro Oil Burner Inc.
Brûleur à l'Huile Roxboro Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1960, constituant en corporation: Antoine St-Aubin, marchand, Jeanne-d'Arc St-Aubin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Antoine St-Aubin, tous deux de Roxboro, et Aubin Lecavalier, comptable, de Rivière-des-Prairies, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles et de lubrifiants, ainsi que des machines, appareils et accessoires nécessaires, sous le nom de « Roxboro Oil Burner Inc.— Brûleur à l'Huile Roxboro Inc. », avec

The head office of the company will be at 3270 Fendall street, apartment 2, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12167-60)

Rod. Charlebois Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1960, incorporating: Rodrigue Charlebois, Jean Charlebois, plumbers, and Irène Pion Charlebois, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rodrigue Charlebois, all of St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Rod. Charlebois Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11702-60)

Rotobloc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Claude Harbeck, Bernard-M. Deschênes, both of Montreal, and Philippe Gélinas, of Outremont, all lawyers, for the following purposes:

To make, buy, sell, import, export, rent machinery employed in construction, under the name of "Rotobloc Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12200-60)

Roxboro Oil Burner Inc.
Brûleur à l'Huile Roxboro Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1960, incorporating: Antoine St-Aubin, merchant, Jeanne-d'Arc St-Aubin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Antoine St-Aubin, both of Roxboro, and Aubin Lecavalier, accountant, of Rivière-des-Prairies, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fuel and lubricants, as well as machines, necessary apparatus and accessories, under the name of "Roxboro Oil Burner Inc.— Brûleur à l'Huile Rox-

un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11791-60)

Simon Lemaire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1960, constituant en corporation: Rolland Leclerc, plombier, de Ste-Thérèse, Simon Lemaire, entrepreneur en plomberie et chauffage, et Guy Lemaire, constructeur, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Simon Lemaire Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6414, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12472-60)

St. Jérôme Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1960, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat et conseil en loi de la Reine, de Mont-Royal, Gerald McCarthy, avocat, Margot Mary Quinn et Mary Elizabeth Spracklin, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « St. Jérôme Properties Ltd. », avec un capital-actions de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 901 Place Victoria, chambre 505, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12198-60)

Todoro & Bigras Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1960, constituant en corporation: Réjean Lavallée, comptable agréé, Antoine Martel, comptable public enregistré, et Denis Cloutier, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

boro Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11791-60)

Simon Lemaire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1960, incorporating: Rolland Leclerc, plumber, of Ste-Thérèse, Simon Lemaire, contractor in plumbing and heating, and Guy Lemaire, builder, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Simon Lemaire Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6414 Papineau street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1960.

P. FRENETTE.
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12472-60)

St. Jérôme Properties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1960, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate and Queen's Counsel, of Mount Royal, Gerald McCarthy, advocate, Margot Mary Quinn and Mary Elizabeth Spracklin, secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "St. Jérôme Properties Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at room 505, 901 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12198-60)

Todoro & Bigras Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1960, incorporating: Réjean Lavallée, chartered accountant, Antoine Martel, registered public accountant, and Denis Cloutier, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer des monuments publics et funéraires et en faire le commerce, ainsi que le commerce de tailleurs de pierre, sous le nom de « Todoro & Bigras Limitée », avec un capital total de $80,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 11936-60)

Trac Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation: J.-René Paiement, de Roxboro, Hervé Bélanger, de Montréal, tous deux avocats, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de produits chimiques, matières colorantes, ciments, minéraux, superphosphates, savons, engrais, peintures, vernis, produits, couleurs, huiles, acides, charbon, goudron, tourbe, caoutchouc et autres produits et articles connexes, sous le nom de « Trac Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 204, rue Notre-Dame, ouest, ch. 25, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12089-60)

Unicrete Ready-Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1960, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, avocat, de Mont-Royal, Mlle Gabrielle Lahaie, secrétaire, de Montréal, et Pierre Verdy, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Unicrete Ready-Mix Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions communes de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pincourt, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12340-60)

Universal Slim-Ette Health Studios Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To manufacture public and funeral monuments and to carry on a business dealing in same, as well as a stone cutting business under the name of "Todoro & Bigras Limitée", with a total capital stock of $80,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11936-60)

Trac Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, incorporating: J.-René Paiement of Roxboro, Hervé Bélanger, of Montreal, both advocates, and Cécile Contant, secretary, spinster of full age and in use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in chemical products, coloring matters, cements, minerals, superphosphates, soaps, fertilisers, paints, varnishes, products, colors, oils, acids, coal, tar, peat, rubber and other products and articles pertaining thereto under the name of "Trac Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 204, Notre-Dame Street, West, room 25, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12089-60)

Unicrete Ready-Mix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1960, incorporating: Geoffroy Birtz, advocate, of Mount-Royal, Miss Gabrielle Lahaie, secretary, of Montreal, and Pierre Verdy, advocate, of Outremount, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing with building materials under the name of "Unicrete Ready-Mix Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pincourt, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12340-60)

Universal Slim-Ette Health Studios Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-cinq mai 1960, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Installer, construire, acquérie, posséder, promouvoir, entretenir, exploiter, utiliser et gérer des studios pour le maintien de la santé, sous le nom de « Universal Slim-Ette Health Studios Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12207-60)

Valbec Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Roland Bourcier, garagiste, Claude-R. Baillargeon, avocat, et Simon Laliberté, notaire, tous de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires en construction, sous le nom de « Valbec Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(P.G. 12337-60)

Venezuelan National Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1960, constituant en corporation: Edith Greenspan, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, Harold Gossack, avocat, et Jacques Verville, commis, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Venezuelan National Investment Corporation », avec un capital-actions de $5,000, divisé en 250 actions ordinaires de $10 chacune et 250 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compzagnie sera 3235 avenue Ridgewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12342-60)

Yale Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1960, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Installer, construire, acquérie, posséder, promouvoir, entretenir, exploiter, utiliser et gérer des studios pour le maintien de la santé, sous le nom de « Universal Slim-Ette Health Studios Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
54500-o P. FRENETTE.

(A.G. 12207-60)

Valbec Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Roland Bourcier, garage-keeper, Claude-R. Baillargeon, lawyer, and Simon Laliberté, notary, all of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction, under the name of "Valbec Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12337-60)

Venezuelan National Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1960, incorporating: Edith Greenspan, secretary, spinster, of Outremont, Harold Gossack, advocate, and Jacques Verville, clerk, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Venezuelan National Investment Corporation", with a total capital stock of $5,000, divided into 250 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3235 Ridgewood Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,
54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12342-60)

Yale Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1960, incorporating: David Henry

tion: David Henry Holland, avocat, de St-Lambert, Clifford George Meek, comptable, de Montréal, Charles Eric Humphrey, de Verdun, et Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, tous deux teneurs de livres, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de gestion d'édifice et de propriété et un commerce de placements, sous le nom de « Yale Building Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

(P.G. 12362-60)

Young Colony Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure d'Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soies, toiles, robes, menteaux, vêtements et linge de toutes sortes, sous le nom de « Young Colony Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54500 P. FRENETTE.

Holland, advocate, of St-Lambert, Clifford George Meek, accountant, of Montreal, Charles Eric Humphrey, of Verdun, and Guy Ambrose Miller, of St-Bruno, both bookkeepers, for the following purposes:

To carry on a general building and property management business and investments holding business, under the name of "Yale Building Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each and 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12362-60)

Young Colony Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Samuel H. Shriar, of St-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, dresses, coats, garments and clothing of every sort, under the name of "Young Colony Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54500-o *Acting Deputy Attorney General.*

Action en séparation de biens

St-Onge vs Hébert

Canada, province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 12,108. Dame Jeanne St-Onge, demanderesse vs Roger Hébert, défendeur.

Prenez avis que Dame Jeanne St-Onge, épouse de Roger Hébert, de la paroisse de St-Dominique, district de St-Hyacinthe, a institué une action en séparation de biens.

Saint-Hyacinthe, ce 5 avril 1960.

Le Procureur de la demanderesse,

54527-o MAURICE ROUSSEAU.

Action for separation as to property

St-Onge vs Hébert

Canada, Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 12,108. Dame Jeanne St-Onge, plaintiff vs Roger Hébert, defendant.

Take notice that Dame Jeanne St-Onge, wife of Roger Hébert, of the parish of St-Dominique, district of St-Hyacinthe, has instituted an action in separation as to property.

Saint-Hyacinthe, this 5 April, 1960.

MAURICE ROUSSEAU,

54527-o *Attorney for plaintiff.*

Avis divers

(P.G. 12781-57)

Côte St. Luc Plumbing Inc.

Règlement N° C

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Côte St. Luc Plumbing Inc. », ce qui suit:

Miscellaneous notices

(P.G. 12781-57)

Côte St. Luc Plumbing Inc.

By-Law No. C

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of "Côte St. Luc Plumbing Inc", as follows:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de cinq à trois, de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de trois directeurs.

2. Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

Certifié comme étant une copie véritable du règlement N° C adopté à l'unanimité à une assemblée du conseil d'administration de « Côte St. Luc Plumbing Inc. » tenue le 8 février 1960 aux bureaux de la compagnie et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires possédant toutes les actions en cours de la compagnie à une assemblée générale spéciale tenue à cette fin, à la même date.

Le Secrétaire,
54507-o R. BEAUSOLEIL.

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from five to three so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of three directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

Certified to be a true copy of By-Law No. C unanimously adopted at a meeting of the Board of Directors of "Côte St. Luc Plumbing Inc." held at the office of the Company on the 8th day of February 1960 and unanimously approved by all the shareholders owning all the outstanding shares of the company at a general meeting held for the purpose on the same date.

R. BEAUSOLEIL,
54507-o *Secretary-Treasurer.*

L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière-Kénogami-Arvida Inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La formation d'une société, sous le nom de « L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière-Kénogami-Arvida Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le quatre juillet 1960.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
54508-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière-Kénogami-Arvida Inc.

(*Professional Syndicates' Act*)

The formation of an association under the name of « L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière-Kénogami-Arvida Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on this fourth day of July, 1960.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
54508 *Assistant Secretary of the Province.*

Park Extension Corporation

Sommaire du Règlement Spécial « A »

Règlement Spécial « A », décrété par les directeurs de « Park Extension Corporation », le 23 jour de juin, 1960 et ratifié subséquemment à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie tenue le 23ième jour de juin, 1960, pourvoit à la distribution de tout l'actif et biens de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires et, cette distribution étant faite, à la dissolution de la compagnie et l'abandon de sa charte.

Montréal, P.Q., 27ième juin 1960.

Le Secrétaire,
54509-o A. G. MCCAUGHEY.

Park Extension Corporation

Summary of Special By-Law "A"

Special By-law "A" enacted by the Directors of "Park Extension Corporation" on the 23rd day of June, 1960, and subsequently ratified at a Special General Meeting of the shareholders of said Company held on the 23rd day of June, 1960, provides for the distribution of all assets and property of the Company rateably among its shareholders and, upon such distribution being made, the dissolution of the company and the surrender of its charter.

Montreal, P.Q., June 27th, 1960.

A. G. MCCAUGHEY,
54509-o *Secretary.*

L. D. Serres Compagnie Limitée

Avis est par les présentes donné que, suivant le règlement numéro 24, les biens de la compagnie « L. D. Serres Compagnie Limitée », seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze jours après la publication de ce règlement, dans la *Gazette Officielle de Québec.*

Daté à Montréal, ce huitième jour de juin mil neuf cent soixante.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
54512-q HENRI CAZELAIS.

L. D. Serres Compagnie Limitée

Notice is hereby given that, according to by-law number 24, the property of the company "L. D. Serres Compagnie Limitée", will be distributed among the shareholders in proportion to the amount of shares which they hold in the company, fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette.*

Dated at Montreal, this eight day of June, nineteen hundred and sixty.

(Seal) HENRI CAZELAIS.
54512 *Secretary.*

(Sec. P. 156-59)

Club Social Récréatif et Touristique de Tadoussac Inc.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secré-

(P. Sec. 156-59)

Club Social Récréatif et Touristique de Tadoussac Inc.

Notice is hereby given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the

taire de la province a, le cinq juillet 1960, approuvé les règlements généraux du « Club Social Récréatif et Touristique de Tadoussac Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation, S.R.Q. 1941, chapitre 304, et de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec, id., chapitre 276.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le six juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54514-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10710-56)

Fonds Radisson Inc.

Règlement N° 12

concernant la modification du nombre des directeurs

"Le nombre des directeurs de la compagnie « Fonds Radisson Inc. — Radisson Funds Inc. » est changé de onze qu'il était auparavant à celui de dix-sept et, à cet effet, le règlement N° 4 de la compagnie est annulé et remplacé par le règlement N° 12"

Copie certifiée du règlement N° 12 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 18ième jour de décembre 1959 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 27ième jour de février 1960 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
54516-o ADRIEN NEVEU.

(P.G. 4310-52)

Arnold Printing Co. Ltd.

Règlement N° 24

Que le nombre des directeurs de « Arnold Printing Co. Ltd. » soit et il est, par les présentes augmenté de trois à quatre directeurs, et ce devenant en vigueur à compter de la date de la publication de ce règlement dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Je, soussigné, Secrétaire de « Arnold Printing Co. Ltd. », certifie par les présentes que le précédent est un extrait vrai et exact du procès verbal d'une assemblée des directers de « Arnold Printing Co. Ltd.», tenue le 16e jour de mai 1960, à 10.00 heures de l'avant-midi et dûment ratifié et approuvé par une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie tenue à la même date à 10.30 de l'avant-midi.

Et j'ai signé:
Montréal, 26 mai 1960.

Le Secrétaire,
54519 MARKU FEIG.

(P.G. 12269-59)

Baie d'Urfée Curling Club

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le neuf novembre 1959, approuvé le règlement N° 1 de « Baie d'Urfée Curling Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quinze juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54520-o RAYMOND DOUVILLE.

Honourable the Provincial Secretary, has on July fifth, 1960, approved the general by-laws of "Club Social Récréatif et Touristique de Tadoussac Inc.", and such pursuant to the provisions of article 8 of the Amusement Clubs Act, R.S.Q. 1941, chapter 304, and of section 225*a* of the Quebec Companies Act, id., chapter 276.

Given at the office of the Provincial Secretary on July sixth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54514 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10710-56)

Radisson Funds Inc.

By-Law No. 12

concerning the altering of the number of directors

"The number of directors of the company "Fonds Radisson Inc. — Radisson Funds Inc." has been changed from eleven as it formerly was to seventeen and, for this purpose, by-law No. 4 of the company has been annuled and replaced by by-law No. 12".

Certified copy of by-law No. 12 duly adopted at a meeting of the directors held on the eighteenth day of December, 1959, and approved at a special general meeting of the company held on the twenty-seventh day of February, 1960 by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

ADRIEN NEVEU,
54516 *Secretary.*

(A.G. 4310-52)

Arnold Printing Co. Ltd.

By-Law No. 24

That the Board of Directors of "Arnold Printing Co. Ldt." be and same hereby is increased from three to four directors, same to take effect from the date of the publication of this By-law in the *Quebec Official Gazette*.

I, the undersigned, Secretary of "Arnold Printing Co. Ltd.", hereby certify the foregoing to be a true and faithful extract of the Minutes of a Meeting of the Directors of "Arnold Printing Co. Ltd.", held on the 16th day of May, 1960, at 10.00 o'clock in the forenoon and duly ratified and approved by a Special General Meeting of the shareholders of the said Company held on the same day at 10.30 o'clock in the forenoon.

And I have signed:
Montreal, May 26, 1960.

MARKU FEIG,
54519-o *Secretary.*

(A.G. 12269-59)

Baie d'Urfée Curling Club

Notice is given, that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Provincial Secretary has, on November ninth 1959, approved by-law No. 1 of "Baie d'Urfée Curling Club", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary of July fifteenth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54520 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14840-58)

Lakeshore West Lions Club Incorporated

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements généraux de « Lakeshore West Lions Club Incorporated », comprenant les articles I à XXV inclusivement, furent approuvés par l'Honorable Secrétaire de la province le 11 juillet 1960, en vertu des dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54521 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10691-57)

Montreal International Club

Extrait de la constitution et des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 15e jour de mars 1960, concernant une augmentation des directeurs de trois à huit.

« L'administration du club, financière ou autre, sera assignée au comité d'administration, lequel consistera du Président, Vice-président (Voir article 9) et six membres ordinaires du club (Voir article 11) (iii).»

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

54522 SONJA M. KANDZIA.

(P.G. 42674-53)

Ronald Caron Ltée

Règlement N° 33

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Ronald Caron Ltée », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de 4 à 3, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de 3 directeurs.

2° Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété ce 10e jour de février 1960.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

54523 IRVING FRIEDMAN.

(P.G. 10019-56)

Le Club de Canotage Radisson des Trois-Rivières Inc.

Règlement N° 4

« Le nombre des Directeurs de la Corporation est changé de sept (7) qu'il était auparavant à celui de onze (11), dont trois (3) devront être choisis parmi les membres sociétaires fondateurs; et les articles 18 et 19 du règlement N° 1 sont modifiés en conséquence.»

Copie certifiée du règlement N° 4 dûment adopté à une assemblée des Directeurs de « Le Club de Canotage Radisson des Trois-Rivières Inc. » tenue le 7 mars 1959, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la Corporation légalement convoquée et régulièrement tenue le même jour.

Le Secrétaire,

54526-o GUY FRIGON.

(A.G. 14840-58)

Lakeshore West Lions Club Incorporated

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the General By-laws of "Lakeshore West Lions Club Incorporated", comprising articles I to XXV inclusive, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on July 11th, 1960, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54521-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10691-57)

Montreal International Club

Extract of the Constitution and By-laws of the above named Corporation, as adopted at a Special General Meeting held on the 15th day of March, 1960, concerning an increase in the directorate from three to eight:

"The management of the Club, financial and otherwise, shall be vested in the Management Committee, which shall consist of the President, the Vice-President (see article 9) and six Ordinary Members of the Club (see Article 11) (iii)."

Certified true copy.

SONJA M. KANDZIA,

54522-o *Secretary.*

(A.G. 42674-53)

Ronald Caron Ltée

By-Law No. 33

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Ronald Caron Ltée" as follows.

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from 4 to 3 so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of 3 directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 10th day of February 1960.

Certified true copy.

IRVING FRIEDMAN.

54523-o *Secretary.*

(A.G. 10019-56)

Le Club de Canotage Radisson des Trois-Rivières Inc.

By-law No. 4

"The number of Directors of the Corporation is changed from (7) as it formerly was to eleven (11), three (3) of whom must be chosen from among the members of the founding partners; and articles 18 and 19 of by-law No. 1 are altered accordingly."

Certified copy of by-law No. 4 duly adopted at a meeting of the Directors of "Le Club de Canotage Radisson des Trois-Rivières Inc." held on March 7, 1959, and approved at a special general meeting of the Corporation legally called together and held in a regular manner on the same day.

GUY FRIGON,

54526 *Secretary.*

Société St-Jean-Baptiste Locale de Ste-Jeanne d'Arc

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le cinq mai 1960, émis un certificat constituant en corporation la « Société St-Jean-Baptiste Locale de Ste-Jeanne d'Arc », dont le siège social est situé dans la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc de Shawinigan-Sud, dans le district judiciaire des Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Élizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-sept mai 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

54532-o

Société St-Jean-Baptiste Locale de Ste-Jeanne d'Arc

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on May fifth, 1960, has issued a certificate incorporating the "Société St-Jean-Baptiste Locale de Ste-Jeanne d'Arc", whose head office is situated in the parish of Sainte-Jeanne d'Arc of Shawinigan-South, in the judicial district of Trois-Rivières, in accordance with the provisions of article 15 and following the Act concerning the Société Saint-Jean-Baptiste of the region of Trois-Rivières, 3-4 Elisabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Secretary of the province, this seventeenth day of May, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

54532

Paroisse de Saint-Jovite

Avis de changement de nom

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 12 juillet 1960, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité des Cantons-Unis de DeSalaberry et Grandison, comté de Terrebonne, en celui de municipalité de la paroisse de Saint-Jovite.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec.*

Saint-Jovite, le 18 juillet 1960.

Le Maire,
FERNANDO PAQUETTE.
Le Secrétaire-trésorier,
DONAT LÉONARD.

54535-o

Parish of Saint-Jovite

Notice of change of name

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted an Order-in-Council, dated July 12, 1960, for the purpose or changing the name of the municipality of the United-Townships of DeSalaberry and Grandison, county of Terrebonne, to municipality of the parish of Saint-Jovite".

In accordance with the provisions of article 48 of the municipal code, this change of name will take effect from and after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette.*

Saint-Jovite, July 18, 1960.

FERNANDO PAQUETTE,
Mayor.
DONAT LÉONARD,
Secretary-Treasurer.

54535

(P.G. 8688-49)

Hôtel Jonquière Limitée

Règlement N° 13

(Réduisant le nombre des directeurs à cinq)

Il est par le présent règlement numéro 13 statué et décrété ce qui suit, savoir:

Que le nombre des directeurs composant le bureau de direction de la Corporation soit réduit à sept (7) à cinq (5) directeurs.

Je, soussigné, Georges Butt, secrétaire-trésorier de l'« Hôtel Jonquière Limitée », certifie sous le sceau de la Corporation que le règlement numéro 13 dont le texte apparaît ci-haut a été adopté à l'unanimité par tous les directeurs de la Corporation et ratifié à l'unanimité également par tous les actionnaires de la Corporation, lors de l'assemblée des directeurs et de l'assemblée des actionnaires, tenue le 22 avril 1960, au siège social de la Corporation.

Je certifie en outre que ces deux assemblées ont été régulièrement convoquées et tenues.

Fait et signé à Jonquière, le 22 avril 1960.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
GEORGES BUTT.

54536

(A.G. 8688-49)

Hôtel Jonquière Limitée

By-Law No. 13

(Reducing the number of the Directors to five)

It is by the present by-law number 13 enacted and decreed the following, to wit:

That the number of the directors composing the Board of Directors of the Corporation be reduced from seven (7) to five (5) Directors.

I, the undersigned, Georges Butt, Secretary-Treasurer of the "Hôtel Jonquière Limitée" certify under the seal of the Corporation that by-law number 13, the text of which is shown above has been unanimously adopted by all the Directors of the Corporation and unanimously ratified also by all the shareholders of the Corporation, at the time of the meeting of the Directors and the meeting of the shareholders, held on April 22, 1960, at the head office of the Corporation.

I certify, moreover, that these two meetings have been regularly convened and held.

Made and signed at Jonquière, April 22, 1960.

(Seal) GEORGES BUTT,
Secretary-Treasurer.

54536

(P.G. 10127-60)

Laberge Investments Co. Ltd.

Règlement numéro XXVI

règlement qui augmente le nombre des directeurs et établit leur quorum.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement XXVI de « Laberge Investments Co. Ltd.". (ici nommée la « compagnie »), ce qui suit:

(A.G. 10127-60)

Laberge Investments Co. Ltd.

By-Law number XXVI

being a by-law increasing the number of Directors and fixing their quorum.

Be it enacted and it is hereby enacted as By-law XXVI of "Laberge Investments Co. Ltd." (herein called the "Company") as follows:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié comme étant une copie véritable du règlement XXVI de « Laberge Investments Co. Ltd. » qui a été décrété à une assemblée du Conseil d'administration de la compagnie, dûment tenue le trentième jour de décembre 1959, et confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le trentième jour de décembre 1959.

Daté ce 29e jour de juin 1960.

Le Secrétaire,
PIERINO FAVRETTO.

54537

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true copy of By-law XXVI of "Laberge Investments Co. Ltd." which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the Company duly held on the thirtieth day of December, 1959, and was confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the Company present at a special general meeting of the shareholders held on the thirtieth day of December, 1959.

Dated this 29th day of June, 1960.

PIERINO FAVRETTO,
Secretary.

54537-o

L'Iroquois Compagnie d'Assurances Générales—The Iroquois GeneralInsurance Company

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est, par les présentes, donné que messieurs Roger Jodoin, 6233, avenue de Vimy, Montréal, P.Q.; Jean Bernard Théberge, 435, rue Beverley, Ville Mont-Royal, P.Q.; J. Alfred Éthier, 1131, rue Notre-Dame, Repentigny, P.Q.; Stanley Wilkin, 9651, Basile Routhier, Montréal, P.Q.; Jean-Marie Dubé, 2777, rue Cadillac, Montréal, P.Q., ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de « L'Iroquois Compagnie d'Assurances Générales — The Iroquois General Insurance Company », dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital actions d'un million de dollars ($1,000,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Donné à Montréal, ce 15ème jour de juillet 1960.

Signature des requérants,
ROGER JODOIN,
JEAN BERNARD THÉBERGE,
J. ALFRED ÉTHIER,
STANLEY WILKIN,
JEAN-MARIE DUBÉ.

54538-30-4-o

The Iroquois General Insurance Company — L'Iroquois Compagnie d'Assurances Générales

Notice of formation of an insurance company

Notice is hereby given that Messrs Roger Jodoin, 6233 de Vimy Avenue, Montreal, P.Q.; Jean Bernard Théberge, 435 Beverley Avenue, Town of Mount Royal, P.Q.; J. Alfred Éthier, 1131 Notre-Dame Street, Repentigny, P.Q.; Stanley Wilkin, 9651 Basile Routhier, Montreal, P.Q.; Jean Marie Dubé, 2777 Cadillac Street, Montreal, P.Q., intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "The Iroquois General Insurance Company — L'Iroquois Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of one million dollars ($1,000,000.00) divided up into ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, suretyship, persons, except life assurance and reassurance.

Given at Montreal, this 15th day of July, 1960.

Signature of the petitioners,
ROGER JODOIN,
JEAN BERNARD THÉBERGE,
J. ALFRED ÉTHIER,
STANLEY WILKIN,
JEAN-MARIE DUBÉ.

54538-30-4-o

(P.G. 13563-58)

Canadian Duckpin Bowling Congress

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements de « Canadian Duckpin Bowling Congress », comprenant les articles 1 à 8 inclusivement, ont été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la province le 14 juillet 1960, en vertu des dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

(A.G. 13563-58)

Canadian Duckpin Bowling Congress

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "Canadian Duckpin Bowling Congress", comprising articles 1 to 8 inclusive, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on July 14th, 1960, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour de juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54541 RAYMOND DOUVILLE.

Given at the office of the Provincial Secretary this 18th day of July, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54541-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 10724-60)

Heel Manufacturers' Association of Canada

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, le règlement N° 1 de « Heel Manufacturer's Association of Canada », a été approuvé par l'Honorable Secrétaire de la province le 14 juillet 1960, en vertu des dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour de juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54542 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 10724-60)

Heel Manufacturers' Association of Canada

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-law No. 1 of "Heel Manufacturers' Association of Canada", was approved by the Honourable the Provincial Secretary on July 14th, 1960, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54542-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 15706-59)

Foyer Anizan Inc.

Avis est donné que, sur la recommadation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le treize juillet 1960, approuvé les réglements généraux du "Foyer Anizan Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 8 juin 1960, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-huit juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54553-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 15706-59)

Foyer Anizan Inc.

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the thirteenth day of July, 1960, has approved the general by-laws of "Foyer Anizan Inc.", as adopted at a general meeting held on June 8, 1960, in accordance with the provisions of article 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this eighteenth day of July, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54553 *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Glassberg's Limited

Avis est par les présentes donné que « Glassberg's Limited » demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminée.

Montréal, 14 juillet, 1960.

Glassberg's Limited,
Par les Procureurs,
54515-o GARBER & BLUMENSTEIN.

Niko Construction Inc.

Prenez avis que la compagnie « Niko Construction Inc. » demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Nicolet, le 28 juin 1960.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
54518-o LAULINE L. PELLETIER.

Charters — Surrender of

Glassberg's Limited

Notice is hereby given that "Glassberg's Limited" will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, July 14, 1960.

Glassberg's Limited,
per GARBER & BLUMENSTEIN.
54515-o *Attorneys.*

Niko Construction Inc.

Take notice that the company "Niko Construction Inc." will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Nicolet, June 28, 1960.

(Seal) PAULINE L. PELLETIER,
54518-o *Secretary*

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 473-60)

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated

Avis est, par les présentes, donné que « Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation, conformément aux lois de l'état du Delaware, E. U. A., a été autorisée à

Companie Licensed to do Business

(P. Sec. 473-60)

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated

Notice is hereby given that "Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated", an extra-provincial company incorporated pursuant to the laws of the State of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the

exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. John G. Porteous, avocat et conseil en loi de la Reine, de ladite cité de Montréal, et y résidant à 3063 avenue des Cèdres.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce, 9 jour de juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

54500

Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established in the city and judicial district of Montreal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. John G. Porteous, advocate and Queen's Counsel, of the said city of Montreal, and there residing at 3063 Cedar Avenue.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

54500-o

Curatelle publique

John Shepros

Succession vacante de Shepros, John, en son vivant de 1679, rue St-Hubert, Montréal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 16 juin 1960 par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.
680, Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 2.

54513-o

Public Curatorship

John Shepros

Vacant Estate of Shepros, John, in his lifetime of 1679 St-Hubert Street, Montreal.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on June 16, 1960, by a judge of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.
680, St. Catherine Street, (West),
Montreal 2,

54513

Département des Affaires municipales

Contrecoeur

Le soussigné donne avis que, tel que demande dans une résolution adoptée le 2 mai 1960 par le conseil municipal du village de Contrecoeur, comté de Verchères, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 6 juillet 1960, que les publication de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de Contrecoeur, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 6 juillet 1960.

Le Ministre des Affaires Municipales.
RENÉ HAMEL.

54501-o

Notre-Dame de la Merci

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 7 mai 1960 par le conseil municipal de Notre-Dame de la Merci, comté de Montcalm, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 7 juillet 1960, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation municipale de Notre-Dame de la Merci, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Department of Municipal Affairs

Contrecoeur

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated May 2, 1960, of the Municipal Council of the village of Contrecoeur County of Verchères, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of July 6, 1960, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation, of teh village of Contrecoeur, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the Franch language only.

The present notice is published in conformity with Article 130, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, July 6, 1960.

RENÉ HAMEL,
Minister of Municipal Affairs.

54501

Notre-Dame de la Merci

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on May 7, 1960, by the Municipal Council of Notre-Dame de la Merci, County of Montcalm, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of July 7, 1960 that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the municipal corporation of Notre-Dame de la Merci, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 7 juillet 1960.

Le Ministre des Affaires municipales,

54501-o RENÉ HAMEL.

Notre-Dame des Monts

Le soussigné donné avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 7 mai 1960 par le conseil municipal de Notre-Dame des Monts, comté de Charlevoix, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 7 juillet 1960, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation municipale de Notre-Dame des Monts, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 7 juillet 1960.

Le Ministre des Affaires municipales,

54501-o RENÉ HAMEL.

Sainte-Anne de la Pocatière

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 11 avril 1960 par le conseil municipal du village de Sainte-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 6 juillet 1960, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de Sainte-Anne de la Pocatière, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 6 juillet 1960.

Le Ministre des Affaires municipales,

54501-o RENÉ HAMEL.

Saint-Fulgence

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 6 juin 1960 par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Fulgence, comté de Chicoutimi, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 7 juillet 1960, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Fulgence, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal (10 George VI chapitre 55, section 2).

Québec, le 7 juillet 1960.

Le Ministre des Affaires municipales,

54501-o RENÉ HAMEL.

The present notice is published in conformity with Article 130, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, July 7, 1960.

RENÉ HAMEL,

54501 *Minister of Municipal Affairs.*

Notre-Dame des Monts

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated May 7, 1960, of the Municipal Council of Notre-Dame des Monts, county of Charlevoix, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of July 7, 1960, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the municipal corporation of Notre-Dame des Monts, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 130, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, July 7, 1960.

RENÉ HAMEL,

54501 *Minister of Municipal Affairs.*

Sainte-Anne de la Pocatière

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated April 11, 1960, of the Municipal Council of the village of Sainte-Anne de la Pocatière, County of Kamouraska, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of July 6, 1960, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the village of Sainte-Anne de la Pocatière, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 130, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, July 6, 1960.

RENÉ HAMEL,

54501 *Minister of Municipal Affairs.*

Saint-Fulgence

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted June 6, 1960, by the Municipal Council of the parish of Saint-Fulgence, county of Chicoutimi, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of July 7, 1960, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the municipal corporation, of the parish of Saint-Fulgence, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 130, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, July 7, 1960.

RENÉ HAMEL.

54501 *Minister of Municipal Affairs.*

Département de l'Instruction pubilque

N° 776-60.

Chibougamau

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1077, en date du 12 juillet 1960,

Department of Education

No. 776-60.

Chibougamau

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1077, dated

d'annexer le territoire ci-dessous décret, non encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Chigougamau, dans le comté d'Abitibi-Est:

Un territoire faisant partie du canton Obalski et dont les limites se décrivent comme suit: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Obalski avec la ligne séparative des lots 13 et 14 du rang IX dudit canton, une ligne allant jusqu'à un point situé à un mille dans la direction est astronomique; de là, une ligne dans la direction sud astronomique allant jusqu'au point du South-West Arm du lac Chibougamau, point situé dans la partie nord du lot projeté N° 20 dans le rang I du canton Obalski; de là, une ligne allant à un point situé à deux milles en direction ouest astronomique pour remonter en direction nord astronomique jusqu'à la ligne de séparation des rangs VIII et IX du canton Obalski et de là, rejoindre le point de départ, situé à un mille en direction est astronomique.

Ce changement prendra effet le 27 juillet 1960.

Québec, le 18 juillet 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

54531-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 635-60.

Perkins

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1077, en date du 12 juillet 1960, de changer son nom de la municipalité scolaire de Templeton-Nord, dans le comté de Papineau, en celui de Perkins, dans le comté de Papineau.

Ce changement prendra effet le 31 juillet 1960.

Québec, le 18 juillet 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

54531-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1210-59.

St-Clet

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1077, en date du 12 juillet 1960, d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Clet N° 2 et de St-Emmanuel, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire de St-Clet, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 18 juillet 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

54531-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 618-60.

Templeton-Ouest

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1077, en date du 12 juillet 1960, de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est, dans le comté de Papineau, les lots 17-A et 17-B du rang IV du canton Templeton, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Templeton-Ouest, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 18 juillet 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

54531-o O.-J. DESAULNIERS.

July, 1960, has been pleased to annex to the school municipality of Chibougamau, in the county of Abitibi-East, the territory described below, which is not yet organized from a school point of view:

A territory forming part of Obalski township and whose limits are described as follows: From the point of intersection of the separative line between ranges VIII and IX of Obalski township with separative line between lots 13 and 14 of range IX of said township, a line going as far as a point situtaed at one mile in an easterly astronomic direction; from there, a line in the southerly astronomic direction going as far as the Southwest Arm point of lake Chibougamau, a point situated in the north part of projected lot No. 20 on range I of Obalski township; from there, a line going to a point situated two miles in a westerly astronomic direction to go up again in a northerly astronomic direction as far as the separation line between ranged VIII and IX of Obalski township and from there, to join again with the point of departure situated one mile in an easterly astronomic direction.

This change will take effect on July 27, 1960.

Quebec, July 18, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

54531 *Superintendent of Education.*

No. 635-60.

Perkins

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, No. 1077, July 12, 1960, has been pleased to change the name of the school municipality of Templeton-North, in the county of Papineau, into that of Perkins, in the county of Papineau.

This Order in Council will take effect on July 31, 1960.

Quebec, July 18, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

54531 *Superintendent of Education.*

No. 1210-59.

St-Clet

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1077, dated July 12, 1960, has been pleased to annex the present territory of the school municipalities of St-Clet No. 2 and of St-Emmanuel, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of St-Clet, in the county of Vaudreuil-Soulanges.

This change will take effect on July 1st,1961.

Quebec, July 18, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

54531 *Superintendent of Education.*

No. 618-60.

Templeton-West

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1077, dated July 12, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of Templeton-East, in the county of Papineau, lots 17-A and 17-B of range IV of the Templeton township, to annex them, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of Templeton-West, same county.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, July 18, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

54531 *Superintendent of Education.*

Département des Terres et Forêts

Cadastre officiel de la paroisse de St-Edmond de Stonaham (municipalité de Stoneham) division d'enregistrement de Québec

Avis est par la présenté donné que le lot 23 (Ile) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 juin 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

54502-o

Cadastre officiel du quartier St-Antoine (municipalité de cité de Montréal) division d'enregistrement de Montréal

Avis est par la présente donné que le lot 1921 (ruelle) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juin 1960

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

54502-o

Cadastre officiel de fief de Ste-Anne-des-Monts Notre-Dame (municipalité de Ste-Anne-des-Monts) division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts

Avis est par la présente donné que les lots 18-A-7 et 19-A-13 sont corrigés et le lot 19-A-30 est ajouté en vertu de l'article 2174-A du Code civil.

Québec, le 10 juin 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

54502-o

Department of Land and Forest

Official cadastre of the parish of St-Edmond de Stoneham (municipality of Stoneham) registration division of Quebec

Notice is hereby given that lot 23 (Island) has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 10, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

54502-o

Official cadastre of St-Antoine Ward (municipality of city of Montreal) registration division of Montreal

Notice is hereby given that lot 1921 (Lane) has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 27, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

54502-o

Official cadastre of fief of Ste-Anne-des-Monts Notre-Dame (municipality of Ste-Anne-des-Monts) registration division of Ste-Anne-des-Monts

Notice is hereby given that lots 18-A-7 et 19-A-13 are corrected and lot 19-A-30 has been in virtue of Article 2174-A of the Civil Code.

Quebec, June 10, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

54502-o

Département du Travail

Avis de modification

Établissements commerciaux — Rimouski

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 1721 du 16 décembre 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. Heures de commencement et de cessation:

1. Les heures de commencement et de cessation du travail dans tous les établissements commerciaux assujettis au présent décret sont les suivantes:

Lundi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Vendredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Samedi: 8.00 a.m. à midi.
Ou
Lundi: 1.00 p.m. à 6.00 p.m.;
Mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Department of Labour

Notice of amendment

Commercial Establishments — Rimouski

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Rimouski, rendered obligatory by the decree number 1721 of December 16, 1948, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Article III will be replaced by the following:

"III. Starting and finishing times:

1. The starting and finishing times in all commercial establishments governed by the present decree shall be as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Saturday: 8.00 a.m. to noon.
Or
Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.;
Tuesday, Wednesday or Thurdsay: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Vendredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les établissements commerciaux doivent chômer soit le lundi matin, soit le samedi après-midi à leur choix mais, pour aucune considération, ils ne peuvent travailler ces deux demies journées.

2° Le maximum des heurse de travail dans une même semaine est de 48 heures.

3° L'employeur peut faire travailler les livreurs en dehors des heures sus-mentionnées en autant que ceux-ci ne font pas plus de 48 heures à salaire régulier.

4° *Pharmacies:* La semaine normale de travail dans ces établissements est de 48 heures réparties au choix de l'employeur. Cependant, ces établissements ne doivent pas vendre autre chose que des produits pharmaceutiques en dehors des heurse fixése à l'article III, paragraphe 1.

5° Au moins une (1) heure doit être accordée aux employés pour les repas.

Réserve: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.»

2° Le paragraphe « *c* » de l'article IV sera biffé.

3° Le paragraphe « *d* » de l'article IV sera remplacé par le suivant:

« *d*) Les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à 10.00 p.m. les 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 30 décembre.»

4° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Jours de fêtes chômés et payés:* Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours suivants: Le Premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint de midi à 6.00 p.m., le lundi de Pâques, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce, La Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le lendemain de Noël.»

5° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *Salaires minima:* Les salaires minima suivants doivent être payés sur une base hebdomadaire:

	Salaires hebdomadaires Hommes	Femmes
Comptable:		
Premier semestre	$60.60	
Après six (6) mois	68.60	
Chef de section	57.60	
Teneur de livres:		
Premier semestre	36.60	$30.75
Deuxième semestre	42.60	30.75
Deuxième année	47.60	32.55
Troisième année	54.60	35.55
Commis de magasin et employé de bureau:		
Premier semestre	35.60	30.75
Deuxième semestre	41.60	30.75
Deuxième année	46.60	30.75
Troisième année	51.60	33.55
Employé de mois de 18 ans	30.75	
Livreur — camion:		
Premier semestre	36.60	
Deuxième semestre	44.60	
Deuxième année	48.60	
Troisième année	50.60	
Employé de mois de 18 ans	30.75	
Commis-boucher:		
Premier semestre	55.60	
Après six (6) mois	62.60	

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Commercial establishments shall work either Monday morning or Saturday afternoon, at the option of the employer concerned, but shall not work both these half-days.

2. The maximum duration of work in a same week shall not exceed 48 hours.

3. Employers may cause their delivery employees to work outside the hours above mentioned providing the said employees do not work more than 48 hours at straight time.

4. *Drugstores:* The standard work week of these establishments shall be 48 hours distributed as required by the employer. However, beyond the hours determined in article III, paragraph 1, such establishments shall sell nothing but pharmaceutical products.

5. At least one (1) hour shall be granted to employees for their meals.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in commercial establishments must be in conformity with the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175 and amendments), the decrees enacted under its authority and the regulations established by competent municipalities."

2. Paragraph "*c*" of article IV will be deleted.

3. Paragraph "*d*" of article IV will be replaced by the following:

"*d*) Hours may be worked until 10.00 p.m. on December 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 30."

4. Article VI will be replaced by the following:

"VI. *Holidays with pay:* There shall be no work on Sunday and the following holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Good Friday from noon to 6.00 p.m., Easter Monday, Ascension Day, St-Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas."

5. Article VII will be replaced by the following:

"VII. *Minimum wages:* The following minimum wages shall be paid on a weekly basis:

	Weekly wages Male	Female
Accountant:		
First six months	$60.60	
After six (6) months	68.60	
Section head-clerk	57.60	
Book-keeper:		
First six months	36.60	$30.75
Second six months	42.60	30.75
Second year	47.60	32.55
Third year	54.60	35.55
Store clerk and office employee:		
First six months	35.60	30.75
Second six months	41.60	30.75
Second year	46.60	30.75
Third year	51.60	33.55
Employee under 18 years of age	30.75	
Delivery-man — truck:		
First six months	36.60	
Second six months	44.60	
Second year	48.60	
Third year	50.60	
Employee under 18 years of age	30.75	
Butcher-clerk:		
First six months	55.60	
After six (6) months	62.60	

Aide-commis-boucher:

Premier semestre	$35.60
Deuxième semestre	41.60
Deuxième année	46.60
Troisième année	51.60

Messager avec bicyclette fournie et entretenue par l'employeur:

Première année	26.60
Deuxième année	30.75

Messager avec bicyclette fournie et entretenue par l'employé:

Première année	28.60
Deuxième année	32.60

Employé de moins de 18 ans: du 15 juin au 15 septembre et du 15 décembre au 15 janvier 26.00

	par heure	
Employé supplémentaire	1.00	0.70

(Les parties contractantes ont convenu que les taux de salaires ci-haut mentionnés aient leur effet à compter du 12 juillet 1960).

Pour chaque hausse de 1.0 point dans l'indice fédéral des Prix à la consommation en prenant comme base l'indice de 127.4 points, tous les employés doivent recevoir une augmentation comme suit: $0.80 par semaine pour les hommes et $0.65 par semaine pour les femmes.»

6° L'article IX sera remplacé par le suivant:

« IX. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er mars 1962.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni moins de trente (30) jours avant le 1er mars 1962 ou le 1er mars de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1960. 54530-o

Butcher-clerk's helper:

First six months	$35.60
Second six months	41.60
Second year	46.60
Third year	51.60

Messenger with bicycle supplied and kept in repair by the employer:

First year	26.60
Second year	30.75

Messenger with bicycle supplied and kept in repair by the employee:

First year	28.60
Second year	32.60

Employee under 18 years of age: from June 15 to September 15 and from December 15 to January 15 26.00

	per hour	
Occasional employee	1.00	0.70

(The contracting partied have accepted July 12, 1960, as the date of the coming into force of the above mentioned rates of wages.)

All employees are entitled to an increase in wages of $0.80 per week in the case of male employees and of $0.65 per week in the case of female employees for every rise of 1.0 point in the Federal Consumer Price Index, taking the 127.4 point index as a basis."

6. Article IX will be replaced by the following:

"IX. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in full effect until March 1, 1962.

It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day prior to March 1, 1962 or March 1 of any subsequent year.

Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 23, 1960. 54530-o

Avis de modification

Industrie de la boîte de carton — Région de Québec.

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

Notice of amendment

Paper Box Industry — Region of Quebec

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 758 of July 19, 1951, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1° L'article III sera radié et remplacé par le suivant:

« III. *Salaires minima:* Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories ci-après:

a) Salariés:

1. Article III will be deleted and replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates:* The minimum wages of employees engaged in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, of stationary enginemen, of employees working in the shipping and delivery departments, and of building and machinery repair and maintenance men shall be as follows for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) Female employees:

	Taux horaires minima / Minimum hourly rates		
		Du / From 22/9/60	*Du / From 1/6/61*
DÉPARTEMENT DES BOITES RIGIDES — SET-UP DEPARTMENT			
Contremaîtresse — Forelady	$ 1.13	$ 1.17	$ 1.19
Travailleuse à la main, classe A — Hand worker, class A	1.07	1.11	1.13
Travailleuse à la main, classe B — Hand worker, class B	0.99	1.03	1.05
Travailleuse posant étiquette à la main — Hand labeller	0.97	1.01	1.03
Mécanicienne de machine à couvrir — Covering machine operator	0.99	1.03	1.05
Mécanicienne de machine à renforts — Staying machine operator	0.99	1.03	1.05
Mécanicienne de machine Stoke & Smith — Stoke & Smith machine operator	0.99	1.03	1.05
Mécanicienne de machine à poser les dessus — Top-piece machine operator	0.99	1.03	1.05
Mécanicienne de machine à poser les étiquettes — Labelling machine operator	0.99	1.03	1.05
Mécanicienne de gommeuse filée à la main — Hand-fed table machine gummer operator	0.97	1.01	1.03
Préposée à l'emballage et ficelage — Parker and tier	0.97	1.01	1.03
Fileuse de machine à coller à 4 coins — Four-corner machine feeder	0.97	1.01	1.03
Mécanicienne de machine non classifiée plus haut — Operators on machines not classified above	0.97	1.01	1.03
Fileuse sur machine non classifiée plus haut — Feeder on machines not classified above	0.94	0.98	1.00
Mécanicienne de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	0.98	1.02	1.04
Fileuse de machine auto à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	0.94	0.98	1.00
DÉPARTEMENT DES BOITES PLIANTES — FOLDING DEPARTMENT			
Contremaîtresse — Forelady	1.13	1.17	1.19
Mécanicienne de machine à piquer — Stitcher operator	0.99	1.03	1.05
Éplucheuse — Stipper	0.97	1.01	1.03
Plieuse — Folder	0.97	1.01	1.03
Préposée à l'emballage et ficelage — Packer and tier	0.97	1.01	1.03
Fileuse de machine Brightwood — Brightwood machine feeder	0.97	1.01	1.03
Fileuse de machine automatique à coller — Auto. glueing machine feeder	0.97	1.01	1.03
Mécanicienne sur machine non classifiée plus haut — Operator on machines not classified above	0.97	1.01	1.03
Mécanicienne machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	0.98	1.02	1.04
Fileuse de machine auto à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	0.94	0.98	1.00
Colleuse à la main — Hand gluer	0.94	0.98	1.00
Fileuse sur machine cellophane — Cello. machine feeder	0.94	0.98	1.00
Fileuse sur machine non classifiée — Feeder on machines not classified	0.94	0.98	1.00

b) Ouvrière de production:

L'échelle de base des salariées est la suivante:

b) Production workers:

The basic wage scale of female employees shall be as follows:

Premier trimestre — First three (3) months	0.81	0.85	0.87
Deuxième trimestre — Second three (3) months	0.83	0.87	0.89
Troisième trimestre — Third three (3) months	0.87	0.91	0.93

La période de service acquise par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être prise en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

c) Apprenties du sexe féminin:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration when determining her wage rate in accordance with the above wage scale.

c) Apprentice: Female:

First six (6) months: 20% less than minimum rate.

Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base à préséance en tout temps.

d) Salariés:

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present section, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times.

d) Male employees:

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates		
		Du From 22/9/60	*Du From 1/6/61*
Département des boites rigides — Set-up Department			
Contremaître — Foreman	$ 1.86	$ 1.90	$ 1.93
Assistant-contremaître — Assistant foreman	1.69	1.73	1.76
Mécanicien « creaser » — Creasing operator	1.55	1.59	1.62
Mécanicien marqueuse mitrailleuse — Scorer	1.55	1.59	1.62
Mécanicien de guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, 1st class	1.55	1.59	1.62
Mécanicien de guillotine, 2ème classe — Cutter on knife, 2nd class	1.44	1.48	1.51
Mécanicien de monteuse simple — End-piece operator, single	1.43	1.47	1.50
Mécanicien de monteuse double — End-piece operator, double	1.46	1.50	1.53
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins — Four-corner stayer operator	1.50	1.54	1.57
Fileur de machine à coller à 4 coins — Feeder, four-corner staver	1.34	1.38	1.41
Mécanicien de machine emporte-pièces — Punch operator	1.34	1.38	1.41
Préposé à la mise en train Stoke & Smith — Wrapper make-ready man	1.49	1.53	1.56
Préposé à la scie circulaire — Circular saw operator	1.35	1.39	1.42
Bobineur — Slitter operator	1.37	1.41	1.44
Presseur de rebuts — Bale press operator	1.33	1.37	1.40
Mécanicien de machine non classifiée plus haut — Operator on machines not classified above	1.32	1.36	1.39
Mécanicien de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.42	1.46	1.49
Préposé à la mise en train, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine make ready man	1.59	1.63	1.66
Fileur, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	1.31	1.35	1.38
Fileur sur machine non classifiée — Feeder on machines not classified	1.31	1.35	1.38
Département des boites pliantes — Folding Department			
Contremaître — Foreman	1.86	1.90	1.93
Assistant-contremaître — Assistant foreman	1.69	1.73	1.76
Faiseur de matrice — Die maker	1.69	1.73	1.76
Assistant faiseur de matrice — Assistant Die maker	1.35	1.39	1.42
Préposé à la mise en train, machine auto à coller — Auto. glueing machine makeready man	1.60	1.64	1.67
Préposé à la mise en train, machine Brightwood — Brightwood machine makeready man	1.50	1.54	1.57
Préposé à la mise en train, machine Indman — Indman machine, make-ready man	1.50	1.54	1.57
Fileur, machine Brightwood — Feeder, Brightwood machine	1.34	1.38	1.41
Préposé à la mise en train, machine à cirer — Waxing machine makeready man	1.32	1.36	1.39
Préposé à la mise en train, machine automatique, cellophane — Auto. cellophane machine makeready man	1.60	1.64	1.67
Fileur, machine automatique, cellophane — Feeder, auto. cellophane mane	1.34	1.38	1.41
Mécanicien de guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, 1st class	1.55	1.59	1.62
Mécanicien de guillotine, 2ème classe — Cutter on knife, 2nd class	1.44	1.48	1.51
Mécanicien de machine à transporter et empiler motirisée — Power stacker-lift truck operator	1.37	1.41	1.44
Pressier, presse cylindre à découper — Cylinder box pressman	1.55	1.59	1.62
Fileur, presse cylindre à découper — Feeder, cylinder box press	1.34	1.38	1.41
Pressier, presse plateau à découper — Platen die cutting pressman	1.47	1.51	1.54
Fileur presse, plateau à découper — Feeder, platen die cutting press	1.34	1.38	1.41
Éplucheur — Stripper	1.29	1.33	1.36
Presseur de rebuts — Bale press operator	1.33	1.37	1.40
Préposé à l'emballage et ficelage — Packer and tier	1.25	1.29	1.32
Mécanicien sur machine non classifiée plus haut — Operator on machines not classified above	1.32	1.36	1.39
Mécanicien sur machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.42	1.46	1.49

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates		
		Du From 22/9/60	*Du From 1/6/61*
Préposé à la mise en train, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine makeready man	$ 1.59	$ 1.63	$ 1.66
Fileur, machine à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming box machine	1.31	1.35	1.38
Fileur sur machine non classifiée — Feeder on machines not classified	1.31	1.35	1.38
GÉNÉRAL — GENERAL			
Électricien — Electrician	1.55	1.59	1.62
Machiniste, 1ère classe — Machinist, 1st class	1.55	1.59	1.62
Préposé à l'entretien et à la réparation — Maintenance and repair man	1.39	1.43	1.46
Expéditeur — Shipper	1.49	1.53	1.56
Aide de manufacture — General hand	1.36	1.40	1.43
Assistant-expéditeur — Assistant shipper	1.32	1.36	1.39
Chauffeur de camion — Truck driver	1.39	1.43	1.46
Gardien de nuit — Night watchman	1.25	1.29	1.32
CHEF MÉCANICIEN DE MACHINES FIXES — CHIEF ENGINEMAN	*Par semaine — Per week*		
Deuxième classe, catégorie A — 2nd class, category A	$75.33	$77.45	$79.01
Troisième classe, catégorie A — 3rd class, category A	67.82	69.94	71.50
MÉCANICIEN DE MACHINES FIXED — STATIONARY ENGINEMAN	*Par heure — Per jour*		
		Du 22/9/60	*Du 1/6/61*
Troisième classe, catégorie A — 3rd class, category A	1.41	1.45	1.48
Quatrième classe, catégorie A — 4th class, category A	1.35	1.39	1.42

e) Ouvriers de production et aide-camionneurs:

1. L'échelle de base des salariés de 18 ans et plus est la suivante:

e) Production workers and truck drivers' helpers:

1. The basic wage scale of male employees of 18 years of age and over shall be as follows:

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates		
Premier trimestre — First three (3) months	1.09	1.13	1.16
Deuxième trimestre — Second three (3) months	1.13	1.17	1.20
Troisième trimestre — Third three (3) months	1.19	1.23	1.26

2. L'échelle de base des salariés de moins de 18 ans est la suivante:

2. The basic wage scale of male employees under 18 years of age shall be as follows:

Premier trimestre — First three (3) months	0.92	0.96	0.99
Deuxième trimestre — Second three (3) months	0.96	1.00	1.03
Troisième trimestre — Third three (3) months	1.01	1.05	1.08

Le nombre de salariés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3. La période de service acquise par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être prise en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

f) Apprentis de sexe masculin:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the number of the employees at work.

Notwithstinding the provisions of the above paragraphs, any male employees under 18 years of age working at a classified operation shall receive not less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

3. The period of service of employees at the date of the coming into force of the pressent decree shall be taken in consideration when determining their wages in relation to the above basic scale.

f) Apprentices: Male employees:

First six (6) months: 20% less than minimum rate.

Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present article, no male apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which

base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base à préséance en tout temps."

2° Le paragraphe « *a* » de l'article IV sera et remplacé par le suivant:

« IV. *a*) La semaine normale de travail est:

1. Pour les salariés de l'industrie de la Boîte de Carton: quarante-trois (43) heures jusqu'au 31 octobre 1960, puis quarante-deux (42) heures à partir de cette date jusqu'au 1er août 1961, puis quarante et une (41) heures à partir de cette dernière date, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement.

2. Pour les mécaniciens de machines fixes et les gardiens de nuit: cinquante-quatre (54) heures jusqu'au 31 octobre 1960, puis cinquante-trois (53) heures à partir de cette date jusqu'au 1er août 1961 et cinquante-deux (52) heures à partir de cette dernière date, réparties sur toute la semaine. »

3° L'article VIII sera radié et remplacé par le suivant:

« VIII. *a*) *Congés payés:* 1. Lorsque chômées et ouvrables, les fêtes suivantes sont payées au taux de salaire régulier: le premier jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste ou le 1er juillet (Confédération), au choix de l'employeur, la fête du Travail, La Toussaint, l'Immucalée-Conception et le jour de Noël.

2. Toutefois, pour bénéficier de ces fêtes payées, le salarié doit avoir travaillé ou avoir été à la disposition de son employeur la veille et le lendemain desdites fêtes.

3. Cependant, si une de ces fêtes tombe dans une semaine de vacances payées, ladite fête doit être payée à temps double ou compensée par une journée additionnelle de vacances.

4. Dans le cas d'un nouveau salarié, celui-ci, pour bénéficier de ces fêtes chômées et payées, doit avoir été au service de l'employeur au moins deux (2) mois de calendrier.

5. Toutefois, l'employeur peut faire travailler les jours de l'Ascension et de l'Immaculée-Conception au taux simple à la condition de reporter le congé payé au lundi qui suit.

6. Dans le cas d'un salarié mis à pied temporairement, celui-ci a droit à son ou ses congés payés à la condition d'avoir été au travail au moins une demi-journée au cours des sept (7) jours qui précèdent ou qui suivent le ou lesdits congés.

b) *Jours chômés:* Lorsque travaillés, les jours suivants sont payés à temps double: les dimanches, le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint après-midi, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Toutefois, l'employeur qui a chômé l'une des fêtes de la Saint-Jean Baptiste ou de la Confédération, peut faire travailler ses salariés l'autre jour de fête à temps simple, l'Ascension et l'Immaculée Conception étant sujets aux dispositions du sous-paragraphe « *a*-5 » du présent article.

Aux salariés qui travaillent les jours de fêtes religieuses, on doit faciliter l'accomplissement de leurs devoirs religieux. »

4° L'article IX sera radié et remplacé par le suivant:

« IX. *Dispositions relatives aux vacances:*

a) La date de base des vacances payées est le 1er mai. Toutefois, en 1961 et par la suite, la période de calcul des vacances payées sera du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente.

he is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times."

2. Paragraph "*a*" of article IV will be deleted and replaced by the following:

"IV. *a*) The standard work week shall consist:

1. For workers of the paper box industry, of 43 hours until October 31, 1960, and 42 hours thereafter until August 1, 1961, and 41 hours thereafter, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Friday inclusive.

2. For stationary enginemen and night watchmen, of 54 hours until October 31, 1960, and 53 hours thereafter until August 1, 1961, and 52 hours thereafter. Time may be worked every day or night of the week."

3. Article VIII will be deleted and replaced by the following:

"VIII. *a*) *Holidays with pay:* 1. When the following holidays fall on a work day and are not worked, they shall be paid at the regular rate of pay: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. John the Baptist of Confederation Day (July 1st), at the option of the employer, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

2. However, to be entitled to those holidays with pay, the employee shall work, or be at the disposal of his employer the day before and the day after such holidays.

3. However, when one of the above holidays falls in a week of vacation with pay, the said holiday shall be paid double time or be replaced by an additional day of vacation.

4. In the case of new employees, they shall be entitled to these holidays with pay only after two calendar months of service for the employer.

5. Employers may work Ascension or Immaculate Conception Day at straight time providing the holiday be kept on the following Monday.

6. Employees temporarily suspended shall be entitled to holidays with pay providing they work at least one half-day in the seven (7) days following or preceding the holidays.

b) *Days kept as holidays:* The following days, when worked, shall be paid double time: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday afternoon, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. However, employers who have not worked either St. John the Baptist or Confederation Day (July 1st), may work the other holiday at straight time, Ascension and Immaculate Conception days being subject to the provisions of sub-paragraph "*a*-5" of the present article.

In the case of employees working on religious holidays, steps should be taken to facilitate the carrying out of their religious duties."

4. Article IX will be deleted and replaced by the following:

"IX. *Provisions respecting vacation with pay:*

a) The basic date for computing the vacation with pay shall be May 1st of each year. However, in 1961 and thereafter the period entitling to vacation with pay shall extend from January 1 to December 31 of the year preceding the vacation.

b) L'employeur doit, chaque année, faire connaître au salarié, au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé.

c) L'employé qui, au 1er mai de l'année courante, a une année au moins de service continu pour le même employeur, a droit pour son congé à autant de demi-journées qu'il a de mois complets au service de l'employeur, jusqu'à un maximum de cinq (5) jours, plus une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné en incluant l'indemnité pour vacances.

d) Un employé qui, au 1er mai de chaque année, a deux ans de service continu pour le même employeur, a droit à un (1) jour additionnel de vacances.

e) Un employé qui, au 1er mai de chaque année, a trois ans de service continu pour le même employeur, a droit à deux (2) jours additionnels de vacances.

f) Un employé qui, au 1er mai de chaque année, a quatre ans de service continu pour le même employeur, a droit à trois (3) jours additionnels de vacances.

Dans chacun de ces cas, chaque jour additionnel de vacances doit être rémunéré sur une base de 1/5 du montant de la semaine de vacances payées.

g) Un employé qui, au 1er mai de chaque année, a cinq ans de service continu pour le même employeur, a droit à une vacance de deux (2) semaines et à une rémunération équivalente à 4% du salaire gagné en incluant l'indemnité de vacances.

h) Un employé qui, au 1er mai de chaque année, a quinze (15) ans de service continu pour le même employeur, a droit à deux (2) semaines de vacances et à une rémunération équivalente à 6% du salaire gagné en incluant l'indemnité pour vacances.

i) Tout employé qui a acquis un droit entre le 1er janvier et le 1er mai 1961 à un, deux, trois jours additionnels de vacances ou à une semaine additionnelle ou une paye suivant le cas (Article IX, paragraphes « *d* », « *e* », « *f* », « *g* », « *h* ») sera considéré comme ayant acquis tel droit en 1961 et dans les années à venir à compter du 1er janvier.

j) En 1960, le calcul de paiement des vacances sera fait sur la base du salaire gagné entre le 1er mai 1959 et le 1er mai 1960; en 1961 et par les années à venir, le calcul de paiement des vacances sera fait sur la base du salaire gagné au cours de l'année de calendrier précédant le 1er janvier de chaque année.

k) Les vacances doivent être prises de manière continue entre le 1er juin et le 1er octobre de l'année courante.

l) La durée du service continu doit couvrir la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

m) Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les périodes de congés annuels, de délai-congés, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces jours un autre emploi rémunéré les jours de fermeture de l'établissement jusqu'au rappel en service de l'employé après un avis préalable de sept (7) jours.

n) Dans le cas du départ d'un employé, la rémunération des vacances est de 2% du salaire gagné du 1er mai précédent jusqu'au moment de son départ. Si cet employé a cinq (5) ans ou

b) Every year, the employer shall notify the employees of the date of their vacation at least 15 days in advance.

c) Employees who, on May 1st of the current year, have one year or less of continuous service for the same employer, are entitled to a vacation of as many half-days as they have complete months of service for the employer, to the extent of five (5) days, plus a remuneration equivalent to 2% of the wages earned, including vacation pay.

d) Employees who, on May 1st of each year, have two years of continuous service for the same employer, are entitled to one additional day of vacation.

e) Employees who, on May 1st of each year, have three years of continuous service for the same employer, are entitled to two (2) additional days of vacation.

f) Employees who, on May 1st of each year, have four years of continuous service for the same employer are entitled to three (3) additional days of vacation.

In every one of the above cases, each additional day of vacation shall be paid on the basic of 1/5 of the remuneration for the vacation week.

g) Employees who, on May 1st of each year, have five years of continuous service for the same employer, are entitled to a vacation of two (2) weeks and to a remuneration equivalent to 4% of the wages earned, including vacation pay.

h) Employees who, on May 1st of each year, have (15) fifteen years of continuous service for the same employer, are entitled to two (2) weeks of vacation and to a remuneration equivalent to 6% of the wages earned, including vacation pay.

i) Every employee who, between January 1 and May 1 1961, has become entitled to one, two or three additional days of vacation or to one additional week or pay, as the case may be (article IX, paragraphs "*d*". "*e*". "*f*". "*g*". "*h*") shall be considered as having acquired such right in 1961 and in the years to come from January 1st.

j) In 1960, the computing of vacation pay shall be made on the basis of the wages earned between May 1, 1959 and May 1, 1960. In 1961 and thereafter, the computing of vacation pay shall be made on the basis of the wages earned in the course of the calendar year preceding January 1 of each year.

k) Vacation shall be taken in a continuous period between June 1st and October 1st.

l) The duration of continuous services shall cover the period during which employees are bound by a labour contract with their employer, even when the carrying out of such contract has been interrupted bu without annulment thereof.

m) The duration of continuous services should not be considered as being interrupted, especially in cases of illness when the contract has not been cancelled, of annual vacation periods, of terms of notice, of authorized absences if, during these days, employees have not done remunerated work, of days of closing until the employee is called back to work by a seven (7) days notice.

n) In the event of the departure of an employee, the vacation pay shall be 2% of the wages earned from the preceding May 1st to the time of his departure. Shouls such an employee

plus au service du même employeur, a droit à 4% du salaire gagné du 1er mai précédent jusqu'au moment de son départ. Si cet employé à quinze (15) ans ou plus de service pour le même employeur, il a droit à 6% du salaire gagné du 1er mai précédent jusqu'au moment de son départ.

o) L'employeur ne peut pas remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé par le présent décret.

p) *Échéance de la rénumération:* Avant le départ du salarié visé par le paragraphe « *c* », l'employeur doit lui payer la rémunération à laquelle il a droit pour son congé. »

5° L'article XI sera radié et remplacé par le suivant:

« XI. *Travail d'imprimerie:* Pour les fins d'application du présent décret, le travail d'imprimerie est celui exécuté par toute personne employée à produire des imprimés dans les ateliers manufacturant des boîtes de carton. Les conditions de travail de ces salariés sont les mêmes que celles déterminées dans tous les autres articles du présent décret, en tenant compte des dispositions spéciales suivantes:

a) *Définitions:* 1. Un « contremaître » est un compagnon, homme ou femme, qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage ou surveille les travaux; il peut travailler dans le métier.

2. Un « compagnon » en général, est une personne qui a complété l'apprentissage requis pour la branche du métier dans lequel elle est employée, et qui exécute ou enseigne l'un ou l'autre des métiers régis par le décret.

3. Un « apprenti » est une personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers régis par le décret, soit dans un atelier, soit dans une école d'arts graphiques reconnue comme telle par le Comité paritaire.

4. Un « aide » est un salarié inexpérimenté du sexe masculin, exécutant, dans un atelier, des travaux manuels reconnus comme ne faisant pas partie de l'apprentissage de l'un ou de l'autre des métiers régis par le décret.

b) *Fêtes payées:* Les salariés employés au travail d'imprimerie ont droit, en plus des congés payés mentionnés à l'article VIII, au 1er juillet (fête de la Confédération) et au lundi qui suit Noel et le Jour de l'An si ces dernières fêtes tombent un dimanche.

c) *Vacances payées:* Tous les salariés employés au travail d'imprimerie sont régis, pour les vacances, aux dispositions de l'article IX du présent décret.

Toutefois, les compagnons ainsi que les apprentis sur leur 10% ont droit à deux (2) semaines de vacances payées après un (1) an de service continu. Par ailleurs, le paragraphe « *h* » de l'article IX ne s'applique pas dans le cas de ces employés.

d) *Apprentissage:* 1. Le nombre maximum d'apprentis alloué à chaque équipe pour chaque département, tant pour le temps régulier que pour le temps supplémentaire est le suivant:

Pour 1, 2 ou 3 compagnons (employés régulièrement) ..... 1 apprenti
Pour 4, 5 ou 6 compagnons (employés régulièrement) ..... 2 apprentis
Pour 7, 8 ou 9 compagnons (employés régulièrement) ..... 3 apprentis
Pour chaque groupe de trois (3) compagnons additionnels, (employés régulièrement) ..... 1 apprenti

2. Dans aucun cas, les apprentis ne peuvent travailler hors la présence d'un compagnon.

have five (5) years or more of service for the same employer, he shall be entitled to 4% of the wagee earned from the preceding May 1st to the tims of his departure. Should such an employee have fifteen (15) years or more of service for the same employer, he shall be entitled to 6% of the wages earned from the preceding May 1st to the time of his departure.

o) The employer may not replace by a compensating indemnity the annual vacation with pay established by the present decree.

p) *Payment of vacation remuneration:* Employees referred to in subsection "c" shall be given their vacation pay before they leave for the vacation."

5. Article XI will be deleted and replaced by the following:

"XI. *Printing work:* For the purposes of the present decree, printing work shall be that executed by all persons engaged in the production of printing in plants manufacturing paper boxes. The working conditions of these employees shall be the same as those set out in the other articles of this decree subject, however, to the following special provisions.

a) *Definitions:* 1. A "foreman" shall be a journeyman, male or female, whose work consists in transmitting the employer's orders, dividing and supervising the work; he may do actual trade work.

2. In general, a journeyman shall be a person who has completed the apprenticeship required and who plies or teaches one of the trades regulated by the decrre.

3. An "apprentice" shall be a person who learns one of the tradés regulated by the decree in a shop or in a graphic arts school recognized by the Parity Committee.

4. A "helper" shall be an unexperienced male employee who executes in a shop manual operations not included in the apprenticeship of a trade regulated by the decree.

b) *Holiday with pay:* Printing work employees shall be entitled, in excess of the holidays with pay provided for under article VIII, to Confederation Day and to the Monday following Christmas and New Year's Day when these two holidays fall on a Sunday.

c) *Vacation with pay:* Printing work employees, as regards vacation with pay, shall be subject to the provisions of article IX of the present decree.

However, journeymen, including apprentices subject to the 10% clause, are entitled to two (2) weeks of vacation with pay after one (1) year of continuous service. On the other hand, paragraph "*h*" of article IX shall not apply to such employees.

d) *Apprenticeship:* 1. maximum number of apprentices allowed for regular and overtime work, in each department, on each shift, shall be as follows:

For 1, 2 or 3 journeymen (regularly employed) ..... 1 apprentice
For 4, 5 or 6 journeymen (regularly employed) ..... 2 apprentices
For 7, 8 or 9 journeymen (regularly employed) ..... 3 apprentices

For each 3 additional journeymen (regularly employed) ..... 1 apprentice

2. In no case shall apprentices be permitted to work unless there is a journeyman present.

3. Un apprenti de première année peut être ajouté au personnel du département lorsqu'un apprenti déjà régulièrement employé dans ce département entre dans sa quatrième année d'apprentissage.

4. Toutefois, au terme de son apprentissage, l'apprenti qui n'est pas suffisamment qualifié pour obtenir son certificat de compagnon doit recevoir une augmentation de pas moins de dix pour cent (10%) pour chaque période additionnelle de six (6) mois, jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire de compagnon. Cette augmentation de 10% est ajoutée au salaire hebdomadaire de l'apprenti. Cependant, les salariés qui travaillent d'après cette clause du 10% comptent comme apprentis dans le prorata.

5. Les aides n'entrent pas en ligne de compte dans la détermination du nombre d'apprentis.

6. Les contremaîtres travaillant au moins vingt (20) heures par semaine aux métiers régis par le décret comptent comme compagnons pour le prorata des apprentis.

e) Taux minima:

1° Contremaître	$2.13
Typographe — opérateur de claviers et fondeuses	2.01
Pressier (offset — cylindres à caractère — presses automatiques et autres)	1.985
Aide:	
1ère année	0.985
2ème année	1.025
Apprentis:	
1ère année:	0.835
2ème année:	0.935
3ème année: premier semestre	1.035
3ème année: deuxième semestre	1.135
4ème année: premier semestre	1.235
4ème année: deuxième semestre	1.335
5ème année: premier semestre	1.435
5ème année: deuxième semestre	1.545
5ème année: premier 10%	1.70
5ème année: deuxième 10%	1.87
5ème année: troisième 10% Salaire de compagnon.	

2. Les taux minima de salaires seront rajustés au fur et à mesure des amendements apportés aux taux minima du décret relatif aux métiers de l'imprimerie de la région de Québec.»

6° L'article XV sera remplacé par le suivant:

«XV. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 22 septembre 1961.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours, avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1960. 54530-o

3. A first year apprentice may be added to the department when an apprentice actually employed in the said department begins his fourth year.

4. However, at the expiration of his apprenticeship, the apprentice not sufficiently qualified to obtain his certificate as journeyman shall receive a minimum increase of 10% for each additional period of six months, until the journeyman's rate is attained. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the apprentice. However, the employees subject to this 10% clause shall be considered as apprentices in the prorata.

5. Helpers are not taken into account when computing the numebr of apprentices.

6. Foremen working at least twenty (20) hours per week at trades subject to the decree shall be considered as journeymen as regards the prorata of apprentices.

e) Minimum rates:

1. Foreman	$2.13
Compositor — Keyboard operator and caster runner	2.01
Pressman (offset — type cylinders— automatic and other presses)	1.985
Helper:	
1st year	0.985
2nd year	1.025
Apprentice:	
1st year	0.835
2nd year	0.935
3rd year: 1st six months	1.035
3rd year: 2nd six months	1.135
4th year: 1st six months	1.235
4th year: 2nd six months	1.335
5th year: 1st six months	1.435
5th year: 2nd six months	1.545
5th year: 1st 10%	1.70
5th year: 2nd 10%	1.87
5th year: 3rd 10%: journeyman' rate.	

2. Wage rates shall be readjusted in pursuance of amendments in wage rates determined by the printing trades decree for the region of Quebec.

6. Article XV will be replaced by the following:

"XV. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until September 22, 1961.

It then renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day prior to the expiry of the original term or prior to the expiry of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, The Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 23, 1960. 54530-o

Examens du Barreau

Bar Examinations

Barreau de St-François — Bar of St-Francis

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Boily	Pierre	21	Magog, Qué.
Fortier	André	20	Sherbrooke, Qué.
Pinard	Yvon	19	Sherbrooke, Qué.

Richmond, 14 juillet 1960 — Richmond, July 14th, 1960.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
Georges Savoie,
Secretary for the Bar of St-Francis.

54534-o

Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Lawrence

CANDIDAT POUR L'ADMISSON À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Gendreau	Marius	22	St-Fabien, co. Rimouski	Séminaire de Rimouski.

Rimouski, le 17 juillet 1960 — Rimouski, Juillet 17, 1960.

Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent,
CHARLES H. D'ANJOU,
Secretary of the Bar of Lower St. Lawrence.

54534-o

Office des marchés agricoles du Québec

Pomiculteurs du Québec

Avis de réception d'un projet de plan conjoint de mise en marché

Un projet de plan conjoint de mise en marché, présenté par la Société coopérative agricole des pomiculteurs de Franklin Centre, comté Huntingdon, P.Q.

a) Comprenant la production agricole suivante:

« La pomme en provenance des vergers des pomiculteurs, membres *bona fide* des coopératives suivantes:

Société Coopérative Agricole des pomiculteurs de Franklin Centre; Société Coopérative Agricole des pomiculteurs de Frelighsburg; La Coopérative des pomiculteurs du Québec, Farnham, P.Q.; ainsi que tout pomiculteur du Québec, possédant ou ayant accès à un calibreur mécanique; produisant des pommes qui rencontrent les exigences des lois relatives à la classification et l'inspection des fruits et légumes du Canada et de la Province de Québec; provenant de vergers certifiés exemps de la mouche de la pomme, selon les autorités responsables »

b) demandé spécifiquement et exclusivement en vue de coopérer avec les organismes similaires au Canada pour la mise en marché de la pomme, hors de la province et pour exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui ré-

Quebec Agricultural Marketing Board

Quebec Apple Growers

Notice of reception of a project of joint marketing plan

A petition for a joint marketing plan, presented by the Franklin Apple Growers' Cooperative, Franklin Center, county Huntingdon, Que.

a) Applicable to the following agricultural production:

"The apple coming from the orchards of the growers *bona fide* members of the following cooperatives:

Franklin Apple Growers' Cooperative, Franklin Center, Que.; Frelighsburg Apple Growers' Cooperative, Frelighsburg, Que.; Quebec Apple Growers' Cooperative, Farnham, Que.; and from all apple growers who are proprietors of orchards in the Province of Quebec; owning or having access to mechanical grading equipment; capable of grading apples which meet the requirements of the Canada Fruit, Vegetables and Honey Act and its regulations and the law respecting the grading and sale of Agricultural products of the Province of Quebec; and whose orchards are duly certified by governing authorities regarding apple maggot"

b) Applied for solely and exclusively for the purpose of cooperating with other similar bodies or organizations in Canada for the marketing of apples outside the Province, and exercise for that purpose the powers and perform the duties

sultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération » (Selon l'Art. 11 (*k*) du Statut) a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, ce 14 juillet 1960.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

54529-o

accruing to in under any law of another jurisdiction, providing for such cooperation" (in conformity with Art. 11 (*k*) of the Act) has been received and approved for investigation and final adjudication, on its merits.

Montreal, July 14th, 1960.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

54529-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatifs et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU QUE la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le sept septembre 1960, mais que, pour diverses considératilns, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de la proroger jusqu'à une date indéterminée.

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le sept septembre 1960 et Nous prorogeons par les présentes, ladite législature de la province de Québec jusqu'à une date indéterminée.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement à Québec, le dix-neuvième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent soixante, et de Notre règne la neuvième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
(*Signé*) ANTOINE LEMIEUX.

54556-30-15-o

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithfull the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Our Province of Quebec and to all to whom it may concern,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec is convened for September seventh, 1960, but that, for various considerations We have, on the advice of the Executive Council of the said Province, deemed it advisable to prorogue this convocation to an indeterminate date.

THEREFORE, We are advising you that you are presently dispensed from assembling on September seventh, 1960, and We are, by these presents, proroguing the said Legislature of the Province of Quebec to an inderterminate date.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Our Government House, at Quebec, this nineteenth day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty and the ninth year of Our Reign.

By command,
(*Signed*) ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

54556-30-15

Sièges sociaux

A. Ste-Marie Inc.

Avis est par les présentes donné que « A. Ste-Marie Inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 24 juillet 1958 et lettres patentes supplémentaires émises le 31 mars 1960, a son principal bureau d'affaires à La Minerve, comté de Labelle, dans la province de Québec.

Daté à La Minerve, ce 16 juin 1960.

(Sceau) *Le Secrétaire-Trésorier,*
BRUNO CHABOT.

54503-o

Head Offices

A. Ste-Marie Inc.

Notice is hereby given that "A. Ste-Marie Inc.", a company formed under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on July 24, 1958, and supplementary letters issued on March 31, 1960, has its head office at La Minerve, county of Labelle, in the Province of Quebec.

Dated at Minerve, June 16, 1960.

(Seal) BRUNO CHABOT,
Secretary-Treasurer.

54503

Beau Fruit Ltée

Avis est, par les présentes, donné que « Beau Fruit Ltée », compagnie constituée par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 10 juin 1958, enregistrées le 16 juin 1958, a établi son siège social à 2371 ruelle Aubut, cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit numéro civique 2371 ruelle Aubut, Montréal, sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 17 octobre 1958.

(Sceau) *Le président,*
54504-o GÉRARD VIAU.

Beau Fruit Ltée

Notice is hereby given that "Beau Fruit Ltée", company incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on June 10, 1958, registered on June 16, 1958, has established his head office at 2371 Aubut Lane, city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said civic number 2371 Aubut Lane, Montreal, shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 17th day of October, 1958.

(Seal) GÉRARD VIAU,
54504 *President.*

Davidson (Bonavista) Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Davidson (Bonavista) Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25e jour de mai 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 5165 ouest, rue Sherbrooke, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 26e jour de mai 1960.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
54505 SIMON DAVIDSON.

Davidson (Bonavista) Inc.

Notice is hereby given that "Davidson (Bonavista) Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 25th day of May, 1960, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 5165 Sherbrooke Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 26th day of May, 1960.

(Seal) SIMON DAVIDSON,
54505-o *Secretary-Treasurer.*

Unicrete Ready-Mix Inc.

Avis est donné par les présentes, que la compagnie « Unicrete Ready-Mix Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 mai 1960, et ayant son bureau principal dans le district de Montréal, a établi son siège social à 308 Bellevue Drive, Pincourt, Ile Perrôt, district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant le bureau principal.

Daté à Montréal, ce 13ième jour de mai 1960.

(Sceau) *Le président,*
54506-o CLAUDE POUDRETTE.

Unicrete Ready-Mix Inc.

Notice is hereby given that, "Unicrete Ready-Mix Inc.", company incorporated by letters patent dated May 10th 1960, and having its principal place of business in Montreal, has established its office at 308 Bellevue Drive, Pincourt, Ile Perrôt, District of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th day of May 1960.

(Seal) *President,*
54506-o CLAUDE POUDRETTE.

(P.G. 10710-56)

Fonds Radisson Inc.

Règlement N° 5

Ce règlement prévoit: que le bureau principal de la compagnie est transporté de 148 rue Principale, Rouyn, Québec, au N° 51 ouest de la rue St-Jacques, Montréal, Que.

Ce règlement est adopté à l'unanimité et ratifié ce 30ième jour de mai 1959.

Le Secrétaire,
54516-o LS-PH. DEBLOIS.

(A.G. 10710-56)

Radisson Funds Inc.

By-Law No. 5

This by-law foresees: that the head office of the company is transferred from 148 Principal Street, Rouyn, Quebec, to No. 51 St-James Street, West, Montreal, Que.

This by-law is adopted unanimously and ratified this 30th day of May, 1959.

LS.-PH. DEBLOIS.
54516 *Secretary.*

(P.G. 16545-59)

Eagle Enterprise Limited

Règlement "C"

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Eagle Enterprises Limited » que la situation du siège social de la compagnie soit changée de la ville de Pointe Claire à 224 avenue Strathmore, en la cité de Dorval;

(A.G. 16545-59)

Eagle Enterprise Limited

By-Law "C"

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Eagle Enterprises Limited" that the location of the head office of the Company be changed from the town of Pointe Claire to 224 Strathmore Avenue, in the City of Dorval;

Copie véritable certifiée d'un règlement décrété par les directeurs de « Eagle Enterprises Limited », le 7e jour de juin 1960, et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Eagle Enterprises Limited », convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le 7e jour de juin 1960.

Le Secrétaire,
54517 WILLIAM B. MACLEAN.

Harnois et Harnois Inc.

Avis est donné que la compagnie « Harnois et Harnois Inc.», constituée en corporation, par lettres patentes, en date du 11 mars 1960 et ayant son bureau principal dans la cité de Granby, a établi son bureau au numéro 539, de la rue Pelletier, à Granby.

A compter du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Granby, ce 7 juillet 1960.

(Sceau) *Le Président,*
54524-o ROLLAND HARNOIS.

William H. Mack, Ltd.

Avis est donné que la compagnie « William H. Mack, Ltd.», constituée en corporation par lettres patentes en date du quatrième jour de décembre, 1959, a établi son bureau au numéro 1395 de la rue St. Catherine, dans la cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, le 14 juillet, 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
54525-o S. R. PRINSZE.

(P.G. 13269-56)

Notre Temps Inc.

Règlement N° 38

« Il est décrété, comme règlement de la compagnie « Notre Temps Inc.», dont la principale place d'affaires jusqu'à ce jour était située au numéro 4055 rue St-Hubert, cité de Montréal, district de Montréal, que cette principale place d'affaires serait dorénavant située dans la cité d'Outremont, district de Montréal, au numéro 1071, avenue Pratt.»

Certifie vraie copie.

Montréal, ce 31ième jour d'octobre 1958.

Le Secrétaire,
54528-o LÉO DAVIGNON.

Pharmacie Vétérinaire Dr Grignon Ltée
Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd.

Avis vous est donné par les présentes que « Pharmacie Vétérinaire Dr Grignon Ltée — Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd.», corps politique légalement constitué suivant la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 28 octobre 1959, a érigé son siège social et sa principale place d'affaires à 208 ouest, rue St-Paul, Montréal, district de Montréal.

Donné à Montréal, ce onzième jour de juillet 1960.

54533-o ROBERT GODBOUT.

B & L Metal Inc.

Avis est donné que « B & L Metal Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en

Certified a true copy of a By-law enacted by the directors of "Eagle Enterprises Limited" on the 7th day of June, 1960 and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "Eagle Enterprises Limited", called for considering the said By-law and held on the 7th day of June, 1960.

WILLIAM B. MACLEAN,
54517-o *Secretary.*

Harnois et Harnois Inc.

Notice is given that the company "Harnois et Harnois Inc.", incorporated by letters patent, dated March 11, 1960, and having its head office in the city of Granby, has established its office at number 538 Pelletier street, in Granby.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Granby, this seventh day of July, 1960.

(Seal) ROLLAND HARNOIS,
54524 *President.*

William H. Mack, Ltd.

Notice is hereby given that "William H. Mack, Ltd.", incorporated by letters patent on the 4th day of December, 1959, has established its office at 1395 St. Catherine Street West, in the city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 14th day of July, 1960.

S. R. PRINSZE,
54525-o *Secretary-Treasurer.*

(A.G. 13269-56)

Notre Temps Inc.

By-Law No. 38

"It has been decreed as a by-law of the company "Notre Temps Inc.", whose head office, until today, was situated at number 4055 St. Hubert street, city of Montreal, district of Montreal, that this head office be hereafter situated in the city of Outremount, district of Montreal, at number 1071 Pratt avenue."

Certified true copy.

Montreal, this thirty-first day of October, 1958.

LÉO DAVIGNON,
54528 *Secretary.*

Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd.
Pharmacie Vétérinaire Dr. Grignon Ltée

Notice is hereby given that "Pharmacie Vétérinaire Dr Grignon Ltée — Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd." a body politic legaly constituted under the first par t of Quebec Companies Act, on the 28th day of October, 1959, has established its principal place of business at civic number 208 St. Paul Street West, at Montreal, district of Montreal.

Dated at Montreal, this eleventh day of July, 1960.

54533-o ROBERT GODBOUT.

B & L Metal Inc.

Notice is hereby given that "B & L Metal Inc.", incorporated by letters patent under the

vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 26 janvier 1960 et ayant son siège social à Pont-Viau, province de Québec a établi son bureau au numéro 14 rue Des Noyers à Pont-Viau district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Daté à Pont-Viau, ce 27 ième jour d'avril 1960

Le Président,
54554-o ROGER BERNIER,

Quebec Companies Act on the 26 th day of January 1960, an having its head office in the Province of Quebec, at Pont-Viau, district of Montreal, has established its office at 14 Des Noyers Street in Pont-Viau, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Pont-Viau, this 27 th day of April 1960.

ROGER BERNIER.
President.

Lancaster Pools of Quebec Ltd.

« Lancaster Pools of Quebec Ltd. » a été constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, par lettres patentes émises par le Secrétaire de la province, le 9ième jour de mars 1960.

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec, est au s/de Pete Constable's Sporting Goods Ltd., 4745 avenue Van Horne, Montréal, Québec.

En témoignage de quoi, la présente déclaration est faite en duplicata et signée par moi, Peter Constable, le président de « Lancaster Pools of Quebec Ltd. », ce 13 ième jour d'avril 1960.

54555 PETER CONSTABLE.

Lancaster Pools of Quebec Ltd.

« Lancaster Pools of Quebec Ltd. » has been constituted as a corporation under the laws of the Province of Quebec, by letters patent granted by the Provincial Secretary on the 9 th day of March, 1960.

Its principal place of business in the Province of Quebec is c/o Pete Constable's Sporting Goods Ltd., 4745 Van Horne Avenue, Montreal, Quebec.

In witness whereof the present declaration is made in duplicate and signed by me Peter Constable, the President of Lancaster Pools of Quebec Ltd, this 13th day of April, 1960.

54555-o PETER CONSTABLE.

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lesage
Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Réjean Lesage, secrétaire-trésorier, Lesage, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 2.00 heures p.m., dimanche, le 7 août 1960, pour l'achat de $163,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lesage, comté de Terrebonne, P.Q., datées du 1er juin 1960 et remboursables par séries du 1er juin 1961 au 1er juin 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 3 mai 1960 — $163,000.00 — construction d'une école élémentaire de 8 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $163,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1961	x$22,000.00
1er juin 1962	x 23,000.00
1er juin 1963	x 24,500.00
1er juin 1964	x 26,000.00
1er juin 1965	2,500.00
1er juin 1966	3,000.00
1er juin 1967	3,000.00
1er juin 1968	3,000.00
1er juin 1969	3,500.00
1er juin 1970	3,500.00

Tenders

The school commissioners for the Municiplity of Lesage
Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Réjean Lesage, Secretary-Treasurer, Lesage, county of Terrebonne, P.Q., until 2.00 o'clock p.m., Sunday, August 7, 1960, for the purchase of an issue of $163,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Lesage, county of Terrebonne, P.Q., dated June 1st, 1960, and redeemable serially from June 1st, 1961 to June 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 3, 1960—$163,000.-00 — construction of an elementary school of 8 classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $163,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st, 1961	x$22,000.00
June 1st, 1962	x 23,000.00
June 1st, 1963	x 24,500.00
June 1st, 1964	x 26,000.00
June 1st, 1965	2,500.00
June 1st, 1966	3,000.00
June 1st, 1967	3,000.00
June 1st, 1968	3,000.00
June 1st, 1969	3,500.00
June 1st, 1970	3,500.00

1er juin 1971	$ 3,500.00
1er juin 1972	4,000.00
1er juin 1973	4,000.00
1er juin 1964	4,500.00
1er juin 1975	4,500.00
1er juin 1976	5,000.00
1er juin 1977	5,500.00
1er juin 1978	5,500.00
1er juin 1979	6,000.00
1er juin 1980	6,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $100,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $25,000.00 chacun, de 1961 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1970 inclusivement, si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 fes Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 7 août 1960, à 2.00 heures p.m., en l'école Notre-Dame-de-Lesage.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lesage, (Comté de Terrebonne), ce 18 juillet 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
RÉJEAN LESAGE.

Lesage, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone CA.-4-2954. 54558-o

Cité de Côte St-Luc
Montréal-Notre-Dame de Grâce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées «Soumissions pour obligations» seront reçues par le soussigné, Mme I. G. Wilcken, greffier municipal, Hôtel de Ville, 8,100 Chemin Côte St-Luc, comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, 8 août 1960, pour l'achat de $1,206,000.00 d'obligations de la cité de Côte St-Luc, comté de Montréal-Notre-

June 1st, 1971	$ 3,500.00
June 1st, 1972	4,000.00
June 1st, 1973	4,000.00
June 1st, 1974	4,500.00
June 1st, 1975	4,500.00
June 1st, 1976	5,000.00
June 1st, 1977	5,500.00
June 1st, 1978	5,500.00
June 1st, 1979	6,000.00
June 1st, 1980	6,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $100,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $25,000.00 each from 1961 and 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Howevers, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Jérôme, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1970, inclusively, of issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date: however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Sunday, August 7, 1960, at 2.00 o'clock p.m., at the Notre-Dame-de-Lesage School.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lesage, (County of Terrebonne), July 18, 1960.

RÉJEAN LESAGE,
Secretary-Treasurer.

Lesage, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: CA.-4-2954. 54558

City of Côte St-Luc
Montreal-Notre-Dame-de-Grâce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. I. G. Wilcken, city clerk, City Hall, 8,100 Côte St-Luc Road, Côte St-Luc, county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, until 8.00 o'clock p.m., Monday, August 8th, 1960, for the purchase of an issue of $1,206,000.00 of bonds of the City of Côte St-Luc, county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, dated

Dame-de-Grâce, datées du 1er septembre 1960 et remboursables par séries du 1er septembre 1961 au 1er septembre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Les règlements Nos 488 — deuxième tranche de $200,000.00 du règlement N° 488, au montant de $655,500.00 — construction d'un passage souterrain; 506 — $13,900.00 — construction d'une section de l'égout; 508 — $8,100.00 — construction d'un égout combiné; 509 — $6,900.00 — construction d'un égout combiné; 513 — $35,500.00 — construction de drainages contre la tempête et égouts sanitaires; 514 — $38,000.00 — construction d'égouts domestiques et de tempête; 517 — $3,200.00 — acquisition d'un lot; 518 — $3,200.00 — acquisition d'un lot; 519 — $18,000.00 — acquisition de lots; 520 — $7,200.00 acquisition de lots; 521 — $6,300.00 acquisition de lots; — 522 — $59,000.00 — acquisition de lots; — 538 — $607,000.00 — construction d'une partie d'un égout collecteur; et 539 — $200,000.00 — construction d'une partie d'un égout collecteur.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,206,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1961	$ 15,000.00
1er septembre 1962	16,000.00
1er septembre 1963	16,000.00
1er septembre 1964	16,000.00
1er septembre 1965	16,000.00
1er septembre 1966	16,000.00
1er septembre 1967	19,000.00
1er septembre 1968	19,000.00
1er septembre 1969	21,000.00
1er septembre 1970	21,000.00
1er septembre 1971	30,000.00
1er septembre 1972	32,000.00
1er septembre 1973	32,000.00
1er septembre 1974	34,000.00
1er septembre 1975	39,000.00
1er septembre 1976	39,000.00
1er septembre 1977	41,000.00
1er septembre 1978	43,000.00
1er septembre 1979	48,000.00
1er septembre 1980	693,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes seulement. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, aussi bien qu'au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er septembre 1970 inclusivement, si elles sont émises pour le

September 1st, 1960 and redeemable serially from September 1st, 1961 to September 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 488 — second block of $200,000.00 on by-law No. 488 amounting to $655,500.00 — construction of a subway; 506 — $13,900.00 — construction of a branch sewer; 508 — $8,100.00 — construction of a combined sewer; 509 — $6,900.00 — construction of a combined sewer; 513 — $35,500.00 — construction of storm drains and sanitary sewers; 514 — $38,000.00 — construction of domestic and storm sewers; 517 — $3,200.00 — acquisition of lot; 518 — $3,200.00 — acquisition of lot; 519 — $18,000.00 — acquisition of lots; 520 — $7,200.00 — acquisition of lots; 521 — $6,300.00 — acquisition of lots; 522 — $59,000.00 — acquisition of lots; 538 — $607,000.00 — construction of part of a collector sewer; and 539 — $200,000.00 — construction of part of a collector sewer.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,206,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1961	$ 15,000.00
September 1st, 1962	16,000.00
September 1st, 1963	16,000.00
September 1st, 1964	16,000.00
September 1st, 1965	16,000.00
September 1st, 1966	16,000.00
September 1st, 1967	19,000.00
September 1st, 1968	19,000.00
September 1st, 1969	21,000.00
September 1st, 1970	21,000.00
September 1st, 1971	30,000.00
September 1st, 1972	32,000.00
September 1st, 1973	32,000.00
September 1st, 1974	34,000.00
September 1st, 1975	39,000.00
September 1st, 1976	39,000.00
September 1st, 1977	41,000.00
September 1st, 1978	43,000.00
September 1st, 1979	48,000.00
September 1st, 1980	693,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemably by anticipation prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1970 inclusively, if issued as twenty-year short-term bonds; after

terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 août 1960, à 8.00 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 8,100 Chemin Côte St-Luc, Côte St-Luc, comté de Montréal-Notre-Dame-Grâce.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Côte St-Luc, (Comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce).

Le Greffier municipal,
MME I. G. WILCKEN.

Hôtel de Ville, 8,100 Chemin Côte St-Luc,
Côte St-Luc,
(Montréal-Notre-Dame-de-Grâce).
Téléphone: HUnter 9-3847. 54557

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de La Présentation
St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées «Soumissions pour obligations» seront reçues par le soussigné Donat Beauregard, secrétaire-trésorier, La Présentation, comté de St-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 8 août 1960, pour l'achat de $195,000.00 d'obligations des soumissaires d'écoles pour la municipalité de La Présentation, comté de St-Hyacinthe, P.Q. datées du 1er août 1960 et remboursables par séries du 1er août 1961 au 1er août 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 21 mai 1960, telle que modifiée — $195,000.00 — construction de l'école du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $195,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1961	x$26,500.00
1er août 1962	x 28,500.00
1er août 1963	x 30,500.00
1er août 1964	x 32,500.00
1er août 1965	3,000.00
1er août 1966	3,000.00
1er août 1967	3,500.00
1er août 1968	3,500.00
1er août 1969	4,000.00
1er août 1970	4,000.00
1er août 1971	4,000.00
1er août 1972	4,500.00
1er août 1973	5,000.00
1er août 1974	5,000.00
1er août 1975	5,500.00
1er août 1976	5,500.00
1er août 1977	6,000.00
1er août 1978	6,500.00
1er août 1979	7,000.00
1er août 1980	7,000.00

which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 8th, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 8,100 Côte St-Luc Road, Côte St-Luc, County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce.

The Council does not bind to accept the highest or any of the tenders.

Côte St-Luc, (County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce).

MRS. I. G. WILCKEN,
City Clerk.

City Hall, 8,100 Côte St-Luc, Road,
Côte St-Luc,
(Montreal-Notre-Dame-de-Grâce).
Telephone: HUnter 9-3847. 54557-o

The school commissioners for the municipality of La Présentation
St. Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersiged Donat Beauregard, secretary-treasurer, La Présentation, county of St. Hyacinthe, P.Q., until 8.00 o'clock p.m. on Monday, August 8, 1960, for the purchase of an issue of $195,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of La Présentation, county of St. Hyacinthe, P.Q. dated August 1st, 1960, and redeemable serially from August 1st, 1961 to August 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 21, 1960, as modified — $195,000.00 — construction of a village school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $195,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
August 1st, 1961	x$26,500.00
August 1st, 1962	x 28,500.00
August 1st, 1963	x 30,500.00
August 1st, 1964	x 32,500.00
August 1st, 1965	3,000.00
August 1st, 1966	3,000.00
August 1st, 1967	3,500.00
August 1st, 1968	3,500.00
August 1st, 1969	4,000.00
August 1st, 1970	4,000.00
August 1st, 1971	4,000.00
August 1st, 1972	4,500.00
August 1st, 1973	5,000.00
August 1st, 1974	5,000.00
August 1st, 1975	5,500.00
August 1st, 1976	5,500.00
August 1st, 1977	6,000.00
August 1st, 1978	6,500.00
August 1st, 1979	7,000.00
August 1st, 1980	7,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $124,720.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 4 versements, dont un est au montant de $31,180.14 et trois aux montants respectifs de $31,180.12, de 1961 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformémnet à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1970 inclusivement, si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 août 1960 à 8.00 heures du soir, en la salle publique.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Présentation, (Comté de St-Hyacinthe), ce 20 juillet 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
DONAT BEAUREGARD.

La Présentation, (St-Hyacinthe), P.Q.
Tél.: Jour: 24
Soir: 25. 54559-o

Village de St-Joseph
(Comté de St-Hyacinthe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Presseau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1,000, rue Villeneuve, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 8 août 1960, pour l'achat de $300,000.00 d'obligations du village de St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er septembre 1960 et remboursables par séries du 1er septembre 1961 au 1er septembre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement N° 130, tel que modifié — 2ième tranche au montant de $300,000.00 sur ce règle-

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $124,720.50 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments the amount of one of which is $31,180.14 and three of the respective amounts of $31,180.12 from 1961 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date: however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 8, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the public hall.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

La Présentation, (County of St. Hyacinthe), July 20, 1960.

DONAT BEAUREGARD,
Secretary-Treasurer.

La Présentation, (St. Hyacinthe), P.Q.
Tel.: Day: 24
Night: 25. 54559

Village of St-Joseph
(County of St-Hyacinthe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Presseau, Secretary-Treasurer, Village Hall, 1,000 Villeneuve street, St-Joseph, county of St-Hyacinthe, until 8.00 o'clock p.m. Monday, August 8th, 1960, for the purchase of an issue of $300,000.00 of bonds for the village of St-Joseph, county of St-Hyacinthe, dated September 1st, 1960, and redeemable serially from September 1st 1961 to September 1st 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 130, as modified — 2nd instalment amounting to $300,000.00 on this by-law

ment au total de $660,000.00 — construction d'une centrale de traitement de l'eau et travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $300,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1961	$ 3,000.00
1er septembre 1962	3,000.00
1er septembre 1963	4,000.00
1er septembre 1964	4,000.00
1er septembre 1965	4,000.00
1er septembre 1966	5,000.00
1er septembre 1967	5,000.00
1er septembre 1968	5,000.00
1er septembre 1969	6,000.00
1er septembre 1970	6,000.00
1er septembre 1971	7,000.00
1er septembre 1972	7,000.00
1er septembre 1973	7,000.00
1er septembre 1974	8,000.00
1er septembre 1975	9,000.00
1er septembre 1976	9,000.00
1er septembre 1977	9,000.00
1er septembre 1978	10,000.00
1er septembre 1979	11,000.00
1er septembre 1980	178,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er septembre 1970 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 août 1960 à 8.00 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 1,000, rue Villeneuve, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph (Comté de St-Hyacinthe), ce 18 juillet 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD PRESSEAU.

Hôtel de Ville, 1,000, rue Villeneuve,
St-Joseph, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: PRovince 3-9784. 54510-o

for a total of $660,000.00 — construction of a water treating plant and work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $300,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1961	$ 3,000.00
September 1st, 1962	3,000.00
September 1st, 1963	4,000.00
September 1st, 1964	4,000.00
September 1st, 1965	4,000.00
September 1st, 1966	5,000.00
September 1st, 1967	5,000.00
September 1st, 1968	5,000.00
September 1st, 1969	6,000.00
September 1st, 1970	6,000.00
September 1st, 1971	7,000.00
September 1st, 1972	7,000.00
September 1st, 1973	7,000.00
September 1st, 1974	8,000.00
September 1st, 1975	9,000.00
September 1st, 1976	9,000.00
September 1st, 1977	9,000.00
September 1st, 1978	10,000.00
September 1st, 1979	11,000.00
September 1st, 1980	178,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date: however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompagnied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, August 8, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Village Hall, 1,000 Villeneuve Street, St. Joseph, county of St-Hyacinthe, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph, (County of St-Hyacinthe) July 18, 1960.

GÉRARD PRESSEAU,
Secretary-Treasurer.

Village Hall, 1,000 Villeneuve Street,
St-Joseph, (St-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: PRovince 3-9784. 54510

Vente par licitation

Hylands et al vs Hylands et al

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 381 171. HUGH HYLANDS & WILLIAM HYLANDS, demandeurs; vs MARCUS HYLANDS *et al*, défendeurs; et T. BRASSARD es-qual. *et al*, mis-en-cause.

Avis de licitation

Le VINGT-QUATRE AOÛT 1960 à DIX heures et DEMIE de l'avan.-midi devant l'un des honorables Juges de la Cour Supérieure séant à Montréal Cour tenante, dans la salle d'audience 31 ou toute autre salle selon les circonstances du Palais de Justice de Montréal, en exécution d'un jugement rendu par ce Tribunal le 9 février 1960 dans l'instance engagée entre Hugh Hylands et William Hylands, tous deux, commis des cité et district de Montréal, demandeurs; vs Marcus Hylands, Margaret Hylands, épouse de Cecil Hodge et ledit Cecil Hodge en autant que nécessaire pour autoriser son épouse aux présentes, et Lily Hylands, épouse de Percy MacWilliams et ce dernier en autant que nécessaire pour autoriser son épouse aux présentes, et Mary Hylands, épouse de John Usnik et ce dernier en autant que nécessaire pour autoriser son épouse aux présentes, John Hylands, tous huit des cité et district de Montréal, défendeurs; et T. Brassard, en sa qualité de régistrateur, du bureau d'enregistrement de la division de Montréal, René Forest, en sa qualité de régistrateur du bureau d'enregistrement de la division du comté de Montcalm et Roland Daigneault en sa qualité de régistrateur du bureau d'enregistrement de la division du comté de Chambly, mis-en-cause. il sera procédé à l'adjudication par licitation, aux enchères publiques, des immeubles ci-après:

A — « Un emplacement ayant front sur la rue Molson dans la cité et le district de Montréal connu et désigné comme subdivision mille six cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro deux cent huit (208-1645) du livre de plan et renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation mesurant vingt-cinq pieds en largeur par cent cinq pieds en profondeur et contenant une superficie de deux mille six cent vingt-cinq pieds carrés, mesure anglaise plus ou moins.

Avec la maison érigée sur ledit emplacement portant le numéro civique 5957 de la rue Molson.

Tel que ledit immeuble subsiste actuellement avec toutes ses servitudes actives et dépendances sans exception ni réserve d'aucune sorte. »

B — « Un emplacement ayant front sur la Quatrième Avenue à Rosemont, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, connu et désigné sous le numéro deux mille trois cent soixante-quatre de la subdivision officielle du lot original numéro cent soixante-douze (172-2364) du livre de plan et renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation, avec un logement de deux étages, en briques, érigé sur ledit lot et portant les numéros civiques 5816 et 5818 de ladite Quatrième Avenue; avec droit de passage en commun dans la ruelle arrière dudit lot.

Tel que le tout existe actuellement avec toutes ses servitudes et dépendances y attachées le tout sans exception ni réserve d'aucune sorte. »

Sale by Licitation

Hylands et al vs Hylands et al

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 381 171. HUGH HYLANDS & WILLIAM HYLANDS, plaintiffs, vs MARCUS HYLANDS *et al.*, defendants, and T. BRASSARD es-qual *et al.*, mis-en-cause.

Notice of licitation

On the TWENTY-FOURTH day of AUGUST 1960 at HALF PAST TEN in the morning before one of the Honourables Judges of the Superior Court sitting in Montreal, room 31 of the Court House of Montreal, or in any other room available, in execution of a judgement rendered by the Court on February 9th, 1960 in the case between Hugh Hylands and William Hylands both employees, of the city and district of Montreal, plaintiffs, vs Marcus Hylands, Margaret Hylands, wife of Cecil Hodge and the said Cecil Hodge in as much as necessary to authorize his wife and Lily Hylands, wife of Percy MacWilliams and the said Percy MacWilliams in as much as necessary to authorize his wife and Mary Hylands, wife of John Usnik and the said John Usnik in as much as necessary to authorize his wife, John Hylands, all of them of the city and district of Montreal, defendants, and T. Brassard, in his quality as registrar of the district of Montreal, René Forest in his quality as registrar of the county of Montcalm and Roland Daigneault in his quality as registrar of the county of Chambly, mis-en-cause. there will be adjudication by licitation of the following immoveables:

A — "An emplacement fronting on Molson street in the city of Montreal known as subdivision sixteen hundred and forty-five of the official subdivision of lot number two hundred and eight (208-1645) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de de la Visitation measuring twenty-five feet in width by one hundred and five feet in depth and containing a superficial area of two thousand six hundred and twenty-five square feet, English measure and more or less.

With the house thereon erected bearing civic number 5957 Molson street.

As the said property now subsists with all the active servitudes, rights members and appurtenances attached thereto without exception or reserve of any kind on the part of the vendor".

B — "An emplacement fronting on Fourth Avenue, in the Rosemount Ward of the city of Montreal, measuring twenty-five feet in width by seventy-eight feet in depth English measure, and more or less, known and designated under the number two thousand three hundred and sixty-four of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy-two (172-2364) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation, with the two-storey brick encased dwelling thereon erected bearing civic numbers 5816 and 5818 of said Fourth Avenue; together with the right of passage in common with others, in the lane in rear of said premises.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception of reserve of any kind on the part of the Vendor".

C — « Un certain emplacement dans la ville de Rawdon plus particulièrement connu et désigné comme étant composé comme suit:

a) Subdivision du lot numéro trente du lot original 18A dans le cinquième rang du canton de Rawdon ayant front sur la rue Cedar Drive (18A-30), and

b) Une certaine partie de la subdivision du lot numéro trente et un du lot original numéro dix-huit A (18A-31) du cinquième rang du Canton de Rawdon étant borné en front par Albert Bailey, sur un côté par Rourke, et sur l'autre côté par l'achateur, avec droit de passage dudit emplacement vers l'Avenue Cedar entre Albert Bailey et le terrain de l'acheteur. »

Sujet aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au greffe.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre, d'une consignation de $250.00.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées, au plus tard le 12ième jour avant la date de la licitation, et les oppositions, à fin de conserver, dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de forclusion.

Montréal, le 22 juin 1960.

Les Procureurs des demandeurs,
(*Signé*) PAGÉ, BEAUREGARD,
54540-30-2-o DUCHESNE & RENAUD.

C — "A certain emplacement in the town of Rawdon, more particularly known and designated as being composed of the following, namely:

a) Subdivision lot number thirty of original lot number eighteen A (18A-30) on the fifth range, in the township of Rawdon, fronting on Cedar Drive, and,

b) That certain part of subdivision lot number thirty-one of the said original lot number eighteen A (18A-31) on the fifth range, of the township of Rawdon, and being bounded in front by Albert Bailey, on one side by Rourke, and on the other side by the Purchaser, also sold the passage way, from said place of land to Cedar Avenue between Albert Bailey's property and the Purchaser's property."

Subject to charges, clauses and conditions indicated in the cahier des charges deposited in Court.

Every purchaser must deposit $250.00 with his offer.

The oppositions to the sale must be made not later than the 12th day before the date of the licitation and the oppositions to secure charges within the six days following adjudication, on pain of being foreclosed.

Montreal, June 22nd, 1960.

(*Signed*) PAGÉ, BEAUREGARD,
DUCHESNE & RENAUD,
54540-30-2-o *Attorneys for plaintiffs.*

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, N° 27410. à savoir: ROSAIRE BEAUDOIN, avocat, St-Joseph de Beauce, contre PLACIDE VACHON, St-Jules, Beauce, à savoir:

Une terre située en la paroisse de St-Jules Beauce, connue et désignée comme étant la demie sud-est des lots de terre numéros quatre cent un et quatre cent deux (½ S.E. 401 et 402) selon le cadastre officiel pour la paroisse de St-Joseph, Beauce, faisant maintenant partie de la paroisse de St-Jules, Beauce, mesurant six arpents de front par neuf arpents et trois quarts de profondeur et ainsi bornée; au sud-est au chemin public, au nord-ouest à la demie nord-ouest desdits lots, au nord-est au lot 400 et au sud-ouest au lot 403;

Une terre située en la paroisse de St-Jules Beauce, connue et désignée comme étant partie des lots trois cent quatre-vingt-treize, trois cent quatre-vingt-quatorze et trois cent quatre-vingt-quinze (393, 394 et 395) selon le cadastre officiel pour la paroisse de St-Joseph, Beauce, faisant maintenant partie de la paroisse de St-Jules, Beauce, avec dépendances et mesurant neuf arpents de front sur environ dix arpents de profondeur, ainsi bornée au sud-est au chemin public au nord-ouest au résidu desdits lots, au nord-est à Ls. Gilbert et au sud-ouest à Wilfrid Paré avec dépendances avec grément de sucrerie.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, No. 27410. to wit: ROSAIRE BEAUDOIN, lawyer, of St-Joseph de Beauce, vs PLACIDE VACHON, St-Jules, Beauce, to wit:

A farm situated in the parish of St-Jules Beauce, known and designated as being the southeast half of the lots of land number four hundred and one and four hundred and two (½ S.E. 401 and 402) according to the official cadaster for the parish of St-Joseph, Beauce, now forming part of the parish of St-Jules, Beauce, measuring six arpents in front by nine and three-quarter arpents in depth and bounded thus; on the southeast by the public road, on the northwest by the northwest half of said lots, on the northeast by lot 400 and on the southwest by lot 403;

A farm situated in the parish of St-Jules Beauce, known and designated as being a part of lots three hundred and ninety-three, three hundred and ninety-four and three hundred and ninety-five (393, 394 and 395) according to the official cadaster for the parish of St-Joseph, Beauce, now forming a part of the parish of St-Jules, Beauce, with dependencies and measuring nine arpents in front by approximately ten arpents in depth, thus bounded on the southeast by the public road, on the northwest by the remainder of said lots, on the northeast by Ls. Gilbert and on the southwest by Wilfrid Paré with dependencies, with maple syrup working equipment.

Une terre située en la paroisse de St-Jules, Beauce, connue et désignée comme étant partie nord-ouest des lots de terre numéros mille huit cent vingt-cinq et mille huit cent vingt-six (1825 et 1826) selon le cadastre officiel pour la paroisse de St-François, Beauce, maintenant de la paroisse de St-Jules, Beauce, mesurant quatre arpents de largeur par quinze arpents de profondeur, ainsi bornée au nord-ouest par la ligne seigneuriale, au sud-est au résidu desdits lots appartenant à Joseph Grenier et Siméon Rodrigue, au nord-est au lot 1824, au sud-ouest au lot 1827, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Jules, Beauce, le DOUZIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
5 juillet 1960.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.
54410-28-2-o

[Première insertion: 9 juillet 1960]
[Seconde insertion: 23 juillet 1960]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, à savoir: N° 27,488.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, contre LORENZO ROY, ci-devant domicilié à St-Éphrem, comté de Beauce, P.Q. et aujourd'hui à St-Honoré de Shenley, comté de Beauce et GÉRARD ROY, domicilié à St-Éphrem, comté de Beauce, P.Q. à savoir:

Le lot numéro dix-neuf-A (19-A) du cadastre pour le rang onze (Rg. XI) du canton Shenley-Nord, comté de Beauce, avec bâtisses.

A distraire de ce lot:

Un morceau de terrain mesurant deux arpents de largeur par six arpents de profondeur, borné en front par le trait quarré entre les rangs onze et douze à la profondeur et d'un côté au terrain restant à Gérard Roy, et de l'autre côté au lot trente-huit-B appartenant à Adalbert Roy.

Le lot numéro dix-neuf-B (19-B) du cadastre pour le rang onze (Rg. XI) du canton Shenley-Nord, comté de Beauce, avec bâtisses.

A distraire de ce lot:

Un morceau de terrain mesurant trois arpents et quarante-quatre pieds de largeur sur six arpents et soixante-seize pieds de profondeur, borné en front par le trait quarré entre les rangs onze et douze, à la profondeur et d'un côté, au terrain restant à Lorenzo Roy, et de l'autre côté au lot vingt-et-un-A appartenant à Xavier Beaudoin.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Éphrem de Beauce, le DOUZIÈME jour d'AOÛT prochain à ONZE heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
5 juillet 1960.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.
54411-28-2-o

[Première insertion: 9 juillet 1960]
[Seconde insertion: 23 juillet 1960]

A farm situated in the parish of St-Jules, Beauce, known and designated as being the northwest half of lots of land number one thousand, eight hundred and twenty-five and one thousand, eight hundred and twenty-six (1825 and 1826) according to the official cadaster for the parish of St-François, Beauce, now of St-Jules' parish, Beauce, measuring four arpents in width by fifteen arpents in depth, thus bounded on the northwest by the seigniorial line, on the southeast by the remainder of said lots belonging to Joseph Grenier and Siméon Rodrigue, on the northeast by lot 1824, on the southwest by lot 1827, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church in the parish of St-Jules, Beauce, on the TWELFTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
July 5, 1960.

J. S. POULIOT,
Sheriff.
54410-28-2

[First insertion: July 9, 1960]
[Second insertion: July 23, 1960]

Fieri Facias de Terris

Superior Court, to wit: No. 27,488.

QUEBEC CREDIT FARM BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office at Quebec, against LORENZO ROY, heretofore domiciled at St-Éphrem, county of Beauce, P.Q., and today at St-Honoré de Shenley, county of Beauce and GÉRARD ROY, domiciled at St-Éphrem, county of Beauce, P.Q. to wit:

Lot number nineteen (19-A) of the cadaster for range eleven (rg. XI) of the Shenley-North township, county of Beauce, with buildings.

To withdraw from this lot:

A piece of land measuring two arpents in width in depth, bounded in front by the trait-carré between ranges eleven and twelve on the depth and on one side of the lot remaining to Gérard Roy, and on the other side by lot thirty-eight-B belonging to Adalbert Roy.

Lot number nineteen-B (19-B) of the cadaster for range eleven (Rg. XI) of the Shenley-North township, county of Beauce, with buildings.

To withdraw from this lot:

A piece of land measuring three arpents and forty-four feet in width by six arpents and seventy-six feet in depth, bounded in front by the trait-carré between ranges eleve and twelve, by the depth and on one side, by the lot of land remaining to Lorenzo Roy, and on the other side, by lot twenty-one A, belonging to Xavier Beaudoin.

To be sold "en bloc" at the parochial church door in the parish of St-Éphrem de Beauce, on the TWELFTH day of AUGUST next, at HALF-PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
July 5, 1960.

J. S. POULIOT,
Sheriff.
54411-28-2

[First insertion: July 9, 1960]
[Second insertion: July 23, 1960]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour de Magistrat, N° 41,128.

CROWN HOUSEWARES CO., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à Montréal, district

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Magistrate's Court, No. 41,128.

CROWN HOUSEWARES CO., legally incorporated corporation having a place of business in Montreal, plaintiff;

de Montréal, demanderesse; vs JOS. BOUCHARD, résidant à 153 rue Dollard, Jonquière, district de Chicoutimi, défendeur;

Contre le défendeur;

"Un terrain formé de partie des lots numéros 26B 284 et 26B 285, rang 3, canton Jonquière, ledit terrain formant un triangle d'environ cent pieds de hauteur et une base de soixante-quinze pieds, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, borné au nord par le terrain de la Co. de Chemin de Fer Roberval Saguenay, au sud-ouest par la ligne du Chemin de fer Canadien National conduisant aux usines de Price Brothers & Co. Limited à Kénogami, à l'est par le terrain de Édouard Boily ou représentant avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Laurent à Jonquière, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AOÛT 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 18 juillet 1960. 54543-30-2-o

vs JOS. BOUCHARD, residing at 153 Dollard Street, Jonquière, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

"A lot of land formed of part of lots numbers 26B 284 and 26B 285, range 3, Jonquière township, the said lot of land forming a triangle of about one hundred feet in height and with a base of seventy-five feet, the whole more or less and without guarantee of precise measurement, bounded on the north by the lot of the Roberval Saguenay Railway, on the southwest, by the line of the Canadian National Railway, leading to the mills of Price Brothers & Co. Limited, at Kénogami, on the east, by the lot of Édouard Boily or representatives with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St. Laurent, at Jonquière, on the TWENTY-FIFTH day of the month of AUGUST, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, July 18, 1960. 54543-30-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 561 554. { CITÉ DE LONGUEUIL, demanderesse, vs CHARLES BREWSTER, défendeur.

Première partie de lot à saisir.

"Une partie du lot N° 154-6 du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, étant la propriété de la succession Percival Adams; bornée vers le sud-est par la ligne de rue actuelle de la rue St-Charles, vers le nord-est par le lot N° 154-1 étant la rue Châteauguay, vers le nord-ouest par une partie dudit lot N° 154-6 étant la propriété de Charles Brewster, vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot N° 154-6. Mesurant 20 pieds de largeur par une longueur de 124 pieds le long de la rue Châteauguay, 121 pieds dans la ligne sud-ouest, formant une superficie de 2450 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

Deuxième partie de lot à saisir.

1° Une partie du lot N° 154-6 du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, étant la propriété de Charles Brewster; bornée vers le nord-est par le lot N° 154-1 étant la rue Châteauguay, vers le sud-est par une partie dudit lot N° 154-6 étant la propriété de la succession Percival Adams, vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot N° 154-6, vers le nord-ouest par le lot N° 154-5; mesurant 20 pieds de largeur par une longueur de 100 pieds formant une superficie de 2000 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

2° Une partie du lot N° 154-6 dudit cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, étant la propriété de Charles Brewster; bornée vers le nord-est par la partie dudit lot N° 154-6 ci-haut décrite, vers le sud-est par une autre partie dudit lot N° 154-6, vers le sud-ouest par la partie du lot N° 154-7 ci-après décrite, vers le nord-ouest par le lot N° 154-5; mesurant 9 pieds de largeur par une longueur de 40 pieds, formant une superficie de 360 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 561 554. { CITY OF LONGUEUIL, plaintiff, vs CHARLES BREWSTER, defendant.

First part of the lot to be seized.

"A part of lot No. 154-6 of the official cadaster of the parish of St-Antoine-de-Longueuil, registry division of Chambly, being the property of the estate of Percival Adams; bounded on the southeast by the present line of the street of St. Charles street, on the northeast by lot No. 154-1 being Châteauguay street, on the northwest by a part of said lot No. 154-6 being the property of Charles Brewster, on the southwest by another part of said lot No. 154-6. Measuring 20 feet in width by a length of 124 feet along Châteauguay street, 121 feet on the southwest line, forming an area of 2450 square feet, the whole English measure.

Second part of the lot to be seized.

1. A part of lot No. 154-6 of the official cadaster of the parish of St-Antoine-de-Longueuil, registry division of Chambly, being the property of Charles Brewster; bounded on the northeast by lot No. 154-1 being Châteauguay street, on the southeast by a part of said lot No. 154-6 being the property of the estate of Percival Adams, on the southwest by another part of said lot No. 154-6, on the northwest by lot No. 154-5; measuring 20 feet in width by a length of 100 feet forming an area of 2000 square feet, the whole English measure.

2. A part of lot No. 154-6 of said official cadaster of the parish of St-Antoine-de-Longueuil, registry division of Chambly, being the property of Charles Brewster; bounded on the northeast by part of said lot No. 154-6 above described, on the southeast by another part of said lot No. 154-6, on the southwest by the part of lot No. 154-7 hereinafter described, on the northwest by lot No. 154-5; measuring 9 feet in width by a length of 40 feet, forming an area of 360 square feet, the whole English measure.

3° Une partie du lot N° 154-7 dudit cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, étant la propriété de Charles Brewster; bornée vers le nord-est par la partie du lot N° 154-6 ci-haut en second lieu décrite, vers le sud-est par le résidu dudit lot N° 154-7, vers le sud-ouest par le lot N° 154-74, vers le nord-ouest par le lot N° 154-5, mesurant 9 pieds dans sa ligne nord-est, 8 pieds dans sa ligne sud-ouest par une longueur de 60 pieds, formant une superficie de 510 pieds carrés, le tout mesure anglaise."

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUATRIÈME jour d'AOÛT 1960, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
Montréal, le 27 juin 1960. 54358-27-2-o

3. A part of lot No. 154-7 of the said official cadaster of the parish of St-Antoine-de-Longueuil, registry division of Chambly, being the property of Charles Brewster; bounded on the northeast by part of lot No. 154-6 described above in the second place, on the southeast by the remainder of said lot 154-7, on the southwest by lot No. 154-74, on the northwest by lot No. 154-5, measuring 9 feet on its northeast line, 8 feet on its southwest line, by a length of 60 feet, forming an area of 510 square feet, English measure."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, in Longueuil, on the FOURTH day of AUGUST, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, June 27, 1960. 54358-27-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 103-048. CANADA PACKERS LTD., corps politique et incorporé ayant une place d'affaires dans la cité de Québec, contre JEAN MARTEL, boulevard Champigny, Ste-Foy, P.Q.

Un lot six cent quatre-vingt-un (681) partie demie (Ptie ½) ouest sur demi (½) indivis du cadastre officiel de l'Ancienne-Lorette.

Un lot six cent quatre-vingt-dix (690) partie demie (Ptie ½) ouest sur demi (½) indivis du cadastre officiel de l'Ancienne-Lorette.

Un lot six cent quatre-vingt-onze (691) partie, demie (Ptie ½) indivis du cadastre officiel de l'Ancienne-Lorette avec maison et dépendance pouvant apparaître sur ledits lots.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de l'Ancienne-Lorette, Comté de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 juillet 1960. 54544-30-2-o
[Première insertion: 23 juillet 1960]
[Deuxième insertion: 13 août 1960]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 103-048. CANADA PACKERS LTD., body politic and corporate having an office in the city of Quebec, versus JEAN MARTEL, Champigny boulevard, Ste-Foy, P.Q.

Lot six hundred and eighty-one (681), west half (P. ½) by the undivided half (½) of the official cadaster of Ancienne-Lorette.

Lot six hundred and ninety (690), west half (P. ½) by the undivided half (½) of the official cadaster of Ancienne-Lorette.

Lot six hundred and ninety-one (691), undivided half (½) of the official cadaster of Ancienne-Lorette with a house and outlying building which may appear on said lots.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Ancienne-Lorette, Quebec County, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, July 19, 1960. 54544-30-2-o
[First insertion: July 23, 1960]
[Second insertion: August 13, 1960]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 87,087. L. P. GAGNON LTÉE, corporation ayant son siège social en la cité de Lévis, district de Québec, contre PIERRE DeVARENNES, de la cité de Québec, ayant également une résidence à St-Étienne de Lauzon, et J. ARTHUR CARRIER, de la cité de Lévis, en sa qualité de régistrateur du bureau d'enregistrement de la division du comté de Lévis, mis en cause.

« L'immeuble connu comme étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197-P) du cadastre officiel de la paroisse St-Étienne de Lauzon, dans le comté de Lévis, décrit, désigné et borné comme suit:

1. Un terrain ou emplacement situé à St-Étienne de Lauzon, comté de Lévis, entre le chemin public au sud et la Rivière Beaurivage, au nord et borné à l'est par le milieu d'une coulée, et de l'autre côté, à l'ouest, par le centre d'une autre coulée, et formant partie ledit terrain vendu, du lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept (N° 197) du cadastre officiel pour la paroisse St-Étienne de Lauzon, comté de Lévis, comprenant ledit terrain, deux cent trente-deux (232')

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 87,087. L. P. GAGNON LTÉE, corporation having its head office in the city of Levis, district of Quebec, against PIERRE DeVARENNES, of the city of Quebec, having also a residence at St-Étienne of Lauzon, and J. ARTHUR CARRIER, of the city of Levis, in his quality of registrar of the Registry Office for the Division of the county of Levis, mis en cause.

"The immoveable known as being part of lot number one hundred and ninety-seven (197-P) of the official cadaster for the parish of St-Étienne de Lauzon, in the county of Levis, described, designated and bounded as follows:

1. A lot or emplacement situated at St-Étienne de Lauzon, county of Levis, between the public road on the south and the Beaurivage River, on the north and bounded on the east by the middle of a gully and on the other side, on the west, by the center of another gully, and forming part of the said lot of land sold, of lot number one hundred and ninety-seven (No. 197) of the official cadaster for the parish of St-Étienne de Lauzon county of Levis, comprising the said lot of land,

pieds de front sur le chemin public entre les centres de deux coulées susdites, même largeur sur le front de ladite rivière, sur les profondeurs suivantes prises à angle droit du chemin public à la cime de la falaise savoir: 93′ du côté ouest, 87′ au milieu du terrain, et 80′ du côté est, le tout mesure anglais avec et y compris, (mais non dans la mesure en profondeur susdite) ladite lisière de terrain qui est vendue aussi par les présentes se trouve entre la cime de la falaise et la rivière Beaurivage, borné le lot vendu d'un côté par le chemin public, de l'autre côté par la rivière Beaurivage, à l'est par Ludger Belleau ou représentants, et à l'ouest par l'immeuble en second lieu ci-après décrit.

Le terrain vendu se trouve à une distance de deux cent cinquante (250′) pieds anglais à l'ouest de la coulée voisine de la maison de Ludger Belleau ou représentants. La présente vente comprend tous les droits du vendeur dans et sur la rivière Beaurivage en face du terrain vendu, tel que le tout se trouve actuellement et tel que plus détaillé sur un croquis annexé à la minute d'une vente par Ludger Belleau à Aimé Desrosiers devant Me Ernest Labrecque, notaire, le 30 novembre 1935 et enrégistrée à Lévis sous le numéro 77432. L'expression « chemin public » ci-dessus employée doit s'entendre de l'ancien chemin public maintenant désaffecté;

2. Un certain lopin de terre détaché du lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-dix-sept (N° 197) du cadastre officiel pour la paroisse St-Étienne de Lauzon, comté de Lévis, de la contenance de cent quatre-vingt-sept (187′) pieds de front le long du chemin public sur environ quarante-trois (43′) pieds de profondeur, plus ou moins sans bâtisses, borné au sud au chemin public, au nord à la Rivière Beaurivage, d'un côté au nord-est à l'immeuble ci-dessus décrit, de l'autre côté à Omer Bilodeau ou représentants.

3. Une lisière de terrain de forme triangulaire, à prendre et à détacher du lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-dix-sept (N° 197) du cadastre officiel pour la paroisse St-Étienne de Lauzon, comté de Lévis, dont la base dudit terrain triangulaire à une largeur de cent vingt-huit (128′) pieds, le côté sud ayant une longueur de cent quarante-et-un pieds et six pouces (141′ 6″) bornée cette lisière de terrain comme suit: au sud, au chemin public ou chemin neuf au nord, au terrain ci-dessus désigné en premier lieu, et à l'est à Ludger Belleau ou représentants, à distraire cependant cette lisière de terrain de quinze (15′) pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il y a entre le terrain de Lionel Tremblay et le chemin public ou chemin neuf, à prendre et à détacher dudit lot de terre numéro cent quatre-vingt-dix-sept (N° 197) du cadastre, borné d'un côté à Ludger Belleau ou représentants, de l'autre à l'immeuble ci-dessus vendu, d'un bout audit Lionel Tremblay, et de l'autre au chemin public, tel que ladite lisière de terrain a été vendue par le vendeur audit Lionel Tremblay devant le notaire Oscar Bourgault, le 7 août 1951, et enregistré à Lévis le 20 août 1951, sous le numéro 102-449, tel que le tout est actuellement avec maison dessus construite, circonstances et dépendances et sujet à une servitude pour la ligne de transmission en faveur de la compagnie Shawinigan, suivant enregistrement numéro 78,138. »

two hundred and thirty-two (232′) feet in frontage on the public road between the centers of the two above said gullies, the same width along the frontage of the said river, on the following depths taken at a right angle on the public road at the summit of the cliff, to wit: 93′ on the west side, 87′ in the middle of the lot of land, and 80′ on the east side, the whole English measure with and therein comprised, (but not within the measure in depth as above said) the said strip of land which is sold also by these presents is to be found between the summit of the cliff and the Beaurivage River, the lot sold bounded on one side by the public road, on the other side by the Beaurivage River, on the east by Ludger Belleau, or representatives, and on the west, by the immoveable hereinafter described in the second place.

The lot of land sold is to be found at a distance of two hundred and fifty (250′) feet English feet on the west of the neighboring gully from the house of Ludger Belleau or representatives. The present sale comprises all the rights of the vendor in and on the Beaurivage River facing the lot of land sold, as the whole is presently to be found and as shown in greater detail on a sketch annexed to the Minutes of the sale by Ludger Belleau to Aimé Desrosiers before Me Ernest Labrecque, notary, on November 30, 1935 and registered at Levis under number 77432. The expression "public road", hereinabove employed is to be understood as the old public road presently out of use;

2. A certain strip of land detached from the lot of land bearing number one hundred and ninety-seven (No. 197) of the official cadaster for the parish of St-Étienne de Lauzon, county of Levis, containing one hundred and eighty-seven (187′) feet in frontage along the public road by approximately forty-three (43′) feet in depth, more or less without buildings, bounded on the south by the public road, on the north by the Beaurivage River, on one side on the north-east by the immoveable above described, on the other side by Omer Bilodeau or representatives.

3. A strip of land of triangular form, to be taken and detached from the lot of land bearing number one hundred and ninety-seven (No. 197) of the official cadaster for the parish of St-Étienne de Lauzon, county of Levis, of which the base of the said triangular lot of land has a width of one hundred and twenty-eight (128) feet, the south side having a length of one hundred and forty-one feet and six inches (141′ 6″) bounded this strip of land as follows: on the South, by the public road or new road at the north, by the lot of land designated in the first place, and on the east, by Ludger Belleau or representatives, to withdraw, however, this strip of land of fifteen (15′) feet in width along the whole of the depth that there is between the lot of land of Lionel Tremblay and the public road or new road, to take and to detach from the said lot of land number one hundred and ninety-seven (No. 197) of the cadaster, bounded on one side by Ludger Belleau or representatives, on the other side by the above sold immoveable, on one end by the said Lionel Tremblay, and on the other end by the public road, such as the said strip of land has been sold by the bendor to the said Lionel Tremblay before the notary Oscar Bourgault, on August 7, 1951, and registered at Levis, on August 20, 1951, under number 102-449, such as the whole is presently to be found with house thereon erected, circumstances and dependencies and subject to a servitude for the transmission line in favor of the Shawinigan Company, according to registration numeber 78,138."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Étienne de Lauzon, comté de Lévis, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DR J. R. GOBEIL.

Bureau du Shérif,
Québec, le 19 juillet 1960. 54545-30-2-o

[Première insertion: 23 juillet 1960.]
[Deuxième insertion: 13 août 1960.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 78,254. GASTON PRATTE, faisant affaires sous les nom et raison sociale Pratte, & Côté Enr. comme courtier en assurances, à 105 côte de la Montagne, en la cité de Québec, contre PULPWOOD WATER TRANSPORTATION CO. LTD., corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à 126 rue St-Pierre, en la cité de Québec, et J. A. COULOMBE, marchand, demeurant à 5 avenue Bougainville en la cité de Québec.

« 1.— Un lot de forme irrégulière, borné au nord-est et au nord-ouest par la Rivière Lottinville, au sud-est par une partie non subdivisée du lot numéro un et au sud-ouest par le lot numéro trois-deux et contenant en superficie environ seize mille quatre cent soixante-douze pieds (16472′) mesure anglaise, et maintenant connu et désigné sous le numéro un des subdivisions du lot un (1-1) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, en le comté de Montmarency.

2.— Un terrain formant partie non subdivisée du lot connu sous le numéro trois (3) sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de l'Ange-Gardien, et un chemin privé le long du lot trois-un subdivision de ce lot numéro (3-1) sur la partie ouest partant du chemin public et gagnant le nord; ce chemin connu sous le numéro trois-quatre (3-4) subdivision du lot numéro trois; borné vers le sud, partie par l'acquéreur, et partie par l'emplacement de Joseph Fecteau et le chemin du Roi, vers le nord par le trait carré à la profondeur des terres, interceptée par des subdivisions dudit lot numéro trois appartenant déjà; à l'acquéreur, vers l'est par les lots numéro un et un-un (1 et 1-1) subdivision du lot numéro un du même cadastre, ce dernier lot un-un étant la propriété de l'acquéreur, et vers l'ouest par la grande ligne et quelques lots appartenant à l'acquéreur; le chemin en question devant rester à l'endroit actuel. Cette partie du lot numéro trois sujette à des servitudes en faveur de Hydro-Québec, en vertu des enregistrements numéros 35112 et 39255, et aussi à une servitude en faveur de Quebec Power Company enregistrée sous le numéro 37542.

3.— . . . .

4.— Un lot de terre de forme irrégulière, borné au nord-est par le lot numéro un-un (1-1) au sud est par une partie non subdivisée du lot numéro trois (3) et par le chemin numéro trois-quatre (3-4), au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro cinq (5) et par les lots numéros cinq-deux (5-2), trois-trois (3-3) et cinq-trois (5-3) au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro trois (3) et par la Rivière de Lottinville et contenant en superficie cent vingt mille quatre cent quarante-huit (120448′) pieds, mesure anglaise et maintenant connu et désigné sous le numéro deux des subdivisions du lot numéro trois (3-2) des plan et livre de renvoi officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, circonstances et dépendances;

To be sold at the church door of St-Étienne de Lauzon, county of Levis, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, July 19, 1960. 54545-30-2

[First insertion: July 23, 1960.]
[Second insertion: August 13, 1960.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 78,254. GASTON PRATTE, carrying on business under the name and firm name of "Pratte & Côté Enr." as insurance brokers, at 105 Mountain Hill, in the city of Quebec, versus PULPWOOD WATER TRANSPORTATION CO. LTD., body politic and corporate having its head office at 126 St. Peter street, in the city of Quebec, and J. A. COULOMBE, merchant, living at 5 Bougainville avenue in the city of Quebec.

"1.— A lot of irregular form, bounded on the northeast and on the northwest by the Lottinville River, on the southeast by an undivided part of lot number one and on the southwest by lot number three-two and containing in area about sixteen thousand four hundred and seventy-two feet (16472′) English measure, and presently known and designated under number one of the subdivisions of lot one (1-1) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of l'Ange-Gardien, in the county of Montmorency.

2.— A lot of land forming the unsubdivided part of lot known under number three (3) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of l'Ange-Gardien, and a private road along lot three-one subdivision of this lot number (3-1) on the west part starting from the public road and going toward the north; this road known under number three-four (3-4) subdivision of lot number three; bounded on the south, partly by the purchaser, and partly by the emplacement of Joseph Fecteau and the King's highway, on the north by the "trait-carré" of the depth of the land, intercepted by subdivisions of the said lot number three belonging already to the purchaser, on the east, by lots number one and one-one (1 and 1-1) subdivision of lot number one of the same cadaster, this last lot one-one being the property of the purchaser, and on the west by the big line and a few lots belonging to the purchaser; the road in question having to stay in the present place. This part of lot number three subject to servitudes in favor of Hydro-Quebec, under registrations numbers 35112 and 39255, and also to a servitude in favor of Quebec Power Company registered under number 37542.

3.— . . . .

4.— A lot of land or irregular form, bounded on the northeast by lot number one-one (1-1) on the southeast by an unsubdivided part of lot number three (3) and by the road number three-four (3-4), on the southwest by an unsubdivided part of lot number five (5) and lots numbers five-two (5-2), three-three (3-3) and five-three (5-3) on the northwest by an unsubdivided part of lot number three (3) and by the Lottinville River and containing in area one hundred and twenty thousand four hundred and forty-eight (120448′) feet, English measure and presently known and designated under number two of the subdivisions of lot number three (3-2) on the official plan and in the book of reference for the parish of l'Ange-Gardien, circumstances and dependencies.

5.— Un lot de forme triangulaire borné au nord et au nord-est par le lot numéro trois-deux (3-2) finissant en pointe au sud et borné vers le sud-ouest par le lot numéro cinq (5) contenant en superficie un mille six cent quatre-vingts pieds (1680′) mesure anglaise, et maintenant connu et désigné sous le numéro trois des subdivisions du lot numéro trois (3-3) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien.

6.— Une lisière de terrain, mesurant une longueur de huit cent trente-sept pieds et six pouces, sur une largeur irrégulière de treize pieds et demi à vingt pieds et contenant en superficie douze mille trois cents pieds, mesure anglaise, et connu et désigné sous le numéro quatre des subdivisions du lot numéro trois (3-4) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien.

7.— Une terre à l'Ange-Gardien, bornée vers le sud au fleuve St-Laurent, à basse-marée, vers le nord au trait carré des terres du premier rang; vers l'est partie à la terre numéro trois et partie au fonds de terre numéro quatre et enfin vers l'ouest par la terre numéro six; connue et désignée ladite terre ici vendue sous le numéro cinq (5), cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien avec les constructions y érigées, la chaussée et le système d'aqueduc qui s'y trouvent et tous autres droits réels y attachés; cette mesure dix-sept perches de front sur une longueur d'environ une lieue et demie de longueur; mais à distraire les emplacements du Quebec Railway, l'emplacement où se trouve érigé le Château-Richard et connu comme étant le lot numéro cinq-un (5-1); à distraire également le terrain vendu à la Voirie Provinciale pour la confection du boulevard Ste-Anne (Enr.: numéro 27534); sujette ladite terre aux servitudes en faveur de Hydro-Québec (Enr. numéros 35112 et 29355) et en faveur de Québec Power Company (Enr. numéro 37542);

8.— Un lot borné vers le nord-est par le lot numéro trois-deux, au sud-est, au sud-ouest et au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro cinq, mesurant cinquante pieds et six pouces (50′6″) dans la ligne sud-ouest, soixante-douze pieds (72′) dans la ligne nord-ouest et soixante-quinze pieds (75′) dans la ligne sud-est et contenant en superficie trois mille sept cent trois pieds (3703′) mesure anglaise, et connu et désigné sous le numéro deux des subdivisions du lot numéro cinq des plan et livre de renvoi officiel pour ladite paroisse de l'Ange-Gardien, et avec les bâtisses dessus construites et dépendances;

9.— Un lot de forme irrégulière borné vers le nord-est par le lot numéro trois-deux (3-2) au sud-ouest et au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro cinq (5) et contenant en superficie onze mille trois cent soixante-dix-sept pieds (11,377′) mesure anglaise et maintenant connu et désigné sous le numéro trois des subdivisions du lot numéro cinq des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, et avec les bâtisses y érigées;

10.— Une lisière de terrain à distraire de la terre numéro 8, mesurant vingt pieds (20′) de largeur sur une profondeur égale à celle qu'il faudra pour conduire l'eau de la chaussé qui se trouve sur la terre numéro 8, la propriété de dame Richard numéro 5 du susdit cadastre par un ou des tuyaux, le tout tel que plus amplement décrit dans un acte de vente en date du 2 juillet

5.— A lot of triangular form bounded on the north and on the northeast by lot number three-two (3-2) finishing in a point on the south and bounded on the southwest by lot number five (5) containing in area one thousand six hundred and eighty feet (1680′) English measure and presently known and designated under number three of the subdivisions of lot member three (3-3) of the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of l'Ange-Gardien.

6.— A strip of land, measuring a length of eight hundred and thirty-seven feet and six inches, on an irregular width of thirteen feet and one/half to twenty-feet and containing in area twelve thousand three hundred feet, English measure, and known and designated under number four of the subdivision of lot number three (3-4) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of l'Ange-Gardien.

7.— A farm at l'Ange-Gardien, bounded on the south by the St. Lawrence River, at low tide, on the north by the "trait-carré" of the farms of the first range; on the east, partly by the farm number three and partly by the piece of land number six; known and designated the said farm here sold under the number five (5) official cadaster for the parish of l'Ange-Gardien with the buildings thereon erected, the dam and the water-system to be found thereon and all other real rights attached thereto; this measure of seventeen rods in front along a length of about a league and one/half in length; but to withdraw the emplacements of the Quebec Railway, the emplacement where is found erected the Château-Richard and known as being lot number five-one (5-1); to also withdraw the land sold to the Provincial Roads Department for the construction of the Ste-Anne Boulevard (Enr. number 27534); subject the said farm to the servitudes in favor of Hydro-Quebec (Enr. numbers 35112 and 29355) and in favor of Quebec Power Company (Enr. number 37542);

8.— A lot bounded on the northeast by lot number three-two, on the southeast, on the southwest and on the northwest by an unsubdivided part of lot number five, measuring fifty feet and six inches (50′6″) in the southwest line, seventy-two feet (72′) in the northwest line and seventy-five feet (75′) in the southeast line and containing in area three thousand seven hundred and three feet (3703′) English measure, and known and designated under number two of the subdivisions of lot number five on the official plan and in the book of reference for the said parish of l'Ange-Gardien, and with the buildings thereon erected and dependencies;

9.— A lot of irregular form bounded on the northeast by lot number three-two (3-2) on the southwest and on the northwest by an unsubdivided part of lot number five (5) and containing in area eleven thousand three hundred and seventy-seven feet (11,377′) English measure and presently known and designated under number three of the subdivisions of lot number five on the official plan and in the book of reference of the official cadaster for the parish of l'Ange-Gardien, and with the buildings thereon erected;

10.— A strip of land to be withdrawn from farm number 8, measuring twenty feet (20′) in width on a depth equal to that needed for lead water from the dam which is to be found on farm number 8, the property of Dame Richard number 5 of the said cadaster by one or more pipes, the whole as more amply described in a deed of sale dated July 2, 1903, between Dame

1903, entre dame Jos. Girard et dame Louis Richard, et enregistré à Château-Richer, sous le numéro 4492;

11.— Un lot de terre borné en front au sud par la ligne entre le premier rang et le deuxième rang, en profondeur au nord par la ligne entre le deuxième et le quatrième rang, à l'est par le lot numéro 346, à l'ouest par le lot numéro 348; mesurant en front un arpent et cinq perches sur cinquante arpents de profondeur; contenant en superficie soixante-quinze arpents (75), et maintenant connu et désigné sous le numéro trois cent quarante-sept (347) des plan et livre de renvoi officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien;

12.— Tous les droits et privilèges que ledit Louis-E. Richard a et peut avoir dans le pouvoir d'eau faisant mouvoir les moulins ci-dessus mentionnés, ce pouvoir d'eau étant fourni par ladite Rivière Lottinville ou Petit-Pré et les retenues, chaussée, et ladite Rivière, pour l'entretien desdits moulins; aussi tous les droits de passage, de prendre le bois pour les ponts et pavés et autres droits en et sur ladite Rivière et sur les terrains désignés et plus amplement mentionnés dans un acte de Cession de partie des droits par Richard Tremblay à Dame Zoé Turgeon-Richard, passé devant Chs. Grenier, notaire, le 5 mai 1897 et enregistré à Château-Richer sous le numéro 5783 »;

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Dr J. R. GOBEIL.

Bureau du Shérif,
Québec, le 19 juillet 1960. 54546-30-2-o

[Première insertion: 23 juillet 1960]
[Deuxième insertion: 13 août 1960]

11.— A lot of land bounded in front on the south by the line between the first range and the second range, in depth on the north by the line between the second and the fourth range, on the east by lot number 346, on the west by lot number 348; measuring in front an arpent and five rods by fifty arpents in depth; containing in area seventy-five arpents (75), and presently known and designated under number three hundred and forty-seven (347) on the official plan and in the book of reference for the parish of l'Ange-Gardien;

12.— All the rights and privileges that the said Louis-E. Richard has and may have in the water-power operating the mills above mentioned, this water-power being supplied by the said Lottinville River or Petit Pré and the retaining walls, dam and the said River, for the maintenance of the said mills; as well as also all rights-of-way, to take lumber for the bridges and pavements and other rights in and on the said River and on the lots designated and more amply mentioned in a deed of transfer of part of rights of Richard Tremblay to Dame Zoé Turgeon-Richard, passed before Chs. Grenier, notary, on May 5, 1897, and registered at Château-Richer under number 5783";

To be sold at the door of the parohcial church of L'Ange-Gardien, Montmorency county, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, July 19, 1960. 54546-30-2-o

[First insertion: July 23, 1960]
[Second insertion: August 13, 1960]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 13,900. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé

ayant son siège social et sa principal place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse vs ALPHONSE GAGNÉ, rentier, de Sayabec, défendeur, et dame vve ALPHONSE BELLAVANCE GAGNÉ et Dame GERMAINE GAGNÉ DUCHESNE, défenderesses en reprise d'instance.

Un terrain situé dans la ville de Rimouski, portant le numéro quatre-vingt-seize-deux (96-2), de figure irrégulière, borné au nord-ouest par les lots 95 et 96-1, au nord-est par le lot 62-26 (ave Lepage), au sud-est par les lots 97-1 et 100, au sud-ouest par les lots 99 et 95, mesurant environ quatre-vingt-onze (91) pieds au nord-ouest, soixante-sept (67) pieds et cinq dixièmes (5/10) au nord-est, cent quarante-trois (143) pieds au sud-est, trente-cinq (35) pieds et six dixièmes (6/10) au sud-ouest, cinquante-deux (52) pieds au nord-ouest, trente-huit (38) au sud-ouest, contenant environ en superficie sept mille sept cent soixante-dix-neuf pieds carrés, à charge d'une rente foncière par l'acquéreur de $20.00 par année, avec bâtisses dessus construites, circonstance et dépendances.

Pour être vendu, au bureau du Shérif, Palais de Justice, en la ville de Rimouski, le VINGT-

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 13,900. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a body politic and corporate

having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff vs ALPHONSE GAGNÉ, annuitant, of Sayabec, defendant, and dame ALPHONSE BELLAVANCE GAGNÉ, widow and dame GERMAINE GAGNÉ DUCHESNE, defendants, in continuance of suit.

A piece of land situated in the town of Rimouski, bearing number ninety-six-two (96-2), of irregular shape, bounded northwesterly by lots 95 and 96-1, northeasterly by lot 62-26 (Lepage Avenue), southeasterly by lots 97-1, and 100, southwesterly by lots 99 and 95, measuring some ninety-one (91) feet to the northwest, sixty-seven (67) feet and five tenths (5/10) to the northeast, one hundred and forty-three (143) feet to the southeast, thirty-five (35) feet and six tenths (6/10) to the southwest, fifty-two (52) feet to the northwest, thirty-eight (38) to the southwest, containing an area of some seven thousand seven hundred and seventy-nine square feet, with a ground-rent of $20.00 per year attached thereto, to be paid by purchaser, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House in the town of Rimouski, the TWENTY

QUATRIÈME jour d'AOÛT 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 18 juillet 1960. 54547-30-2-o

FOURTH day of AUGUST, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, July 18, 1960. 54547-30-2-o

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, N° 20,321. { CHINIC HARDWARE COMPANY LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son siège social à 55 rue Saint-Pierre, en la cité de Québec, district de Québec; demanderesse; vs NORBERT LAPOINTE, résidant à Grandes-Bergeronnes, district de Saguenay; défendeur.

« Un immeuble connu comme étant et composant une partie du lot N° 47-A du rang 2, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Bergeronnes; borné comme suit: au nord par le terrain de Joseph Lavoie ou représentants; à l'est par les terrains de Raymond Lapointe et Georges Tremblay ou représentants; au sud par le chemin maritime; à l'ouest par les deux chemins et par le terrain de Joseph Lavoie ou représentants; ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Grandes-Bergeronnes, comté de Saguenay, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
PIERRE NÉRON.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, 16 juillet 1960. 54552-30-2-o

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 20,321. { CHINIC HARDWARE COMPANY LIMITED, body politic and corporate, having its head office at 55 St. Peter street, in the city of Quebec, district of Quebec, plaintiff; vs NORBERT LAPOINTE, residing at Grandes-Bergeronnes, district of Saguenay, defendant.

"An immoveable known as being and composing a part of lot No. 47-A on range 2, in the official plan and book of reference for Bergeronnes Township; bounded as follows; on the north by the land of Joseph Lavoie or representatives; on the east by the lands of Raymond Lapointe and Georges Tremblay or representatives; on the south by the maritime road; on the west by the two roads and by the land of Joseph Lavoie or representatives; together with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of Grandes-Bergeronnes, Saguenay County, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

PIERRE NÉRON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, July 16, 1960. 54552-30-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, N° 21086. { LÉO VIENS, briqueleur, des cité et district de Montréal, demandeur, vs ROGER BOISJOLI, ayant élu domicile au Bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, district de Montréal, J. RAYMOND DEMERS, courtier en immeuble, domicilié en la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, PAUL RIVARD, domicilié en la ville de St-Vincent-de-Paul, district de Montréal, défendeurs, et LE RÉGISTRATEUR, de la division d'enregistrement de Wolfe, district de St-François, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur Roger Boisjoli:

« *a*) Le bout nord du lot huit-B (P. 8-B) du rang ouest, chemin Gosford, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Ham-Sud, contenant environ quatre-vingts pieds de longueur à partir du terrain appartenant à Oscar Delorme ou représentants, à aller à la limite du chemin ou route de St-Adrien, borné du côté est par le chemin Gosford, du côté ouest partie par le lot huit-C (8-C) et partie par le lot huit-A (8-A) appartenant à Amédée Charest ou représentants, au bout nord par le chemin public ou route St-Adrien et au bout sud par le terrain de Oscar Delorme, sujet à un chemin mitoyen à prendre sur ce lot et sur le terrain de Oscar Delorme partie du même lot;

b) Le lot huit-C (8-C) du rang ouest, chemin Gosford, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Ham-Sud;

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 21086. { LÉO VIENS, bricklayer, of the city and district of Montreal, plaintiff vs ROGER BOISJOLI, having elected domicile at the Protonotary's Office, Superior Court of the district of Montreal, J. RAYMOND DEMERS, real estate broker, domiciled in the town of Victoriaville, district of Arthabaska, PAUL RIVARD, domiciled in the town of St-Vincent-de-Paul, district of Montreal, defendants and THE REGISTRAR of the registry division of Wolfe, district of St. Francis, mis-en-cause.

Seized as belonging to the defendant Roger Boisjoli:

"*a*) The north end of lot eight-B (P. 8-B) of range west, Gosford road, upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Ham-Sud, containing about eighty feet in length starting from the property belonging to Oscar Delorme or representatives, going to the limit of the road or route to St-Adrien, bounded on the east side by Gosford road, on the west side partly by lot eight-C (8-C) and partly by lot eight-A (8-A) belonging to Amédée Charest or representatives, on the north end by the public road or route St-Adrien and on the south end by the property of Oscar Delorme, subject to a common road to be taken on this lot and on the property of Oscar Delorme part of the same lot;

b) The lot eight-C (8-C) of range west, Gosford road, upon the official plan and book of reference of the said township of Ham-Sud;

c) Une lisière de terrain à prendre et détachée du lot huit-A (8-A) du rang ouest, chemin Gosford, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Ham-Sud, joignant les lots huit-B (8-B) et huit-C (8-C) bornée au nord par la route St-Adrien et le lot huit-C (8-C) et par le terrain en premier lieu décrit ci-haut, au sud par le terrain dudit Oscar Delorme, partie par le lot huit-A (8-A) et à l'ouest par le terrain ci-après décrit au quatrième lieu, aussi sujet à un chemin mitoyen entre Adélard Lizotte ou représentants et Oscar Delorme;

d) Une partie du lot huit-A (8-A), précitée du cadastre susdit, sujette à un droit de passage ou chemin mitoyen entre A. Charest et Oscar Delorme ou représentants, sur une longueur de trente-huit pieds à partir du coin sud-ouest du terrain décrit au paragraphe précédent, allant à l'ouest par le terrain en troisième lieu ci-haut décrit et par le terrain dudit Oscar Delorme et partie par le terrain de M. O. Lamoureux ou représentants et vers l'ouest par le terrain de J. M. Chauveau ou représentants situé à vingt-cinq pieds de la grange actuelle érigée sur ledit terrain;

Le tout ne formant qu'un seul emplacement borné au nord par la route St-Adrien, à l'est par le chemin Gosford et partie par le terrain de Oscar Delorme et partie par le terrain de O. Lamoureux ou leurs représentants et à l'ouest par le terrain de J. Marie Chauveau suivant la clôture actuelle à l'ouest de la grange;

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf et excepté l'emplacement vendu à Jos. Breault par acte enregistré au Bureau d'Enregistrement du comté de Wolfe, sous le numéro 34588 — lequel emplacement est distrait sur la partie du lot N° huit-A (8-A) plus haut décrite et mentionnée au paragraphe « *d* » ci-dessus, aussi à distraire les parties du lot huit-A vendues à Liguori Larivée, aux termes de deux actes de vente devant Me J. H. Bourget, notaire, le deux septembre mil neuf cent quarante-et-un et l'autre le trois août mil neuf cent quarante-deux, et dûment enregistrés. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph, Ham-Sud, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1960, à DIX heures d el'avant-midi, (heure avancée).

Le Député-Shérif.
Bureau du Shérif, J.-M. GRÉGOIRE.
Sherbrooke, ce 18 juillet 1960. 54548-30-2-o
[Première insertion: 23 juillet 1960.]

c) A strip of land to be taken and detached from lot eight-A (8-A) of range west, Gosford road, upon the official plan and book of reference of the said township of Ham-Sud, joining lots eight-B (8-B) and eight-C (8-C), bounded to the north by the St-Adrien road and lot eight-C (8-C) and by the piece of ground above described in the first place, to the south by the property of the said Oscar Delorme, partly by lot eight-A (8-A) and to the west by the piece of ground hereafter described in the fourth place, also subject to a common road between Adélard Lizotte or representatives and Oscar Delorme;

d) A part of lot eight-A (8-A), aforesaid on the said cadastre, subject to a right of way or common road between A. Charest and Oscar Delorme or representatives, on a length of thirty-eight feet, starting from the southwest corner of the piece of ground described in the preceding paragraph, going westerly by the piece of ground in the third place above described and by the property of said Oscar Delorme and partly by the property of Mr. O. Lamoureux or representatives and towards the west by the property of J. M. Chauveau or representatives situated at twenty-five feet from the actual barn erected on the said piece of ground;

The whole forming just one immoveable bounded to the north by the St-Adrien road, to the east by Gosford road and partly by the property of Oscar Delorme and partly by the property of O. Lamoureux or their representatives and to the west by the property of J. Marie Chauveau along the actual fence to the west of the barn;

With all the buildings thereon erected, circumtances and dependencies.

Save and except the piece of ground sold to Jos. Breault by deed registered at the registry office of the county of Wolfe, under the number 34588 — which piece of ground is detached from the part of lot No. eight-A (8-A) above described and mentioned in the above paragraph "*d*", also to detach the parts of lot eight-A sold to Liguori Larivée, according to the terms of two deeds of sale before Me J. H. Bourget, notary, the second of September one thousand nine hundred and forty-one and the other the third of August one thousand nine hundred and forty-two and duly registered."

To be sold at the door of the parochial church of St-Joseph, Ham-Sud, WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, 1960, at TEN o'clock in the forenoon, (daylight saving time).

J.-M. GRÉGOIRE.
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Sherbrooke, this 18th of July, 1960. 54548-30-2-o
[First insertion: 23rd of July 1960.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 30457. { LAURENTIDE ENTERPRISES INC., corps légalement constitué, ayant son siège social en la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse vs GAÉTAN LAFOREST, hôtelier de Brownsburg, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés en la possession du défendeur:

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 30457. { LAURENTIDE ENTERPRISES INC., body legally constituted, having its head office in the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, vs GAÉTAN LAFOREST, hotel-keeper of Brownsburg, district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated in the possession of the defendant;

1° Un certain emplacement situé sur le côté nord de la rue Principale dans le village de Brownsburg, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme formant partie du lot numéro huit cent quinze (Ptie 815) mesurant cent pieds en front sur ladite rue et cent soixante-quinze pieds de profondeur (100′ x 175′) borné au sud par ladite rue, à l'ouest par la propriété de madame Stewart ou ses représentants, à l'est par la partie décrite au troisième paragraphe et au nord par la partie décrite au deuxième paragraphe; moins cependant et à déduire dudit emplacement une partie du même lot situé dans le coin sud-ouest dudit emplacement portant le même numéro, mesurant trente-quatre pieds de largeur en avant sur ladite rue et trente-huit pieds de largeur en arrière sur une profondeur de soixante-huit pieds, le tout mesure anglaise, borné en front par ladite rue, du côté ouest par le terrain de madame Stewart ou représentants et de tous autres côtés par le résidu de l'emplacement ci-haut décrit. Avec bâtisses.

2° Un certain morceau de terre situé à Brownsburg connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme formant partie du lot numéro huit cent quinze (Ptie 815) mesurant cent vingt-six pieds (126′) plus ou moins de l'est à l'ouest et cinquante pieds (50′) du nord au sud; borné au nord partie du même lot appartenant à monsieur Séguin, à l'est par la prolongation vers le nord de la rue Bank, au sud par l'emplacement ci-après décrit au troisième paragraphe et à l'ouest par partie du même lot appartenant à M. Martin. Avec bâtisses.

3° Un certain emplacement situé sur le côté nord de la rue Principale dans le village de Brownsburg connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme formant partie du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent seize (Ptie 816-3) mesurant trente-sept pieds (37′) de largeur sur une profondeur d'environ cent soixante-dix-neuf pieds (179′); borné au nord par l'emplacement ci-devant décrit au deuxième paragraphe, à l'est par la prolongation de la rue Bank, au sud par la rue Principale et à l'ouest par l'emplacement ci-devant décrit au paragraphe premier. Avec bâtisses.

Pour être vendus «en bloc» à la porte de l'église catholique de Brownsburg MARDI le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1960 à QUATRE heures de l'après-midi.

Conditions: argent comptant.

Le Shérif,
GEORGES AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, ce 18 juillet 1960.

54549-30-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 23080. GUY POITRAS, de la municipalité de Ste-Adèle, district de Terrebonne, demandeur vs JEAN D. BRAULT, de la municipalité de Ste-Adèle, district de Terrebonne, (152 Blvd Laurentian), défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur:

« Un emplacement commercial situé à Ste-Adèle-en-Bas sur la Route nationale numéro onze, mesurant environ cinquante pieds et trois dixièmes de pied de largeur par environ cent

1. A certain emplacement situated on the north side of Principal street in the Village of Brownsburg, known and designated in the official plan and book of reference of the township of Chatham as forming part of lot number eight hundred and fifteen (P. 815) having a frontage of one hundred feet on the said street and one hundred seventy-five feet in depth (100′ x 175) bounded on the south by the said street, on the west by the property of Mrs. Stewart or of her representatives, on the east by the part described in the third paragraph and on the north by the part described in the second paragraph; minus and to be deducted from said emplacement a part of the same lot situed in the southwest corner of said emplacement bearing the same number, measuring thirty-four feet in width in front on said street and thirty-eight feet in width in back by a depth of sixty-eight feet, all English measure, the frontage bounded by he said street, the west side by the land of Mrs. Stewart or representatives and all other sides by the residue of the emplacement described above. With buildings.

2. A certain lot of land situated at Brownsburg known and designated in the official plan and book of reference of the township of Chatham as forming part of lot number eight hundred and fifteen (P. 815) measuring one hundred and twenty-six feet (126′), more or less, from east to west and fifty feet (50′) from north to south; bounded on the north by a part of the same lot belonging to Mr. Séguin, on the east by the prolongation towards the north of Bank street, on the south by the emplacement hereinafter described in the third paragraph and on the west by part of the same lot belonging to Mr. Martin. With buildings.

3. A certain emplacement situated on the north side of Principal street in the village of Brownsburg known and designated in the official plan and book of reference of the township of Chatham as forming part of lot number three of the official subdivision of the original lot number eight hundred and sixteen (P. 816-3) measuring thirty-seven feet (37′) in width by a depth of about one hundred and seventy-nine feet (179′) bounded on the north by the emplament previously described in the second paragraph, on the east by the prlongation of Bank street, on the south by Principal street and on the west by the emplacement previously described in the first paragraph. With buildings.

To be sold "en bloc" at the door of the catholic church of Brownsburg on THURSDAY the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1960 at FOUR o'clock in the afternoon.

Conditions; cash.

GEORGES AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jerome, July 18th, 1960.

54549-30-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 23080. GUY POITRAS, of the municipality of Ste. Adèle, district of Terrebonne, plaintiff vs JEAN D. BRAULT, of the municipality of Ste Adèle, district of Terrebonne, (152 Laurentian Blvd), defendant.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated and in the possession of the defendant;

"A commercial emplacement situated at Ste-Adèle-en-Bas on national Route number eleven, measuring approximately fifty and three-tenths feet in width by approximately one hun-

cinquante pieds de profondeur (i.e. toute la profondeur de la partie pavée) faisant partie du lot originaire numéro dix B (partie avant), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Adèle rang 11ième, canton Abercrombie, borné en front par la route Nationale numéro onze, en arrière par le résidu dudit lot, du côté sud par l'emplacement de Ludger DeRepentigny et du côté nord par celui de monsieur R. Bélair, comprenant une bâtisse commerciale ou magasin, d'un étage, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par cinquante-et-un pieds de profondeur, plus un hangar de vingt-quatre pieds de largeur par dix-huit pieds de profondeur, ainsi que la partie pavée du terrain sur lequel lesdites bâtisses sont construites.

Un emplacement ayant front sur le chemin de la Croix, à Ste Adèle, en la municipalité de Ste Adèle en Haut, comté de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro 14 de la subdivision officielle du lot originaire 8-A dans, le 10ième rang du canton d'Abercrombie, au cadastre officiel, de la paroisse de Ste Adèle, mesurant 256.8′ dans la ligne sud; 174′ dans la ligne nord-est; 175′ dans la ligne nord-ouest. Une superficie de 23,600 pieds carrés mesures anglaises, plus ou moins, borné comme suit; vers le sud par le chemin de la Croix; vers le nord-est par les lots 8-A-15 et 8-A-19, et vers le nord-ouest par les lots 8A-16, étant un chemin privé. Tous des mêmes rang, cadastre et canton, avec bâtisses ci-dessus érigées. »

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de Ste-Adèle-en-Haut, MARDI le TRENTIÈME jour d'AOÛT 1960 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES AUCLAIR.

Saint-Jérôme, ce 18 juillet 1960. 54550-30-2-o

dred and fifty feet in depth (i.e. the entire depth of the paved section) forming part of original lot number ten B (part before), in the official plan and book of reference of the parish of Ste Adèle range 11, Abercrombie township, bounded in front by the National Route number eleven, in the rear by the remainder of said lot, on the south side, by the emplacement of Ludger DeRepentigny, and on the north side by that of mister R. Bélair, comprising a commercial building or store of one floor, measuring twenty-four feet in width by fifty-one feet in depth, plus a shed twenty-four feet in width by eighteen feet in depth, as well as the paved section of the land on which said building are constructed.

An emplacement having frontage on the way of the Cross in Ste Adèle, in the municipality of Ste Adèle en Haut, county of Terrebonne, known and designated under number 14 of the official subdivision of original lot 8-A, on the tenth range of Abercrombie township, in the official cadaster of the parish of Ste Adèle, measuring 256.8′ on its southern line; 174′ on its northeast line; 175′ on its northwest line. An area of 23,600 square feet, English measure, more or less, bounded as follows; towards the south by the way of the Cross; towards the northeast by lots 8-A-15 and 8-A-19, and on the northwest by lots 8A-16, being a private road. All of the same range, cadaster and township, with buildings thereon erected."

To be sold at the door of the Catholic church of Ste-Adèle-en-Haut, on TUESDAY, the THIRTIETH day of AUGUST, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES AUCLAIR,

Sheriff's Office, *Sheriff.*

St. Jerome, July 18, 1960. 54550-30-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 29400. { LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRENVILLE, corps politique et incorporé, dûment incorporé selon la loi ayant sa principale place d'affaires dans le village de Grenville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demanderesse vs LES HÉRITIERS DE FEU DAME AGNES MILLWAY, épouse de H. Hutchison, de son vivant du village de Grenville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeurs.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession des défendeurs;

« Un certain lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Grenville, sous le numéro 34, mesurant 99 pieds en front par 130 pieds de profondeur. Mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Grenville, MARDI le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT, 1960 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES AUCLAIR.

Saint-Jérôme, le 18 juillet 1960. 54551-30-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 29400. { THE MUNICIPALITY OF THE VILAGE OF GRENVILLE, body politic and corporate, duly incorporated according to law having its head office in the village of Grenville, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff, vs THE HEIRS OF THE LATE DAME AGNES MILLWAY, wife of H. Hutchison, in her lifetime of the village of Grenville, county of Argentuil, district of Terrebonne, defandants.

Notice of sale

The immoveable hereinafter designated and in the possession of the defendants;

"A certain lot of land known and designated under the official plan and book of reference of the village of Grenville, under the number 34, measuring 99 feet in front by 130 feet in depth. English measure more or less with the buildings thereon".

To be sold at the door of the Catholic church of Grenville, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

GEORGES AUCLAIR,

Sheriff's Office, *Sheriff.*

St. Jerome, July 18, 1960. 54551-30-2-o

Députés élus

Québec, le 15 juillet 1960

Je donne par les présentes avis que le collègue électoral suivant a élu député le candidat ci-après désigné, pour le représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

DORCHESTER

L'honorable M. Joseph-Damase Bégin, industriel, Ste-Germaine, Dorchester, P.Q.

Le Président général des élections,
54511-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Québec, le 18 juillet 1960.

Je donne par les présentes avis que le collègue électoral suivant a élu député le candidat ci-après désigné, pour le représenter dans la nouvelle assemblée législative de la Province de Québec:

L'ASSOMPTION

Monsieur Victor-Stanislas Chartrand, bourgeois, 76, rue Notre-Dame, l'Epiphanie, L'assomption, P.Q.

Le Président général des élections,
54511-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Québec, le 20 juillet 1960.

Je donne par les présentes avis que le collège électoral suivant a élu député le candidat ci-après désigné, pour le représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

DUPLESSIS

Monsieur Henri-Laurier Coiteux, ingénieur forestier, 571, Ave Franklin, Sept-Iles, P.Q.

Le Président général des élections,
54511-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Members Elected

Quebec, July 15th, 1960.

I hereby give notice that the candidate herein after mentioned has been returned as deputy to represent the following electoral division in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

DORCHESTER

The Honourable Mr. Joseph-Damase Bégin, manufacturer, Ste. Germaine, Dorchester, P.Q.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
54511-o *The Chief Returning-Officer.*

Quebec, July 18th, 1960.

I hereby give notice that the candidate herein after mentioned has been returned as deputy to represent the following electoral division in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

L'ASSOMPTION

Mr. Victor-Stanislas Chartrand, gentleman, 76, Notre-Dame St., l'Épiphanie, L'Assom-tion, P.Q.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
54511-o *The Chief Returning-Officer.*

Quebec, July 20th, 1960.

I hereby give notice that the candidate herein after mentioned has been returned as deputy to represent the following electoral division in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

DUPLESSIS

Mr. Henri-Laurier Coiteux, forest engineer, 571, Franklin Avenue, Sept-Iles, P.Q.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
54511-o *The Chief Returning-Officer.*

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 30

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

St-Onge vs Hébert 3093

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3055

AVIS DIVERS:

Arnold Printing Co. Ltd. (Directeurs) . 3095
Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière-Kénogami-Arvida Inc. (L'). (Formation)..... 3094
Baie d'Urfée Curling Club (Règlement) 3095
Canadian Duckpin Bowling Congress (Règlements)..... 3098
Caron (Ronald) Ltée (Directeurs)..... 3096
Club de Canotage Radisson des Trois-Rivières Inc. (Le). (Directeurs)..... 3096
Club Social Récréatif et Touristique de Tadoussac Inc. (Règlements)..... 3094
Côte St. Luc Plumbing Inc..... 3093
Fonds Radisson Inc. (Directeurs)..... 3095
Foyer Anizan Inc. (Règlements)..... 3099
Heel Manufacturers' Association of Ca-

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

St-Onge vs Hébert 3093

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3055

MISCELLANEOUS NOTICES:

Arnold Printing Co. Ltd. (Directors) .. 3095
Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière-Kénogami-Arvida Inc. (L'). (Formation)..... 3094
Baie d'Urfée Curling Club (By-laws).. 3095
Canadian Duckpin Bowling Congress (By-laws)..... 3098
Caron (Ronald) Ltée (Directors)..... 3096
Club de Canotage Radisson des Trois-Rivières Inc. (Le). (Directors)..... 3096
Club Social Récréatif et Touristique de Tadoussac Inc. (By-laws)..... 3094
Côte St. Luc Plumbing Inc..... 3093
Radisson Funds Inc. (Directors)..... 3095
Foyer Anizan Inc. (By-laws)..... 3099
Heel Manufacturers' Association of Ca-

nada (Règlements) 3099
Hôtel Jonquière Limitée (Directeurs) .. 3097
Laberge Investments Co. Ltd. (Directeurs) 3097
Lakeshore West Lions Club Incorporated (Règlements) 3096
L'Iroquois Compagnie d'Assurances Gégérales (Requête) 3098
Montreal International Club (Directeurs) 3096
Park Extension Corporation (Dist. de l'actif) 3094
Saint-Jovite, Munic. paroisse (Nom changé) 3097
Serres (L.D.) Compagnie Limitée (Dist. de l'actif) 3094
Société St-Jean Baptiste Locale de Ste-Jeanne d'Arc (Corporation) 3097

CHARTES — ABANDON DE:

Glassberg's Limited 3099
Niko Construction Inc. 3099

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated 3099

CURATELLE PUBLIQUE:

Shepros, succession John 3100

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Contrecoeur, village 3100
Notre-Dame de la Merci, municipalité . 3102
Notre-Dame des Monts, municipalité .. 3101
Sainte-Anne de la Pocatière, village ... 3101
Saint-Fulgence, municipalité 3101

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Chibougamau 3101
Perkins 3102
St-Clet 3102
Templeton-Ouest 2102

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

St-Antoine, quartier (Montréal) 3103
Ste-Anne-des-Monts-Notre-Dame, Fief. 3103
St-Edmond de Stoneham, paroisse 3103

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Boîte de carton, région de Québec, (Modification) 3105
Établissement commerciaux, Rimouski. 3103

DÉPUTÉS ÉLUS:

Divers 3136

EXAMENS DU BARREAU:

Bas St-Laurent, étude 3113
St-François, étude 3113

nada (By-laws) 3099
Hôtel Jonquière Limitée (Directors) ... 3097
Laberge Investments Co. Ltd. (Directors) 3097
Lakeshore West Lions Club Incorporated (By-laws) 3096
L'Iroquois Compagnie d'Assurances Générales (Petition) 3098
Montreal International Club (Directors) 3096
Park Extension Corporation (Dist. of assets) 3094
Saint-Jovite, Munic. parish (Change of name) 3097
Serres (L.D.) Compagnie Limitée (Dist. of assets) 3094
Société St-Jean Baptiste Locale de Ste-Jeanne d'Arc (Corportaion) 3097

CHARTERS — SURRENDER OF:

Glassberg's Limited 3099
Niko Construction Inc. 3099

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated 3099

PUBLIC CURATORSHIP:

Shepros, estate John 3100

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Contre coeur, village 3100
Notre-Dame de la Merci, municipality. 3102
Notre-Dame des Monts, municipality . 3101
Sainte-Anne de la Pocatière, village ... 3101
Saint-Fulgence, municipality 3101

EDUCATION:

School Municipality of:

Chibougamau 3101
Perkins 3102
St-Clet 3102
Templeton-Ouest 3102

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

St-Antoine, ward (Montreal) 3103
Ste-Anne-des-Monts-Notre-Dame, Fief. 3103
St-Edmond de Stoneham, parish 3103

LABOUR:

Industry or Trades of:

Paper Box, region of Québec (Amendment) 3105
Commercial Establishments, Rimouski. 3103

MEMBERS ELECTED:

Miscellaneous 3136

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence, study 3113
St. Francis, study 3113

LETTRES PATENTES:

Ace Chemicals Inc. 3056
Acme Flooring Contract Sales Ltd. 3507
Albert Berger & Fils Limitée 3057
Alimentation des Passes, Ltée 3057
Areno Enterprises Inc. 3057
Association des Marchands du Centre d'Achats St-Henri — St-Henri Shopping Center Merchants' Association. 3058
Association Québécoise pour l'Étude Comparative du Droit 3058
Astoria Handbags Ltd. 3059
Auberge des Monts (1960) Inc. 3059
Bantey Hotte & Co. Ltd 3059
Baribeau Automobiles Ltée — Baribeau Motor Sales Ltd. 3060
Basil Holding Corp. 3060
Beloeil Development Inc. 3060
Black Hawk Mining Ltd. 3061
Blue Prints & Supplies Limited 3061
Boulevard GMC Ltée 3061
Brimont Inc. 3062
Building Materials Corporation 3062
Burger Plywood Ltd. 3062
Certo Ltd. 3063
Champlain Auto Supply Inc. 3063
Charette Super Market Inc. 3063
Châteauguay Land Development Corp. 3064
C. L. Construction Inc. 3064
Club de Courses Laurentides Inc.— Laurentide Racing Club Inc. 3064
Club de Tir Ste-Agathe des Monts Inc. 3065
Conférence de Football Intermédiaire de l'Est Inc. 3065
Dahne Investment Corp. 3066
Danis Smallware Ltd. 3066
David Nadler Inc. 3066
Davidson (Bonavista) Inc. 3067
De Luxe Leather Corp. 3067
Doyon & Fils Limitée 3067
Electro-Chrome Inc. 3068
Ellenwood Investments Ltd. 3068
Everlasting Aluminum Products Ltd. 3068
Evmar Inc. 3068
E. S. Gould Sales Co. Ltd. 3069
G. Charlebois Ltée 3069
Gérard Dufresne Inc. 3070
Glaspools (Quebec) Limited 3070
Glo-Call Inc. 3070
Green Gas Ltd. 3071
Hamco Investment Inc. 3071
Harry's Servicenter Ltd. 3071
Harts Children's Wear Inc. 3072
Harts Department Stores Inc. 3072
Helen's Corsetry Ltd. 3072
Hi-Quality Construction Inc. 3073
H. L. C. Construction Inc. 3073
Hôtel Prévert Inc. 3073
I. Hoch Fur Company 3074
Impact Mailing & Merchandising Inc. 3074
Italia Furniture Inc. 3074
J. Jacques Ayotte Inc. 3075
Laboratoire d'Essais de Matériaux Inc. — Material Testing Laboratory Inc. 3075
La Cie de Placements Balmoral Ltée — Balmoral Investments Co. Ltd. 3075
La Cie de Placements Polara Ltée — Polara Investment Co. Ltd. 3076
La Commission des Sports et Loisirs de Chénéville 3076
Laviolette Mining & Metallurgical Corp. 3076
Le Club de Golf Boule Rock, Inc. 3077
Le Prêt d'Honneur de St-Raymond 3077
Les Éditions de l'Avenir Ltée 3078
Les Entreprises Jacques-Cartier Inc. 3078
Les Investissements Gertrude Inc. 3078

LETTERS PATENT:

Ace Chemicals Inc. 3056
Acme Flooring Contract Sales Ltd. 3057
Albert Berger & Fils Limitée 3057
Alimentation des Passes, Ltée 3057
Areno Enterprises Inc. 3057
St-Henri Shopping Center Merchants' Association — Association des Marchands du Centre d'Achats St-Henri. 3058
Association Québécoise pour l'Étude Comparative du Droit 3058
Astoria Handbags Ltd. 3059
Auberge des Monts (1960) Inc. 3059
Bantey Hotte & Co. Ltd 3059
Baribeau Motor Sales Ltd.— Baribeau Automobiles Ltée 3060
Basil Holding Corp. 3060
Beloeil Development Inc. 3060
Black Hawk Mining Ltd. 3061
Blue Prints & Supplies Limited 3061
Boulevard GMC Ltée 3061
Brimont Inc. 3062
Building Materials Corporation 3062
Burger Plywood Ltd. 3062
Certo Ltd. 3063
Champlain Auto Supply Inc. 3063
Charette Super Market Inc. 3063
Châteauguay Land Development Corp. 3064
C. L. Construction Inc. 3064
Laurentide Racing Club Inc.— Club de Courses Laurentides Inc. 3064
Club de Tir Ste-Agathe des Monts Inc. 3065
Conférence de Football Intermédiaire de l'Est Inc. 3065
Dahne Investment Corp. 3066
Danis Smallware Ltd. 3066
David Nadler Inc. 3066
Davidson (Bonavista) Inc. 3067
De Luxe Leather Corp. 3067
Doyon & Fils Limitée 3067
Electro-Chrome Inc. 3068
Ellenwood Investments Ltd. 3068
Everlasting Aluminum Products Ltd. 3068
Evmar Inc. 3068
E. S. Gould Sales Co. Ltd. 3069
G. Charlebois Ltée 3069
Gérard Dufresne Inc. 3070
Glaspools (Quebec) Limited 3070
Glo-Call Inc. 3070
Green Gas Ltd. 3071
Hamco Investment Inc. 3071
Harry's Servicenter Ltd. 3071
Harts Children's Wear Inc. 3072
Harts Department Stores Inc. 3072
Helen's Corsetry Ltd. 3072
Hi-Quality Construction Inc. 3073
H. L. C. Construction Inc. 3073
Hôtel Prévert Inc. 3073
I. Hoch Fur Company 3074
Impact Mailing & Merchandising Inc. 3074
Italia Furniture Inc. 3074
J. Jacques Ayotte Inc. 3075
Material Testing Laboratory Inc.— Laboratoire d'Essais de Matériaux Inc. 3075
Balmoral Investments Co. Ltd.— La Cie de Placements Balmoral Ltée 3075
Polara Investment Co. Ltd.— La Cie de Placements Polara Ltée 3076
La Commission des Sports et Loisirs de Chénéville 3076
Laviolette Mining & Metallurgical Corp. 3076
Le Club de Golf Boule Rock, Inc. 3077
Le Prêt d'Honneur de St-Raymond 3077
Les Éditions de l'Avenir Ltée 3078
Les Entreprises Jacques-Cartier Inc. 3078
Les Investissements Gertrude Inc. 3078

Les Investissements Gloria Inc. 3079
Les Investissements Juliette Inc. 3079
Les Investissements Rita Inc. 3079
Loisirs Populaires Limitée 3079
Luc Construction Inc. 3080
Manoir Brome Lake Inc. 3080
Marquette Scrap Ltd. 3080
Maurice Pelletier Inc. 3081
Maurice Tremblay Construction Ltée 3081
Mayfair Advertising Ltd. 3081
Montour Construction Inc. 3082
Mr. Doughnuts Coffee Shops Inc. 3082
Myriad Detergents Inc. 3082
Nettoyeur Causapscal Ltée 3083
Nettoyeurs Laval Inc.— Laval Cleaner Inc. 3083
Northern Amusement Inc. 3083
Northern Canada Evangelical Mission of Quebec 3084
Opera Restaurant & Coffee Shop Ltd. 3084
Parcair Inc. 3084
Parking Corporation of Canada (Quebec) Inc. 3085
Permanent Service Ltd. 3085
Pik'n Pek Food Markets Ltd. 3085
Plate Glass Insurance Brokers Inc. 3086
Prestige Men's Wear Inc. 3086
Quincaillerie Nadeau Hardware Ltée-Ltd. 3086
Racan Corporation (Quebec) Limited 3087
Radomer Mutual Aid Society, Inc. 3087
Reliable Embroidery & Conrad Stitching Inc. 3088
Rendez-vous Marin Inc. 3088
Rep. Inc. 3088
Rod. Charlebois Inc. 3089
Rotobloc Inc. 3089
Roxboro Oil Burner Inc.— Brûleur à l'Huile Roxboro Inc. 3089
Simon Lemaire Inc. 3090
St. Jérôme Properties Ltd. 3090
Todoro & Bigras Limitée 3090
Trac Co. Ltd. 3091
Unicrete Ready-Mix Inc. 3091
Universal Slim-Ette Health Studies Ltd. 3091
Valbec Construction Inc. 3092
Venezuelan National Investment Corporation 3092
Yale Building Corporation 3092
Young Colony Limited 3093

OFFICES DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:

Pomiculteurs du Québec 3113

PROCLAMATION:

Prorogation *sine die* 3114

SIÈGES SOCIAUX:

Beau Fruit Ltée 3115
B & L. Metal Inc. 3116
Davidson (Bonavista) Inc. 3115
Eagle Enterprises Limited 3115
Fonds Radisson Inc. 3115
Harnois et Harnois Inc. 3116
Lancaster Pools of Quebec Ltd. 3117
Mack (William H.) Ltd. 3116
Notre Temps Inc. 3116
Pharmacie Vétérinaire Dr. Grignon Ltée — Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd. 3116
Ste-Marie (A.) Inc. 3114
Unicrete Ready-Mix Inc. 3115

Les Investissements Gloria Inc. 3079
Les Investissements Juliette Inc. 3079
Les Investissements Rita Inc. 3079
Loisirs Populaires Limitée 3079
Luc Construction Inc. 3080
Manoir Brome Lake Inc. 3080
Marquette Scrap Ltd. 3080
Maurice Pelletier Inc. 3081
Maurice Tremblay Construction Ltée 3081
Mayfair Advertising Ltd. 3081
Montour Construction Inc. 3082
Mr. Doughnuts Coffee Shops Inc. 3082
Myriad Detergents Inc. 3082
Nettoyeur Causapscal Ltée 3083
Laval Cleaner Inc.— Nettoyeurs Laval Inc. 3083
Northern Amusement Inc. 3083
Northern Canada Evangelical Mission of Quebec 3084
Opera Restaurant & Coffee Shop Ltd. 3084
Parcair Inc. 3084
Parking Corporation of Canada (Quebec) Inc. 3085
Permanent Service Ltd. 3085
Pik'n Pek Food Markets Ltd. 3085
Plate Glass Insurance Brokers Inc. 3086
Prestige Men's Wear Inc. 3086
Quincaillerie Nadeau Hardware Ltée-Ltd. 3086
Racan Corporation (Quebec) Limited 3087
Radomer Mutual Aid Society, Inc. 3087
Reliable Embroidery & Conrad Stitching Inc. 3088
Rendez-vous Marin Inc. 3088
Rep. Inc. 3088
Rod. Charlebois Inc. 3089
Rotobloc Inc. 3089
Roxboro Oil Burner Inc.— Brûleur à l'Huile Roxboro Inc. 3089
Simon Lemaire Inc. 3090
St. Jérôme Properties Ltd. 3090
Todoro & Bigras Limitée 3090
Trac Co. Ltd. 3091
Unicrete Ready-Mix Inc. 3091
Universal Slim-Ette Health Studies Ltd. 3091
Valbec Construction Inc. 3092
Venezuelan National Investment Corporation 3092
Yale Building Corporation 3092
Young Colony Limited 3093

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

Notice of reception of joint marketing plan:

Quebec Apple Growers 3113

PROCLAMATION:

Prorogation *sine die* 3114

HEAD OFFICES:

Beau Fruit Ltée 3115
B & L. Metal Inc. 3116
Davidson (Bonavista) Inc. 3115
Eagle Enterprises Limited 3115
Funds Radisson Inc. 3115
Harnois et Harnois Inc. 3116
Lancaster Pools of Quebec Ltd. 3117
Mack (William H.) Ltd. 3116
Notre Temps Inc. 3116
Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd. — Pharmacie Vétérinaire Dr Grignon Ltée. 3116
Ste-Marie (A.) Inc. 3114
Unicrete Ready-Mix Inc. 3115

SOUMISSIONS:

Côte St-Luc, cité 3118
La Présentation, Comm'n. Scol. 3120
Lesage, Comm'n. Scol. 3117
St-Joseph, village 3121

VENTE PAR LICITATION:

Hylands *et al* vs Hyland *et al* 3113

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Beaudoin vs Vachon 3124
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Roy 3125

CHICOULIMI:

Crown Housewares Co. vs Bouchard .. 3152

MONTRÉAL:

Cité de Longueuil vs Brewster 3126

QUÉBEC:

Canada Packers Ltd. vs Martel 3127
Gagnon (L. P.) Ltée vs DeVarennes ... 3127
Pratte vs Pulpwood Water Transportation Co. Ltd. *et al* 3129

RIMOUSKI:

La Banque Provinciale du Canada vs Gagné *et al* 3131

SAGUENAY:

Chinic Hardware Company Limited vs Lapointe 3132

SAINT-FRANÇOIS:

Viens vs Boisjoli 3132

TERREBONNE:

Laurentide Enterprises Inc vs Laforest 3133
Munic. village de Grenville vs Héritiers d'Agnès Millway 3135
Poitras vs Brault 3134

TENDERS:

Côte St-Luc, city 3118
La Présentation, School Comm. 3120
Lesage, School Comm. 3117
St-Joseph, village 3121

SALE BY LICITATION:

Hylands *et al* vs Hyland *et al* 3123

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Beaudoin vs Vachon 3124
Quebec Farm Credit Bureau vs Roy. 3125

CHICOUTIMI:

Crown Housewares Co. vs Bouchard .. 3125

MONTREAL:

City of Longueuil vs Brewster, ... 3126

QUEBEC:

Canada Packers Ltd. vs Martel 3127
Gagnon (L.P.) Ltée vs DeVarennes ... 3127
Pratte vs Pulpwood Water Transportation Co. Ltd. *et al* 3129

RIMOUSKI:

La Banque Provinciale du Canada vs Gagné *et al* 3131

SAGUENAY:

Chinic Hardware Company Limited vs Lapointe 3132

SAINT FRANCIS:

Viens vs Boisjoli 3132

TERREBONNE:

Laurentide Enterprises Inc vs Laforest. 3133
Munic. village of Grenville vs Heirs of d'Agnès Millway 3135
Poitras vs Brault 3134

QUÉBEC: — Imprimé par
ROCH LEFEBVRE, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by
ROCH LEFEBVRE, Queen's Printer.